

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, March 27, 2023

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 4:06 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally; and, in camera, to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: I am Salma Ataullahjan, a senator from Toronto and chair of this committee. Today we are conducting a public hearing of the Standing Senate Committee on Human Rights.

I would like to take this opportunity to introduce the members of the committee who are participating in this meeting. We have Senator Wanda Thomas Bernard, who is the deputy chair. She is from Nova Scotia. We have Senator David Arnot from Saskatchewan, Senator Omidvar from Ontario, Senator Nancy Hartling from New Brunswick, Senator Jaffer from B.C. and Senator Fabian Manning from Newfoundland and Labrador.

Today, our committee will continue its study on Islamophobia in Canada under its general order of reference. Our study will cover, among other matters, the role of Islamophobia with respect to online and offline violence against Muslims, gender discrimination as well as discrimination in employment including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the sources of Islamophobia, its impact on individuals, including mental health and physical safety, and possible solutions and government responses.

After having held two meetings in June of 2022 in Ottawa, followed by public meetings and visits to mosques in September in Vancouver, Edmonton, Quebec City and Toronto, we continued our public hearings in Ottawa last fall and last month.

Let me provide some details about our meeting today. This afternoon we shall have three panels. In each panel, we shall hear from witnesses, and then the senators will have a question-and-answer session.

I will now introduce our first panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to questions from the senators. I wish to welcome the first of our witnesses who are with us in person at the table today, the Honourable Marie Deschamps, Chair of the National Security and Intelligence Review Agency; accompanied by Dr. Foluke Laosebikan,

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 27 mars 2023

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, à 16 h 4 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général; et à huis clos, pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Je suis Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité. La séance d'aujourd'hui est une séance publique du Comité sénatorial permanent des droits de la personne.

Je vais maintenant présenter les membres du comité qui participent à la séance : la sénatrice Wanda Thomas Bernard, vice-présidente, de la Nouvelle-Écosse; le sénateur David Arnot, de la Saskatchewan; la sénatrice Omidvar, de l'Ontario; la sénatrice Nancy Hartling, du Nouveau-Brunswick; la sénatrice Jaffer, de la Colombie-Britannique; et le sénateur Fabian Manning, de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le comité poursuit aujourd'hui son étude de l'islamophobie au Canada en vertu de son ordre de renvoi général. Nos travaux porteront notamment sur le rôle de l'islamophobie dans la violence — y compris en ligne — à l'endroit des musulmans, la discrimination fondée sur le sexe et la discrimination en milieu de travail, y compris au sein de la fonction publique fédérale. Nous nous pencherons également sur les causes de l'islamophobie, ses effets sur les personnes visées, entre autres sur les plans de la santé mentale et de la sécurité physique, et les éventuelles solutions et mesures gouvernementales.

Après avoir tenu deux réunions en juin 2022 à Ottawa, suivies de réunions publiques et de visites de mosquées en septembre à Vancouver, Edmonton, Québec et Toronto, nous avons poursuivi nos réunions publiques à Ottawa l'automne dernier et le mois dernier.

Voici quelques renseignements sur la réunion d'aujourd'hui. Nous accueillons cet après-midi trois groupes de témoins. Pour chaque groupe, nous entendrons d'abord les témoignages, puis les sénateurs pourront poser des questions.

Accueillons maintenant notre premier groupe. On a demandé à chaque témoin de faire une déclaration liminaire d'une durée de cinq minutes. Nous écouterons tous les témoins, puis il y aura une ronde de questions. Je souhaite la bienvenue à l'honorable Marie Deschamps, présidente de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement. Elle est accompagnée par Me Foluke Laosebikan, membre de

member, National Security and Intelligence Review Agency; and John Davies, Executive Director, National Security and Intelligence Review Agency. I now invite Madam Deschamps to make her presentation.

The Honourable Marie Deschamps, Chair, National Security and Intelligence Review Agency: Good afternoon, Madam Chair and honourable senators on the committee. I would like to start by recognizing that we are speaking to you today from the unceded ancestral territories of the Anishinaabe Algonquin Nation.

[*Translation*]

Thank you for inviting us to participate in your deliberations. With me is Dr. Foluke Laosebikan, who has been a member of the National Security and Intelligence Review Agency, or NSIRA, since spring 2022. The agency relies on her experience and expertise with vulnerable communities, particularly Indigenous peoples and visible minorities.

To my left is John Davies, Executive Director of the NSIRA Secretariat. He has served in that position since the agency was first created in 2019. He leads the Secretariat responsible for providing NSIRA with all the support it needs to fulfill its mandate.

The agency's name has come up several times in your hearings and in the media. I know that the committee's work on Islamophobia in Canada extends well beyond the practices of the Canada Revenue Agency, or CRA, but today I will be focusing my remarks on the CRA. Your invitation gives us the opportunity to explain what NSIRA has done since the CRA's practices raised issues related to discrimination.

[*English*]

I will not say much about the NSIRA mandate other than to remind the committee that, when we were created, the mandate was optimistic in the sense that it is very broad. It includes investigations but also reviews of national security and intelligence activities of the entire government. While many of our reviews are discretionary, several of them are mandated by statute. To select our discretionary work, we have established a process based upon considerations that are now made public. They are on our website. The raison d'être of the NSIRA is to act as proxy for Canadians to ensure that national security activities are conducted in ways that are reasonable and necessary.

l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, et par John Davies, directeur général de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement. J'invite Mme Deschamps à faire sa présentation.

L'honorable Marie Deschamps, présidente, Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement : Bonjour, madame la présidente et honorables sénateurs membres du comité. J'aimerais tout d'abord souligner que je m'adresse à vous sur le territoire ancestral non cédé de la nation algonquine anishinabe.

[*Français*]

Je vous remercie de nous avoir invités à participer à vos travaux. Je suis accompagnée de Me Foluke Laosebikan, qui est membre de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignements depuis le printemps 2022. Elle apporte à l'office son expérience et son expertise auprès des communautés vulnérables, plus particulièrement les Autochtones et les minorités visibles.

À ma gauche, il y a M. John Davies, directeur général du Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement. Il occupe ces fonctions depuis sa création en 2019. À ce titre, il est responsable du secrétariat chargé de fournir à l'office tout le soutien nécessaire à la réalisation de son mandat.

Le nom de l'office a été mentionné à plusieurs reprises lors de vos audiences et dans les médias. Je sais que les travaux du comité sur l'islamophobie au Canada vont bien au-delà des pratiques de l'Agence du revenu du Canada (ARC), mais c'est sur cette dernière que mes remarques porteront aujourd'hui. Votre invitation nous donne l'occasion de vous expliquer ce que l'office a fait depuis que les pratiques de l'ARC ont soulevé des questions liées à la discrimination.

[*Traduction*]

Je ne m'étendrai pas trop sur le mandat de l'office; je rappelle seulement au comité qu'à sa création, l'office a été doté d'un mandat optimiste, en ce sens qu'il est très vaste. Ce mandat comprend des enquêtes, mais aussi des examens des activités de l'ensemble du gouvernement en ce qui concerne la sécurité nationale et le renseignement. Bien que nombre de nos examens sont réalisés à titre discrétionnaire, plusieurs d'entre eux sont prévus par la loi. Pour choisir les travaux que nous menons à titre discrétionnaire, nous avons établi un processus qui repose sur des éléments qui ont maintenant été rendus publics. Ils sont sur notre site Web. La raison d'être de l'office est d'agir au nom des Canadiens pour s'assurer que les activités qui sont menées au nom de la sécurité nationale sont raisonnables et nécessaires.

First and foremost, we assess whether agencies respect their obligations. This, obviously, includes respecting the Charter and, more specifically to the subject matter of this committee, protections against discrimination. To assess the agencies' activities, NSIRA conducts independent, in-depth and fearless reviews. I'm not sure that they appreciate the metaphor, but I often tell them that we offer them the gift of reviews. By this, I mean that we help them improve their governance and their operations so that they can operate in a way that is in compliance with the law.

The activities of the CRA came to our attention in 2021 following the publication of two reports, both of which you have heard about during your hearings. The first was released by the National Council of Canadian Muslims in collaboration with the University of Toronto's Institute of Islamic Studies. The second one is the one published by the International Civil Liberties Monitoring Group. When these were issued, we considered several options to examine how we could integrate the activities of the Canada Revenue Agency into our work plan.

Shortly thereafter, we learned that the Taxpayers' Ombudsperson, Mr. Boileau, whom you have heard from during your hearings, was conducting his own review. As you know, we are required by statute to deconflict with certain review bodies, but even if those who are conducting reviews are not listed in our statute, we attempt not to duplicate the work of the other agencies. Considering that Mr. Boileau and the Office of the Taxpayers' Ombudsperson were conducting a review, we decided to wait until the Ombudsperson completed his work. Then came your hearings. During those hearings, we heard Mr. Boileau testify that his office had faced several significant roadblocks. This led us to reopen our analysis.

We stand in a very different legal framework than the Taxpayers' Ombudsperson, and we have experience and expertise in this area. Issues of discrimination and differential impact on marginalized communities are not new to NSIRA. In fact, you may have seen that, for example, in 2022, NSIRA released a review of the Government of Canada's use of biometrics. That report addresses real and potential impacts on marginalized communities and the risk of discrimination in national security activities.

For these reasons, and after having consulted again with Mr. Boileau's office, NSIRA notified the CRA of our decision to initiate a review — I have the notification, which is a public document — of their Review and Analysis Division program. NSIRA's review will focus on the division's activities and decision making related to registered Canadian charities, and we will assess the reasonableness, necessity and compliance with the law of those activities. With access to all information, except

Tout d'abord, nous voyons si les agences respectent leurs obligations. Évidemment, cela comprend le respect de la Charte et, ce qui rejoint le sujet des travaux du comité, la protection contre la discrimination. Afin d'évaluer les activités des agences, l'office effectue des examens approfondis de manière indépendante et sans aucune crainte. Je ne sais pas si les agences apprécient la métaphore, mais je dis souvent que nous leur faisons cadeau de nos examens. Ce que je veux dire par là, c'est que nous les aidons à améliorer leur gestion et leurs opérations afin qu'elles puissent mieux se conformer à la loi.

Les activités de l'ARC ont été portées à notre attention en 2021 après la publication de deux rapports, dont vous avez entendu parler pendant vos travaux. Le premier de ces rapports a été publié par le Conseil national des musulmans canadiens en collaboration avec l'Institut des études islamiques de l'Université de Toronto. Le deuxième a été publié par la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles. Lorsque ces deux rapports ont été publiés, nous avons envisagé différentes options pour voir comment nous pouvions intégrer les activités de l'ARC dans notre plan de travail.

Peu après, nous avons appris que l'ombudsman des contribuables, M. Boileau, dont vous avez entendu le témoignage pendant vos travaux, était en train de réaliser son propre examen. Comme vous le savez, nous sommes tenus par la loi de ne pas entrer en conflit avec certains organismes d'examen, mais nous acceptons aussi de ne pas dédoubler le travail fait par les agences qui ne sont pas mentionnées explicitement dans la loi. Étant donné que M. Boileau et le Bureau de l'ombudsman des contribuables étaient en train de mener un examen, nous avons décidé d'attendre que ce dernier soit terminé avant de lancer nos propres audiences. Pendant celles-ci, M. Boileau nous a expliqué que son bureau s'était heurté à d'importants obstacles. Ce témoignage nous a incités à revoir notre analyse.

Notre cadre législatif est très différent de celui de l'ombudsman des contribuables et nous avons de l'expérience et de l'expertise dans ce domaine. Les questions liées à la discrimination et aux répercussions différentes sur les communautés marginalisées ne sont rien de nouveau pour notre office. En fait, vous savez peut-être que l'office a publié, en 2022, un rapport d'examen sur l'utilisation des données biométriques par le gouvernement du Canada. Ce rapport aborde la question des répercussions réelles et éventuelles sur les communautés marginalisées et des risques de discrimination dans les activités de sécurité nationale.

Pour ces raisons, et après consultation avec le bureau de M. Boileau, l'office a avisé l'ARC de sa décision de lancer un examen — j'ai l'avis avec moi, c'est un document public — de la Division de la revue et de l'analyse de l'ARC. Cet examen est axé sur les activités de la division et sur le processus de prise de décision concernant les organismes de bienfaisance enregistrés au Canada et vise à évaluer leur caractère raisonnable, leur nécessité et leur conformité à la loi. En ayant accès à toute

cabinet confidence, NSIRA is positioned to conduct a thorough, independent and fact-based review of the division.

As a result of NSIRA's review, we will make findings and recommendations related to the activities of the Canada Revenue Agency. We will report to the Minister of National Revenue and other ministers if other departments are included in the review. An unclassified version of NSIRA's final report will also be made public.

In closing, NSIRA's mandate is a key element in national security, transparency and accountability in Canada. Although Canadians may not be able to observe every aspect of security or intelligence work for themselves, they can trust that review agencies such as NSIRA are holding the government accountable on their behalf. We work every day to build and strengthen this trust through rigorous and independent reviews.

Thank you for the opportunity to speak to you today about these important issues. I'm sure you have many questions for the three of us.

The Chair: Thank you for your presentation.

Before asking and answering questions, I would like to ask committee members and witnesses in the room that for the duration of this meeting, please refrain from leaning in too closely to the microphone, or remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee staff in the room.

We will now proceed to questions from senators. As was our previous practice, I would like to remind each senator that you have five minutes for your question, and that includes the answer.

I will start with Senator Bernard, who is the deputy chair of the committee.

Senator Bernard: Thank you very much for being with us today and for your testimony.

I have one quick question with regard to your review of the CRA, and that is the timeline. Can you tell us the timeline for this review and when we might expect the report?

Ms. Deschamps: I would like to share the microphone with my colleagues. I will ask Dr. Laosebikan to answer that question.

Dr. Foluke Laosebikan, Member, National Security and Intelligence Review Agency: Thank you.

l'information, à l'exception des documents confidentiels du Cabinet, l'office sera en mesure de réaliser un examen exhaustif, indépendant et factuel de la division.

Après avoir procédé à cet examen, nous formulerons des conclusions et des recommandations sur les activités de l'ARC. Nous présenterons le rapport à la ministre du Revenu national et à d'autres ministres si d'autres ministères sont inclus dans l'examen. Une version non classifiée du rapport final sera également rendue publique.

Je dirai en terminant que l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, l'OSSNR, joue un rôle clé dans la sécurité nationale, la transparence et la reddition de comptes au Canada. Même si les Canadiens ne sont pas en mesure de constater par eux-mêmes tous les aspects du travail effectué dans le domaine de la sécurité et du renseignement, ils peuvent avoir l'assurance que les agences d'examen comme l'office demandent des comptes au gouvernement en leur nom. Nous travaillons chaque jour pour bâtir et renforcer la confiance du public au moyen de nos examens rigoureux et indépendants.

Je vous remercie de nous avoir donné l'occasion de vous parler de ces enjeux importants. Je suis sûre que vous aurez de nombreuses questions pour nous trois.

La présidente : Merci pour votre exposé.

Avant de passer à la période de questions, je demanderais aux membres du comité et aux témoins qui sont présents ici dans la salle d'éviter de se pencher trop près du microphone, ou alors d'enlever votre oreillette. Cela évitera de produire une réaction acoustique qui pourrait être dangereuse pour le personnel du comité qui est sur place.

Nous passons maintenant à la période de questions. Comme nous avons l'habitude, chaque sénateur dispose de cinq minutes pour poser une question, ce qui inclut les réponses.

Nous allons commencer par la sénatrice Bernard, qui est vice-présidente du comité.

La sénatrice Bernard : Merci beaucoup pour votre présence et pour votre témoignage.

J'ai une brève question au sujet de votre examen de l'ARC concernant l'échéancier. Quel est votre échéancier pour cet examen et quand pouvons-nous espérer recevoir votre rapport?

Mme Deschamps : J'aimerais laisser la parole à mes collègues. Je vais demander à Me Laosebikan de répondre.

Me Foluke Laosebikan, membre, Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement : Merci.

With respect to the timeline, NSIRA has a review process that is established. In terms of the scope of the authority and the work that NSIRA conducts, it has the authority to conduct broad investigations and obtain unfettered information. This, then, determines the scope of the work.

The quick answer is that it is difficult to prejudge how much time will be required. We will be able to better assess that after the work is scoped and after we have an idea of what the information is that we have. At this time, it is difficult to prejudge or predetermine what the timeline will be.

Senator Bernard: During testimony before this committee on March 20, witnesses emphasized the need for Canada's security and intelligence organizations to cultivate diverse workforces that reflect the population of Canada, including Muslim Canadians. Could you tell us, please, what steps NSIRA is currently taking to ensure the diversity of its workforce?

Ms. Deschamps: I will ask John to address that question.

John Davies, Executive Director, Secretariat, National Security and Intelligence Review Agency: Thank you, senator. That is a very good question.

When we became NSIRA, we had a lot of work to do. We inherited an organization of about 20-25 people and were growing it up to 100. Staffing an HR team that could help support broad policy objectives, including issues around diversity and inclusion, was an important issue. Identifying a champion in the workplace for equity diversity inclusion that could be supported by the HR team to develop the kind of dialogue you want in an organization to discuss these issues — certainly during COVID, there is no shortage of issues to discuss — and generally create a safe environment for discussion was also important. The management team also spent a lot of time on building the policy framework in terms of the kind of forward strategy we wanted to have in terms of diversity.

The biggest challenge we have now is the lack of demographic statistics and details on who our people are. When we hire people through applications or through letters of offer, we can ask people to self-identify, or we can piece things together, but we do not have a good view. As an organization below 100 in staff, we're not obligated under the Employment Equity Act to do self-identification, but we have agreed to do so.

En ce qui concerne l'échéancier, l'office a un processus d'examen bien établi. L'office a l'autorité nécessaire pour mener de vastes enquêtes et obtenir tous les renseignements requis. C'est ce qui détermine la portée des travaux.

La réponse simple est qu'il est difficile de savoir d'avance combien de temps prendra l'examen. Nous pourrions mieux évaluer la durée du projet une fois que la portée des travaux sera établie et que nous aurons une idée de l'information dont nous disposons. À ce stade-ci, il est difficile de prévoir un échéancier.

La sénatrice Bernard : Lors des audiences du 20 mars de notre comité, des témoins ont insisté sur l'importance pour les organisations canadiennes du domaine de la sécurité et du renseignement de faire appel à une main-d'œuvre diversifiée qui reflète la population du Canada, y compris des Canadiens musulmans. Pouvez-vous nous expliquer ce que votre organisation fait en ce moment pour assurer la diversité de son personnel?

Mme Deschamps : Je vais laisser M. John Davies répondre à cette question.

John Davies, directeur général, Secrétariat, Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement : Merci, madame la sénatrice. C'est une excellente question.

Lorsque notre organisation est devenue l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, nous avons beaucoup de pain sur la planche. Nous avons hérité d'une organisation comptant de 20 à 25 employés, et nous devons passer à une centaine d'employés. Doter en personnel un service des ressources humaines capable de soutenir des objectifs stratégiques globaux, comme tout ce qui touche à la diversité et à l'inclusion, était un objectif important. Il était aussi important pour nous de nommer un champion de l'équité, la diversité et l'inclusion en milieu de travail qui travaillerait avec le service des RH pour favoriser le genre de discussions qu'il est nécessaire d'avoir au sein d'une organisation au sujet des questions comme celles-là — et nous n'avons certainement pas manqué de sujets de discussion pendant la COVID — et créer un contexte dans lequel les gens se sentent à l'aise de tenir ces discussions. L'équipe de gestion a aussi consacré beaucoup de temps à établir un cadre stratégique sur la diversité.

Notre principal obstacle à l'heure actuelle est un manque de données démographiques et autres sur notre main-d'œuvre. Lorsque nous embauchons des employés au moyen d'appels de candidatures ou de lettres d'offre, nous pouvons leur demander de s'auto-identifier, ou nous pouvons tirer nos propres conclusions, mais nous n'avons pas de bonne vue d'ensemble. En tant qu'organisation de moins de 100 employés, nous ne sommes pas tenus de demander aux employés de

The legislated authority that we are going to use, given the privacy implications and given the support, is under the Canadian Human Rights Act; I think it is under section 16. We're working with them to implement a special program to help us figure out how to self-ID in a proper way. This would include the four areas that employment equity targets, including women, Indigenous peoples, racialized persons, people with disabilities and potential religion. In 2023-24, you will see more from us on that.

In addition, obviously people interested in reviewing our organization are interested in the issues around discrimination in how we do our work, how reviews are selected and how we adjudicate complaints. A number of our reviews touch on these issues as well. I will stop there.

Senator Bernard: How are you measuring success around equity hiring and retention?

Mr. Davies: Again, to go back to my point on self-identification and the metrics around success in terms of getting to a diverse workforce that represents the population, you need to know who our people are. Self-identification is a sensitive issue. How to bring it up with staff and encourage them to fill out surveys is a key way forward. We have an action plan in this area as well. However, it is not posted online. I am not sure why. We probably could post it online. In addition, we have responded to the Call to Action from the Clerk of the Privy Council. That is posted online. That also shows specific actions we have taken over the past few years in this area. There is a maturity model that actually has more specific metrics attached as well.

Senator Bernard: Would you be able to share your Call to Action with this committee?

Mr. Davies: Yes. We would have to get it translated, but there is no reason why we cannot.

Senator Hartling: You were talking about CRA. For a lot of us, that is our worst nightmare, namely, dealing with CRA. The witnesses have said how difficult it was. It sounds as if you have ways to do that. Do you see possible roadblocks there? Do they have to comply with your request? How does it work?

Ms. Deschamps: We have built a process with other agencies. Obviously SIRC, one of the predecessors of NSIRA, had built a relationship with CSIS and OCSE, its predecessor. We also took

s'auto-identifier aux termes de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, mais nous acceptons de le faire.

Nous utilisons pour ce faire le pouvoir qui est conféré par la Loi canadienne sur les droits de la personne — à l'article 16, je crois —, compte tenu des incidences sur le plan de la protection des renseignements personnels et du soutien dont nous bénéficions. Nous collaborons avec nos employés afin de mettre en place un programme spécial pour nous aider à instaurer un processus d'auto-identification approprié qui comprend les quatre groupes visés par l'équité en matière d'emploi, c'est-à-dire les femmes, les Autochtones, les personnes racisées, les personnes handicapées et peut-être aussi la religion. Nous poursuivons nos efforts en ce sens en 2023-2024.

Évidemment, les gens qui s'intéressent à notre organisation s'intéressent aussi aux questions de discrimination entourant notre façon de travailler, de choisir nos examens et de traiter les plaintes. Plusieurs de nos examens abordent aussi ces questions. Je vais m'arrêter ici.

La sénatrice Bernard : Comment évaluez-vous le succès de vos mesures d'embauche et de rétention des employés visés par l'équité en matière d'emploi?

M. Davies : Je reviens à ce que je disais à propos de l'auto-identification et de l'importance d'avoir les données nécessaires pour bâtir une main-d'œuvre diversifiée qui représente la population. Il faut savoir qui sont nos employés. L'auto-identification est un sujet délicat. Il est essentiel de trouver les bonnes façons d'aborder le sujet avec les employés et de les inciter à remplir les questionnaires si nous voulons avancer. Nous avons un plan d'action à ce sujet. Il n'est toutefois pas affiché en ligne. Je ne sais pas exactement pourquoi. Nous pourrions sans doute l'afficher en ligne. Par ailleurs, nous avons répondu à l'appel à l'action de la greffière du Conseil privé. Le document qui indique les mesures que nous avons prises au cours des dernières années à cet égard est affiché sur notre site Web. Il y a aussi un modèle de maturité qui contient davantage de paramètres spécifiques.

La sénatrice Bernard : Pouvez-vous transmettre votre réponse à l'appel à l'action à notre comité?

M. Davies : Oui. Nous devons la faire traduire, mais je ne vois pas pourquoi ce serait un problème.

La sénatrice Hartling : Vous parliez de l'Agence du revenu du Canada. Pour beaucoup d'entre nous, avoir à traiter avec l'ARC est notre pire cauchemar. Les témoins ont dit à quel point c'était difficile. Il semble que vous ayez des moyens de le faire. Voyez-vous des obstacles possibles? L'agence doit-elle se conformer à votre demande? Comment cela fonctionne-t-il?

Mme Deschamps : Nous avons mis en place un processus avec les autres organismes. De toute évidence, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, l'un des

their work. They had some kind of process with the Canadian Communications Security Establishment, the signal agency. We also took work from the Civilian Review and Complaints Commission for the RCMP. We have built in some processes to access information, and we are establishing protocols. We are progressing.

With every agency, there are different challenges. In some cases, it was more a question of timing and responsiveness. In other agencies, we would face situations where the documents were still paper copies. With the Canada Revenue Agency and the work that we have done with them, so far we have been able to work together. Obviously, we have not yet done a review of them directly. The Canada Revenue Agency has been included in our work through horizontal reviews that you may know about. For example, the security statute is called SCIDA.

Mr. Davies: Yes, the Security of Canada Information Disclosure Act.

Ms. Deschamps: That covers a number of agencies in Canada. The Canada Revenue Agency is included in the schedule. We also have avoiding complicity in the sharing of information with foreign entities. The Canada Revenue Agency is also included in that.

So far, we have had some kind of positive response from the CRA. We have not had the kind of hurdles we have had with other agencies based upon paper copies or things like that. We expect to be able to have positive response from them. Our statute is very clear. We have access to all information except cabinet confidence.

Senator Hartling: That is helpful. Thank you.

Senator Jaffer: Thank you for being here. I have so many questions.

Chair, they have not even started the CRA review, so we will have to hear from them again. I do not know how that will happen, but I leave that in your good hands with the steering committee.

What I am puzzled about is that the issue of CRA is not new. When it comes to the Muslim community, it has been going on for a number of years. Why only now are you looking at it? People in the community, charities in the community, are really suffering. Why are you only looking at it now? I am not following your process. That is why I'm asking.

prédécesseurs de l'office, avait établi une relation avec le SCRS et le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications, un autre de nos prédécesseurs. Nous avons repris son travail. Le comité avait mis en place un processus avec le Centre de la sécurité des télécommunications du Canada, qui est le service responsable du renseignement d'origine électromagnétique. Nous avons également repris le travail de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes de la GRC. Nous avons mis en place certaines procédures d'accès à l'information et nous sommes en train d'établir des protocoles. Nous progressons.

Chaque organisme présente des difficultés différentes. Dans certains cas, il s'agissait plutôt d'une question de temps et de réceptivité. Pour d'autres, nous avons dû gérer des situations où les documents étaient encore sous forme de papier. En ce qui concerne l'Agence du revenu du Canada et le travail que nous avons effectué avec elle, nous avons jusqu'à présent été en mesure de collaborer. Il est évident que nous n'avons pas encore procédé à un examen direct de cette agence. L'Agence du revenu du Canada a été incluse dans notre travail à travers des examens horizontaux que vous connaissez peut-être. Par exemple, en matière de sécurité, il y a la LCISC.

M. Davies : Oui, la Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada.

Mme Deschamps : Cette loi couvre plusieurs organismes au Canada. L'Agence du revenu du Canada est incluse dans son annexe. Il y a aussi la Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères. L'Agence du revenu du Canada est aussi visée par cette loi.

Jusqu'à présent, nous avons reçu une réponse positive de la part de l'agence. Nous n'avons pas rencontré les mêmes obstacles qu'avec d'autres organismes dus au support papier ou à d'autres choses de ce genre. Nous espérons pouvoir obtenir une réponse positive de leur part. Notre statut est très clair. Nous avons accès à tous les renseignements, à l'exception de ceux qui sont assujettis au secret du Cabinet.

La sénatrice Hartling : Voilà qui est utile. Merci.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie de votre présence. J'ai beaucoup de questions à vous poser.

Madame la présidente, ils n'ont même pas commencé l'examen de l'agence du revenu; nous devons les inviter à témoigner à nouveau. Je ne sais pas de quelle manière cela se fera, mais je m'en remets à vous et au comité directeur.

Ce qui me laisse perplexe, c'est que le problème de l'Agence du revenu du Canada n'est pas nouveau. En ce qui concerne la communauté musulmane, il existe depuis de nombreuses années. Pourquoi ne vous penchez-vous sur la question que maintenant? Les membres et les organismes de bienfaisance de la communauté souffrent réellement. Pourquoi ne vous en

Ms. Deschamps: We were created in 2019. In 2019, we started our review plan. We attempted to include as many agencies as possible. We needed to continue doing the work for CSIS, for CAC and for the national security complaints that normally went to their review body, and then we added many more. I have reports from the two last years. We are extending our remit and reviewing many more agencies.

As I mentioned in my opening remarks, the depth of the issue with respect to the charities was documented through two reports that came to our attention, and we did not want to duplicate the work of the Office of the Taxpayers' Ombudsperson. At the time, we decided to wait until his report was released. However, because he came to you —

Senator Jaffer: I am going to stop you because you already said that. I'm not being rude.

Ms. Deschamps: No, I agree with you.

Senator Jaffer: The chair will cut me off.

You said you reviewed CSIS, and one of the biggest complaints of the Muslim community is with CSIS and how they walk into the house, take young people out and give no explanation. Have you done any reviews with CSIS and the Muslim community?

Ms. Deschamps: We review topics. We don't review a community. We have systematically reviewed a number of CSIS activities. To answer your question, yes, we did review many CSIS activities.

Senator Jaffer: Let me ask you, did you review systemic racism in the community? Did you review discrimination from CSIS towards a certain community?

Ms. Deschamps: Our reviews are not labelled by reference to a religion. We review activities. For example —

Senator Jaffer: Okay. Then tell me, by reviewing activities, have you seen any systemic racism activities? Have you seen any discrimination activities against Canadians?

Ms. Deschamps: The closest that I can give you as an explanation is an example of the experience we had through complaints that were made through the Canadian Human Rights

préoccupez-vous que maintenant? Je ne comprends pas votre démarche. Voilà pourquoi je vous pose la question.

Mme Deschamps : L'office a été créé en 2019. En 2019, nous avons commencé notre plan d'examen. Nous avons essayé d'inclure autant d'organismes que possible. Nous devons continuer à travailler pour le SCRS et pour Conseils et Vérification Canada, et traiter les plaintes relatives à la sécurité nationale qui étaient auparavant soumises à leurs organes d'examens. Ensuite, nous en avons ajouté beaucoup d'autres. J'ai les rapports des deux dernières années. Nous étendons notre mandat et examinons beaucoup plus d'organismes.

Comme je l'ai mentionné dans mon discours, la profondeur du problème concernant les organismes de bienfaisance est attestée par deux rapports qui ont été portés à notre attention, et nous ne voulions pas répéter le travail du Bureau de l'ombudsman des contribuables. À l'époque, nous avons décidé d'attendre la publication de son rapport. Cependant, parce qu'il s'est adressé à vous...

La sénatrice Jaffer : Je vais vous arrêter parce que vous avez déjà dit cela. Je ne veux pas être impolie.

Mme Deschamps : Non, je suis d'accord.

La sénatrice Jaffer : La présidence m'interrompra.

Vous avez dit que vous avez examiné le SCRS, et l'une des plus grandes plaintes de la communauté musulmane concerne le SCRS et le fait que ses agents entrent dans les maisons et emmènent des jeunes sans aucune explication. Avez-vous effectué des examens du SCRS dans le contexte de la communauté musulmane?

Mme Deschamps : Nous examinons des sujets. Nous n'examinons pas des communautés. Nous avons systématiquement examiné plusieurs activités du SCRS. Pour répondre à votre question, oui, nous avons examiné de nombreuses activités du SCRS.

La sénatrice Jaffer : Permettez-moi de vous demander si vous vous êtes penchés sur le racisme systémique dans le milieu. Avez-vous examiné la discrimination du SCRS à l'égard d'une certaine communauté?

Mme Deschamps : Nos examens ne sont pas catégorisés en fonction des religions. Nous examinons des activités. Par exemple...

La sénatrice Jaffer : D'accord. Dites-moi si, en examinant les activités, vous avez vu des activités de racisme systémique. Avez-vous vu des activités de discrimination à l'encontre de Canadiens?

Mme Deschamps : L'explication la plus proche que je puisse vous donner est un exemple de notre expérience avec des plaintes déposées auprès de la Commission canadienne des droits

Commission, but they were not labelled with reference to their religion. They were labelled through discrimination based on country of origin, and in that case, it was Iraq.

Senator Jaffer: What did you find?

Ms. Deschamps: You may infer where our findings stood, but the reports are not public yet. The Government of Canada is in judicial review, so you can infer where the outcome could have gone.

Senator Jaffer: Have I gone over my time?

The Chair: I am liking the questions you are asking, so please continue.

Senator Jaffer: I'm confused. I really am. Have you done any work on systemic racism? Have you done any work on discrimination? I can tell you as a racialized Canadian woman that there is a lot of racism. I know that you have to be careful, but I want an answer. Have you done any? Have you found anything? I'm confused.

Ms. Deschamps: As I mentioned, the closest that we can get to it — and first of all, we don't label activities on the basis of religion. But those who —

Senator Jaffer: On the basis of a Canadian. Forget religion. On the basis of a Canadian.

Ms. Deschamps: Yes. In activities, we have not done reviews on the basis of racialized people as a topic.

Senator Jaffer: Have you done any activity on issues of systemic racism?

Ms. Deschamps: The activities that we review will sometimes raise risk of discrimination. In my opening remarks, I gave you the example of the biometrics study where we raised the risk of discrimination. In many of our reviews, we will alert ministers and the public on risk of discrimination.

Senator Jaffer: Thank you.

Senator Arnot: I want to say thank you to Dr. Foluke Laosebikan who is here today and is a well-known lawyer in Melfort, Saskatchewan, practising for many years. I know that she will serve the agency well in her presence and her work. I want to say thank you to her for being here today, for sure, and to all the witnesses.

The tax ombudsman gave a report and made it public today. He indicated, as you have made mention, that there was legislative and administrative obstacles placed in the way of his

de la personne, mais elles n'étaient pas classées en fonction d'une religion. Elles étaient classées comme plaintes pour discrimination fondée sur le pays d'origine; dans ce cas, il s'agissait de l'Irak.

La sénatrice Jaffer : Qu'avez-vous découvert?

Mme Deschamps : Vous pouvez déduire quelles ont été nos conclusions. Les rapports ne sont pas encore publics. Le gouvernement du Canada est en processus de révision judiciaire; vous pouvez donc déduire où le résultat a pu se situer.

La sénatrice Jaffer : Ai-je excédé mon temps de parole?

La présidente : Les questions que vous posez me plaisent, alors continuez.

La sénatrice Jaffer : Je suis confuse. Je le suis vraiment. Avez-vous travaillé sur le racisme systémique? Avez-vous travaillé sur la discrimination? En tant que Canadienne racialisée, je peux vous dire qu'il y a beaucoup de racisme. Je sais que vous devez être prudente, mais je veux une réponse. Avez-vous fait des recherches? Avez-vous trouvé quoi que ce soit? Je suis confuse.

Mme Deschamps : Comme je l'ai dit, ce qui s'en rapproche le plus — et premièrement, nous ne classons pas les activités sur la base de la religion. Cela dit, celles qui...

La sénatrice Jaffer : Sur la base des Canadiens. Oubliez la religion. Sur la base des Canadiens.

Mme Deschamps : Oui. Pour ce qui est des activités, nous n'avons pas réalisé d'examen sur la question des personnes racialisées.

La sénatrice Jaffer : Avez-vous fait des activités sur les questions de racisme systémique?

Mme Deschamps : Les activités que nous examinons comportent parfois des risques de discrimination. Dans mon discours, je vous ai donné l'exemple de l'examen sur les données biométriques, où nous avons soulevé le risque de discrimination. Dans bon nombre de nos examens, nous alertons les ministres et le public sur les risques de discrimination.

La sénatrice Jaffer : Merci.

Le sénateur Arnot : Je tiens à remercier Me Foluke Laosebikan, qui est ici aujourd'hui et qui est une avocate bien connue à Melfort, en Saskatchewan, où elle pratique le droit depuis de nombreuses années. Je sais qu'elle servira bien l'office par sa présence et son travail. Je tiens à la remercier d'être présente aujourd'hui, ainsi que tous les témoins.

L'ombudsman des contribuables a présenté un rapport et l'a rendu public aujourd'hui. Il a indiqué, comme vous l'avez mentionné, que des obstacles législatifs et administratifs avaient

work. It doesn't speak well for the CRA as an agency of government in respect of transparency and finding the truth. I see that he seems to have made reasonable recommendations, particularly focusing on education and dealing with addressing issues that were raised by the Muslim community in Canada, who came before us, on racism and systemic racism. He is advocating for the creation of unconscious bias training for CRA employees, particularly in the charities directorate, and to target the course to those individuals in the audit process and to make the course mandatory for all employees involved in the audit process, including the decision makers. That speaks well to me and makes common sense.

I'm not confident, and I don't know if Canadians should be confident, that those recommendations will be implemented, given the fact that the CRA was resistant to the work of the tax ombudsman. I would ask your committee to particularly focus on those issues, which corroborates the comments made by Senator Jaffer. Your agency has many more tools to deal with ensuring transparency and accountability in this government agency, as I understand what you are saying. These issues raised by the Muslim community in Canada are very disconcerting. There is great concern in the community, and the substance of those concerns needs to be dealt with properly. I'm hoping that your work will be more rigorous than was available to the ombudsman to actually get to the truth or beyond that and address the concerns and assuage the concerns in the community. I look forward to your final report, which will be made public.

The concerns Senator Jaffer and I have noted have been put on the public forum here this afternoon. I'm wondering what you can say about your ability to address those particular issues and the work you are going to do.

Ms. Deschamps: We will look at the activities. We will look at whether they have a governance framework and are complying with the Charter. This will be a very intense, fact-based review where the legal component will be prominent.

Senator Arnot: Thank you very much.

I'm wondering, can we expect that the findings you make or the recommendations that you make would be implemented by the Canada Revenue Agency? Is there a mechanism to actually measure those recommendations?

Ms. Deschamps: Implementation of recommendations is something that occurs in every review. Usually we will say, "Here is recommendation A, B, C," and in some instances we will say, "We will come back in two years." There is a review that was made public on CSIS and Department of Justice

entravé son travail. Cela ne plaide pas en faveur de l'Agence du revenu du Canada en ce qui concerne la transparence et la recherche de la vérité, à titre d'organisme gouvernemental. Je constate que l'ombudsman semble avoir formulé des recommandations raisonnables, notamment en ce qui concerne l'éducation et les questions soulevées par la communauté musulmane du Canada, laquelle a témoigné devant nous au sujet du racisme et du racisme systémique. L'ombudsman préconise de créer une formation sur les préjugés inconscients pour les employés de l'agence, en particulier au sein de la direction responsable des organismes de bienfaisance, et de cibler les personnes participant au processus d'audit, y compris les décideurs, en rendant cette formation obligatoire pour eux. Cela me semble être une bonne idée et relever du bon sens.

Je ne suis pas certain que ces recommandations seront mises en œuvre, et je ne sais pas si les Canadiens devraient en être certains, étant donné que l'agence s'est opposée au travail de l'ombudsman des contribuables. Je demanderais à votre comité de se concentrer particulièrement sur ces questions, pour corroborer les observations de la sénatrice Jaffer. Votre organisme dispose de beaucoup plus d'outils pour garantir la transparence et la responsabilité au sein du gouvernement, si j'ai bien compris ce que vous avez dit. Les questions soulevées par la communauté musulmane du Canada sont très déconcertantes. La communauté est très inquiète et il convient de répondre à ses préoccupations de manière appropriée. J'espère que votre travail sera plus rigoureux que ce que l'ombudsman a été en mesure de faire pour découvrir la vérité ou aller plus loin afin de répondre aux préoccupations et d'apaiser les inquiétudes de la communauté. J'attends avec impatience votre rapport définitif, qui sera rendu public.

Les préoccupations que la sénatrice Jaffer et moi-même avons soulevées ont été exprimées sur la tribune publique cet après-midi. Je me demande ce que vous pouvez dire sur votre capacité à aborder ces enjeux particuliers et sur le travail que vous comptez accomplir.

Mme Deschamps : Nous examinerons les activités. Nous vérifierons s'il y a un cadre de gouvernance et si les activités sont conformes à la Charte. Il s'agira d'un examen très approfondi, basé sur les faits, où la composante juridique sera prépondérante.

Le sénateur Arnot : Merci beaucoup.

Je me demande si nous pouvons nous attendre à ce que les conclusions ou les recommandations que vous présentez soient mises en œuvre par l'Agence du revenu du Canada. Existe-t-il un mécanisme permettant de mesurer ces recommandations?

Mme Deschamps : La mise en œuvre des recommandations est quelque chose qui se produit dans chaque processus d'examen. En général, nous disons : « Voici les recommandations A, B et C » et, dans certains cas, nous disons : « Nous reviendrons dans deux ans ». Nous avons récemment

recently. We said we will go back in two years to determine or examine what they have done. Not only are our reviews public as much as possible, but we also go back to determine whether progress has been made. Although we don't have any power to sanction them, we have the ability to be on their back.

Senator Arnot: Thank you.

Senator Omidvar: Thank you to our witnesses for being here today.

Madam Deschamps, I look forward to your fearless review of the CRA and, in particular, RAD. I want to confirm that we are not talking about the CRA at large. What we're really talking about is this so-called elite division of the Review and Analysis Division at the CRA. I just want to confirm that. I see heads shaking, but for the record, you have to say "yes."

Ms. Deschamps: Yes. That's correct. We are reviewing the RAD program.

Senator Omidvar: We have heard numerous submissions at this committee about the treatment of Muslim charities by RAD. You will recall that in January of last year, Senator Ataullahjan and I wrote to you in our capacity as individual senators, asking you to conduct such a review. You wrote back and said, "Let's wait for the Taxpayers' Ombudsman," who we know now, in the meantime, is not able to do a full review because he is working with one hand tied behind his back.

In your review, what is the process you will use to get at the heart of the matter, and will you consult with external stakeholders as well whilst you are framing your recommendations?

Ms. Deschamps: I will ask my colleague to answer that question.

Ms. Laosebikan: Thank you, Senator Omidvar.

In terms of process, if I can reframe the question, my understanding is that this question seeks to understand or get an assurance that the perspectives of the complainants, so to speak, will be heard and put into consideration directly and that their voices will be heard. If that is the question, I know that NSIRA has a review process that allows for full information to be obtained. In terms of what that consultation will look like or the hearing of the voices, NSIRA cannot prejudge at this time what that will look like. NSIRA can provide the assurance that, in

rendu publique une étude sur le SCRS et sur le ministère de la Justice. Nous avons indiqué que nous y reviendrons dans deux ans afin de déterminer ou d'examiner ce qui a été fait. Non seulement nos examens sont rendus publics dans la mesure du possible, mais nous revenons également sur le sujet pour déterminer si des progrès ont été accomplis. Bien que nous n'ayons pas le pouvoir de sanctionner les organismes, nous pouvons les talonner.

Le sénateur Arnot : Merci.

La sénatrice Omidvar : Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui.

Madame Deschamps, j'attends avec impatience votre examen courageux de l'Agence du revenu du Canada et, en particulier, de la Division de la revue et de l'analyse. Je tiens à confirmer que nous ne parlons pas de l'Agence du revenu dans son ensemble. Ce dont nous parlons vraiment, c'est de cette soi-disant division d'élite qu'est la Division de la revue et de l'analyse. Je tiens à le confirmer. Je vois que vous opinez du chef, mais, pour le compte rendu, vous devez dire « oui ».

Mme Deschamps : Oui, c'est exact. Nous examinons la Division de la revue et de l'analyse.

La sénatrice Omidvar : Ce comité a entendu de nombreux témoignages sur le traitement réservé par la Division de la revue et de l'analyse aux organismes de bienfaisance musulmans. Vous vous souviendrez qu'en janvier de l'année dernière, la sénatrice Ataullahjan et moi-même vous avons écrit en notre qualité de sénatrices pour vous demander de procéder à un tel examen. Vous nous avez répondu : « Attendons l'ombudsman des contribuables. » Nous le savons maintenant, il n'est pas en mesure de procéder à un examen complet parce qu'il travaille avec une main attachée dans le dos.

Dans le cadre de votre examen, quelle est la procédure que vous utiliserez pour aller au cœur du problème, et consulterez-vous également des intervenants externes lors de l'élaboration de vos recommandations?

Mme Deschamps : Je demanderai à ma collègue de répondre à cette question.

Mme Laosebikan : Merci, sénatrice Omidvar.

Pour ce qui est de la procédure, si je peux reformuler la question, je crois comprendre que vous cherchez à comprendre ou à obtenir l'assurance que les points de vue des plaignants, pour ainsi dire, seront entendus et pris en considération directement et que leurs voix seront entendues. Si telle est la question, je sais que l'OSSNR dispose d'une procédure d'examen qui permet d'obtenir des renseignements complets. Pour ce qui est de la forme que prendra cette consultation ou cette écoute, l'OSSNR ne peut pas prédire ce qu'il en sera à

obtaining the information it needs to reach the conclusions, those perspectives will be heard and will be put into consideration.

Senator Omidvar: Thank you.

We have heard from Muslim charities that terrorism financing, which is the main concern here, is extremely hard to prove. Instead of proving terrorism financing — these are allegations, and you will do the review — RAD chooses to nitpick over administrative issues and therefore lead agencies through a very long, painful audit review and, ultimately, their charitable status is revoked.

These are shades of grey, Madam Deschamps. I want to know whether you will have the back of the community in looking for real answers, even if they are ensconced under issues that are — let me put it this way — trying to obfuscate the matter.

Ms. Deschamps: We cannot answer for the RAD and what we will find there, but that touches on practices. That touches the professionalism of our analysts. Our analysts are there to dig, to make connections between facts and to look at sufficient facts, a sufficient set of circumstances, in order to determine whether the activities actually conform to the governance framework or whether this is a smokescreen. Normally, our analysts are very expert at discerning the facts from the screens.

Senator Omidvar: Thank you. That gives me some comfort. You have expert analysts who can get behind the smokescreen of administrative reviews.

The community is so concerned about this issue, Madam Deschamps, that they have actually put out an opinion that it may be unfair for the government to start another review while letting these practices at RAD continue. Some of them are advocating that RAD either be disqualified from conducting these reviews or that the targeted audits of Muslim charities be suspended until the review is completed. What are your thoughts on this position?

Ms. Deschamps: The review has not begun yet, so it's much too early.

I would like to make a comment to complete one of the observations that was made, that we may need to come back during the review. Normally, we don't make any interim reports because our information will be incomplete. I sometimes make the comparison with a judge. You don't ask a judge in the middle of a trial what his decision will be. As an independent body, we

l'heure actuelle. L'OSSNR peut donner l'assurance que, lorsqu'il collectera les renseignements dont il a besoin pour parvenir à ses conclusions, il entendra les points de vue exprimés et il les prendra en considération.

La sénatrice Omidvar : Merci.

Les organismes de bienfaisance musulmans nous ont dit que le financement du terrorisme, qui est la principale préoccupation ici, est extrêmement difficile à prouver. Au lieu de prouver le financement du terrorisme — il s'agit d'allégations, et vous procéderez à l'examen —, la Division de la revue et de l'analyse choisit de tergiverser sur des questions administratives et, par conséquent, de soumettre les organismes à un examen d'audit très long et pénible et, en fin de compte, de révoquer leur statut d'organisme de bienfaisance.

Il est question de nuances, madame Deschamps. Je veux savoir si vous soutiendrez la communauté dans sa recherche de vraies réponses, même si elles sont dissimulées sous des questions qui — permettez-moi de le dire ainsi — tentent de brouiller les pistes.

Mme Deschamps : Nous ne pouvons pas nous avancer sur la Division de la revue et de l'analyse et sur ce que nous y trouverons, mais c'est une question de pratiques. Cela concerne le professionnalisme de nos analystes. Nos analystes sont là pour creuser, pour établir des liens entre les faits et pour examiner suffisamment de faits, un ensemble suffisant de circonstances, afin de déterminer si les activités sont réellement conformes au cadre de gouvernance ou s'il s'agit d'un écran de fumée. Normalement, nos analystes sont très habiles à discerner les faits des façades.

La sénatrice Omidvar : Je vous remercie. Cela me rassure. Vous avez des analystes experts qui peuvent percer l'écran de fumée des examens administratifs.

La communauté est tellement préoccupée par cette question, madame Deschamps, qu'elle a émis un avis selon lequel il serait injuste que le gouvernement entame un nouvel examen tout en laissant ces pratiques perdurer à la Division de la revue et de l'analyse. Certains membres de cette communauté proposent que l'on écarte la division de ces examens ou que les audits ciblés d'organismes de bienfaisance musulmans soient suspendus jusqu'à ce que votre examen soit terminé. Que pensez-vous de cette position?

Mme Deschamps : Comme l'examen n'a pas encore commencé, il est beaucoup trop tôt.

Je voudrais faire un retour sur l'une des observations qui ont été faites, à savoir que nous pourrions avoir besoin de revenir au cours de l'examen. Normalement, nous ne faisons pas de rapport intermédiaire parce que nos renseignements sont incomplets. Je fais parfois la comparaison avec le travail d'un juge. On ne demande pas à un juge, au milieu d'un procès, quelle sera sa

need to conduct the review from A to Z, and then we produce our report. We have a very strict process in order to ensure that all our findings are grounded in reality. For example, after we have conducted all our review, the draft is sent for a fact-finding review to the agencies in order to ensure that we have —

Senator Omidvar: Thank you, Madam Deschamps. That gets me back to Senator Bernard's question on timelines. The way you are describing it, this is not going to be a short process. Can you give us a proxy comparison to a similar study that took X months, years or decades?

Ms. Deschamps: We have reviews that go on for a long period of time. For example, the biometrics lasted a long time.

Senator Omidvar: "A long time" meaning?

Ms. Deschamps: That was eighteen months. When we did the review of CSIS and the Department of Justice, it lasted over a year and a half. Normally, we aim to have our reviews completed within one year.

Senator Omidvar: Are your recommendations to Parliament binding?

Ms. Deschamps: Our recommendations are what the word says, recommendations. I explained to Senator Arnot that our means are more by way of pressuring them. It's public pressure, because our recommendations are out in the public. In this matter, as in other matters, very often interested parties will act as agents of pressure. But in any event, NSIRA has the authority to come back in order to determine whether any progress has been made. If yes, we note it; if not, we try to find the root cause of the lack of progress.

The Chair: Before we go to a second round, Mr. Davies, I would like to come back to the champion of diversity that you mentioned earlier. Could you please elaborate?

Mr. Davies: It's typical in most departments that a senior manager takes the role of the champion on any issue. It could be official languages. It could be workplace safety. Equity, diversity and inclusion is a champion role that we have had, I think I said, since the beginning. In addition to their normal duties, they usually work with the chair of the internal committee, HR team and the management team to advance any internal action plans related to diversity and inclusion. In some ways, they are not necessarily accountable, but they are a kind of catalyst, or they give fuel in the engine to help us animate internal discussions

décision. En tant qu'organisme indépendant, nous devons mener l'examen de A à Z, puis produire notre rapport. Nous suivons un processus très strict afin de nous assurer que toutes nos conclusions sont fondées sur la réalité. Par exemple, une fois que nous avons procédé à l'ensemble de l'examen, nous envoyons la version provisoire de notre rapport aux organismes concernés pour qu'ils en examinent les faits, afin de s'assurer que nous avons...

La sénatrice Omidvar : Merci, madame Deschamps. Cela me ramène à la question de la sénatrice Bernard sur les délais. D'après ce que vous décrivez, le processus sera long. Pouvez-vous nous donner une comparaison approximative avec une étude similaire qui a pris tel nombre de mois, d'années ou de décennies?

Mme Deschamps : Certains de nos examens se déroulent sur une longue période. Par exemple, celui sur les données biométriques a pris beaucoup de temps.

La sénatrice Omidvar : « Beaucoup de temps », c'est-à-dire?

Mme Deschamps : Il a duré 18 mois. Notre examen du SCRS et du ministère de la Justice a duré plus d'un an et demi. Normalement, nous nous efforçons d'achever nos examens dans un délai d'un an.

La sénatrice Omidvar : Vos recommandations au Parlement ont-elles force exécutoire?

Mme Deschamps : Nos recommandations sont ce que le mot indique, des recommandations. J'ai expliqué au sénateur Arnot que nos méthodes consistent davantage à faire pression. Il s'agit d'une pression publique, car nos recommandations sont rendues publiques. Dans ce contexte, comme dans d'autres, les parties intéressées agissent très souvent comme des agents de pression. Quoi qu'il en soit, l'OSSNR est habilité à revenir vérifier si des progrès ont été accomplis. Dans l'affirmative, nous en prenons note; dans le cas contraire, nous essayons de trouver la cause fondamentale de l'absence de progrès.

La présidente : Avant de passer à la deuxième ronde, monsieur Davies, j'aimerais revenir sur le champion de la diversité que vous avez mentionné tout à l'heure. Pourriez-vous nous en dire plus?

M. Davies : Dans la plupart des ministères, il est courant qu'un cadre supérieur se fasse le champion d'une cause. Il peut s'agir des langues officielles. Il peut s'agir de la sécurité en milieu de travail. Nous avons un champion de l'équité, de la diversité et de l'inclusion depuis le début, je crois l'avoir dit. En plus de ses fonctions normales, le champion travaille généralement avec le président du comité interne, avec l'équipe des ressources humaines et avec l'équipe de direction pour faire avancer tout plan d'action interne lié à la diversité et à l'inclusion. D'une certaine manière, cette personne n'a pas

and represent the department or the agency, in some cases. It's another important tool we have in the tool kit.

The Chair: Did I hear you correctly? You said they are not held accountable?

Mr. Davies: I said they are not accountable for diversity and inclusion. Obviously, I would be; the management committee is. Their role is more working with the HR team, who helps us lead in overcoming gaps and any performance issues we're trying to get to in order to improve the workplace in terms of the culture and the inclusivity of the culture in the workplace.

The Chair: In other words, they will be making suggestions?

Mr. Davies: Yes.

The Chair: Which might not necessarily be followed?

Mr. Davies: Again, we are a small organization. We have an excellent champion who is certainly a leader in the organization in any sense of the word. He carries a lot of weight and is also part of the management team. At the end of the day, accountability is with me. It's to the clerk in terms of organization's ability to deliver in this area.

The Chair: Is the champion of diversity a racialized person?

Mr. Davies: I believe he would identify as a racialized person, but I have not confirmed that.

The Chair: Okay, thank you.

Senator Jaffer: Ms. Deschamps, I didn't mean that you could tell us about the report midway. I meant when you finished the report. I know that much, namely that you can't make a decision midstream. If there was a mistake in understanding, I apologize. It can never be halfway because you might change your opinion when you finish your review.

My second thing is, you said that the Iraq study is still sitting with the cabinet. Did I understand you correctly? That is, where is the —

Ms. Deschamps: No. What I meant is complaints were referred to NSIRA by the minister, but there were complaints that were laid before the Canadian Human Rights Commission. It was referred to us. When we filed our reports, the Department of Justice, the attorney general, went in judicial review before the Federal Court.

nécessairement à rendre des comptes, mais elle est une sorte de catalyseur, ou elle fait bouger les choses pour nous aider à animer les discussions internes et à représenter le ministère ou l'organisme, dans certains cas. C'est l'un des outils importants dont nous disposons dans notre trousse.

La présidente : Ai-je bien entendu? Vous avez dit que cette personne n'est pas tenue de rendre des comptes?

M. Davies : Ce que j'ai dit, c'est qu'un champion n'est pas tenu responsable de la diversité et de l'inclusion. Évidemment, c'est moi qui le suis; c'est le comité de direction qui l'est. Son rôle consiste davantage à travailler avec l'équipe des ressources humaines, qui nous aide à combler les lacunes et à résoudre les problèmes de rendement que nous essayons de résoudre afin d'améliorer le lieu de travail sur le plan de sa culture et de son inclusivité.

La présidente : Autrement dit, cette personne fait des suggestions.

M. Davies : Oui.

La présidente : Qui ne sont pas nécessairement suivies?

M. Davies : Encore une fois, nous sommes une petite organisation. Nous avons un excellent champion qui est certainement un leader au sein de l'organisme, dans tous les sens du terme. Il a beaucoup de poids et fait également partie de l'équipe de direction. Ultiment, c'est moi qui suis responsable. C'est au greffier qu'il revient d'assurer que l'organisation soit capable de tenir ses promesses à cet égard.

La présidente : Le champion est-il une personne racialisée?

M. Davies : Je crois qu'il s'identifie comme tel, mais je ne l'ai pas confirmé.

La présidente : D'accord, merci.

La sénatrice Jaffer : Madame Deschamps, je ne vous demandais pas de nous parler du rapport à mi-parcours. Je voulais dire quand vous aurez terminé le rapport. Je sais qu'on ne peut pas prendre une décision en cours de route. S'il y a eu un malentendu, je m'en excuse. On ne doit jamais prendre de décision à mi-parcours, car on peut changer d'avis une fois l'examen terminé.

Voici mon deuxième point. Vous avez dit que le Cabinet n'a toujours pas terminé sa lecture de l'étude sur l'Irak. Ai-je bien compris ce que vous avez dit? Autrement dit, où est...

Mme Deschamps : Non. Ce que je voulais dire, c'est que les plaintes ont été transmises à l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, ou OSSNR, par le ministre, mais qu'il y a eu des plaintes déposées devant la Commission canadienne des droits de la personne. Nous en avons été saisis. Lorsque nous avons déposé nos rapports, le

Senator Jaffer: And what happened?

Ms. Deschamps: It's pending.

Senator Jaffer: What's the judicial review for? I'm sorry. I don't know.

Ms. Deschamps: They were not in agreement with the decision, so they are asking a judge to review the decision.

Senator Jaffer: Basically — and I'm just asking because I don't know this — they don't like your decision, so they have gone for a review to a judge?

Ms. Deschamps: Well, I would not go as far as referring to the substance of the decision, but there are aspects of the decision that led them to ask a judge to review it.

Senator Jaffer: Okay. So that's where it has stopped, with the court system?

Ms. Deschamps: Yes.

Senator Jaffer: I want a clarification, if I may. I don't understand. I'm not following this. You said you don't review religions. What do you review, and for whom do you review it?

Ms. Deschamps: NSIRA's mandate is to review the activities of CSIS, of CSE and of any national security or intelligence activities from any department in the Government of Canada.

Senator Jaffer: Concerning the activities of CSIS, I just said to you that one of the activities of CSIS — and I won't use the word "religion" — is very discriminatory and involves systemic racism. Do you look at that?

Ms. Deschamps: By "activities," we look at operations. In the course of operations, or in the course of activities, we may observe that there is systemic racism, but we need to review an activity.

Senator Jaffer: I don't have any more time. May I respectfully ask that you send to the chair exactly what you mean in writing, because I don't understand what you mean by "activity." In answering that, may I ask you to let me know if you have found any systemic racism in any of your reviews?

ministère de la Justice, le procureur général, a demandé un contrôle judiciaire auprès de la Cour fédérale.

La sénatrice Jaffer : Et que s'est-il passé?

Mme Deschamps : Le dossier est en cours.

La sénatrice Jaffer : Quel est l'objet du contrôle judiciaire? Je suis désolée. Je l'ignore.

Mme Deschamps : Comme ils n'étaient pas d'accord avec la décision, ils ont demandé à un juge de l'examiner.

La sénatrice Jaffer : En bref — et je pose la question parce que je ne le sais pas — ils ont demandé une révision auprès d'un juge parce qu'ils n'aiment pas votre décision?

Mme Deschamps : Je n'irais pas jusqu'à parler de la substance de la décision, mais il y a des aspects de la décision qui les ont amenés à demander à un juge de la réviser.

La sénatrice Jaffer : D'accord. C'est donc au tribunal que les choses se sont arrêtées?

Mme Deschamps : Oui.

La sénatrice Jaffer : Je voudrais un éclaircissement, si vous le permettez. Je ne comprends pas. Je ne vous suis pas. Vous avez dit que vous n'examiniez pas les religions. Qu'est-ce que vous examinez, et pour qui le faites-vous?

Mme Deschamps : L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement a pour mandat d'examiner les activités du Service canadien du renseignement de sécurité, ou SCRS, du Centre de la sécurité des télécommunications, ou CST, et de toute activité de sécurité nationale ou de renseignement de n'importe quel service du gouvernement du Canada.

La sénatrice Jaffer : Au sujet des activités du SCRS, je viens de vous dire que l'une des activités du SCRS — et je n'utiliserai pas le mot « religion » — est très discriminatoire et implique un racisme systémique. Est-ce que vous vous penchez là-dessus?

Mme Deschamps : Par « activités », nous entendons les opérations. Au cours des opérations ou des activités, il est possible que nous constations l'existence de racisme systémique, mais nous devons examiner une activité.

La sénatrice Jaffer : Mon temps de parole est écoulé. Puis-je vous demander respectueusement d'envoyer à la présidence ce que vous entendez exactement par écrit, car je ne comprends pas ce que vous entendez par « activité »? En réponse à cette question, puis-je vous demander de me faire savoir si vous avez constaté un quelconque racisme systémique dans l'un de vos examens?

Ms. Deschamps: Okay. The easy answer is contained in our annual report where we describe the review of the activities CSIS conducted. The two I have before me are 2021 and 2020. In those two, for CSIS in particular, as far as I remember, there is no activity where risk of discrimination was noted. However, as I also mentioned, the biometric review included CSIS, and I cannot tell you whether the activities were those that led to the comment on the risk of discrimination.

The Chair: Thank you. Senator Jaffer would still like a written response, so maybe we could ask you for a written response for this committee. We're in a time crunch, and I now want to turn to Senator Omidvar for her questions.

Senator Omidvar: Thank you. It's a really —

Senator Jaffer: There will be a written response to my question? Thank you.

Senator Omidvar: In a previous meeting, Sharmila Khare, Director General of the CRA, testified before the committee. She informed us that RAD relies on the national inherent risk assessment framework in its approach to countering terrorism financing. Whether it's intended or unintended — again, I leave that up to you — it finds Muslim and racialized community charities in its crosshairs. Do you believe that you will be reviewing the national inherent risk assessment framework, which seems to be the source of a lot of problems here?

Ms. Deschamps: When I mentioned that we will report to any other minister whose department is included in the review, this is the kind of circumstance that could give rise to a report to a minister other than the Minister of National Revenue. However, it is too early at this stage to tell you that any other department will be involved.

Senator Omidvar: Thank you. The comments from the community are that terrorism financing is, unfortunately, alive and well, but by focusing simply on people of colour, we miss the real problem at the source of this. Thank you again for your fearless review and good luck.

The Chair: I want to thank the witnesses for being here today and for agreeing to participate in this important study. Your help with this study is truly appreciated.

Honourable senators, I shall now introduce our second panel. Our witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from the witness and then turn to questions from the senators.

Mme Deschamps : D'accord. La réponse est facile et elle se trouve dans notre rapport annuel, où nous décrivons l'examen des activités menées par le SCRS. Les deux rapports que j'ai sous les yeux sont ceux de 2021 et de 2020. Dans ces deux rapports, pour le SCRS en particulier, autant que je me souviens, il n'y a pas d'activité où un risque de discrimination a été constaté. Cependant, comme je l'ai également mentionné, l'examen biométrique incluait le SCRS, et je ne peux pas vous dire si les activités étaient celles qui ont conduit au commentaire sur le risque de discrimination.

La présidente : Je vous remercie. La sénatrice Jaffer souhaiterait tout de même une réponse écrite, alors peut-être pourrions-nous vous demander d'envoyer une réponse par écrit au comité. Nous manquons de temps, et je voudrais maintenant donner la parole à la sénatrice Omidvar pour qu'elle pose ses questions.

La sénatrice Omidvar : Merci. C'est vraiment...

La sénatrice Jaffer : J'obtiendrai une réponse écrite à ma question? Merci.

La sénatrice Omidvar : Lors d'une réunion précédente, Sharmila Khare, directrice générale à l'Agence du revenu du Canada, a témoigné devant le comité. Elle nous a informés que la Division de la revue et de l'examen s'appuie sur le cadre national d'évaluation des risques inhérents dans sa lutte contre le financement du terrorisme. Que ce soit intentionnel ou non — encore une fois, je vous laisse le soin d'en décider —, les organismes de bienfaisance des communautés musulmanes et racialisées sont dans sa ligne de mire. Pensez-vous que vous examinerez le cadre national d'évaluation des risques inhérents, qui semble être la source de nombreux problèmes ici?

Mme Deschamps : Lorsque j'ai mentionné que nous ferions rapport à tout autre ministre dont le ministère est inclus dans l'examen, c'est le genre de circonstances qui pourrait donner lieu à un rapport à un ministre autre que celui du Revenu national. Toutefois, il est trop tôt pour vous dire si un autre ministère sera touché.

La sénatrice Omidvar : Je vous remercie. D'après les commentaires de la communauté, le financement du terrorisme se porte fort bien, malheureusement, mais qu'en se concentrant simplement sur les personnes de couleur, on passe à côté de la véritable source du phénomène. Je vous remercie encore une fois pour votre examen courageux et je vous souhaite bonne chance.

La présidente : Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui et de leur participation à cette importante étude. Nous vous sommes très reconnaissants de votre aide.

Honorables sénateurs, nous passons maintenant à notre deuxième panel. Notre témoin a été invitée à faire une déclaration préliminaire de cinq minutes. Nous allons l'entendre, puis nous passerons aux questions des sénateurs.

With us, in person at the table — and I am delighted to welcome you — is Amira Elghawaby, Canada's Special Representative on Combatting Islamophobia. I now invite Ms. Elghawaby to begin her presentation.

Amira Elghawaby, Canada's Special Representative on Combatting Islamophobia, as an individual: *Al Salam Alaykom*. Hello, honourable senators, officials present in the room and community members joining us virtually, and Ramadan Kareem to those who are observing.

[*Translation*]

I am pleased to be joining you today on the traditional unceded territory of the Algonquin Anishnaabeg people. It is my honour to serve as Canada's first Special Representative on Combatting Islamophobia. I've been on the job for about 25 working days.

I have began building capacity to deliver on my mandate, which includes, but is not limited to, the following: providing guidance and advice to ministers to inform and improve efforts to track and monitor the incidence of anti-Muslim hatred and violence across Canada; supporting efforts to address systemic racism and Islamophobia through public education and awareness; proactively engaging with diverse stakeholders, including all of the varied Muslim communities around the country and other stakeholders, to advance community-informed solutions, policies, and actions; offering guidance to responsible ministers to contribute to training, in support of national security agencies.

I am just now embarking on the engagement and analysis that will be required to determine the priorities of this office over the short, medium, and long term. I am very mindful that in fulfilling the objectives of this role, I will be both building upon and drawing from the work that has come before, including the 2018 report of the Standing Committee on Canadian Heritage, various other government inquiries, and academic and civil society studies and research. There is also the work currently under way, including the report that this committee will publish upon the conclusion of these hearings.

[*English*]

From my perspective, the key strength of this office lies in both my proximity to the federal government and to communities experiencing Islamophobia. This means that I will be constantly engaging with communities and listening to their concerns in order to effectively serve as a champion, adviser, expert and representative to the Canadian government, as outlined in my mandate.

Amira Elghawaby, représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie, est présente en personne. Je suis ravie de vous accueillir. J'invite Mme Elghawaby à commencer sa présentation.

Amira Elghawaby, représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie, à titre personnel : *Al Salam Alaykom*. Bonjour, honorables sénateurs, fonctionnaires présents dans la salle et membres de la communauté qui nous rejoignent virtuellement, et Ramadan Kareem à ceux qui observent le Ramadan.

[*Français*]

Je suis heureuse de me joindre à vous aujourd'hui sur le territoire traditionnel non cédé de la nation algonquine anishinabe. J'ai l'honneur d'être la première représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie. Je suis en poste depuis environ 25 jours ouvrables.

J'ai commencé à bâtir les capacités nécessaires pour remplir mon mandat qui comprend, ce qui suit, mais sans s'y limiter : fournir des orientations et des conseils aux ministres afin d'éclairer et d'améliorer les efforts visant à suivre et à surveiller les incidences de la haine et de la violence antimusulmanes à travers le Canada; soutenir les efforts visant à lutter contre le racisme systémique et l'islamophobie par l'éducation et la sensibilisation du public; s'engager de manière proactive avec diverses parties prenantes, y compris toutes les communautés musulmanes variées à travers le pays et d'autres parties prenantes, afin de faire progresser les solutions, les politiques et les actions éclairées par les communautés; offrir des conseils aux ministres responsables pour contribuer aux activités de formation en soutien aux agences de sécurité nationale.

Je n'en suis qu'au début de l'engagement et de l'analyse qui seront nécessaires pour déterminer les priorités de ce bureau à court, moyen et long termes. Je suis très consciente que pour remplir les objectifs de ce rôle, je m'appuierai sur les travaux antérieurs, notamment le rapport du Comité permanent du patrimoine canadien de 2018, ainsi que diverses autres enquêtes gouvernementales, des études et recherches universitaires, ainsi que de la société civile. Il y aura le travail en cours, y compris le rapport que ce comité publiera à la fin de ces audiences.

[*Traduction*]

Je considère que la principale force de ce bureau réside à la fois dans ma proximité avec le gouvernement fédéral et dans ma proximité avec les communautés qui font face à l'islamophobie. Cela signifie que je serai constamment en contact avec les communautés, à l'écoute de leurs préoccupations, afin de servir efficacement de champion, de conseiller, d'expert et de représentant auprès du gouvernement canadien, comme le prévoit le mandat.

Before I go further, I would like to share the definition of Islamophobia that the federal government has adopted through Canada's Anti-Racism Strategy for 2019-22. The definition states that Islamophobia:

Includes racism, stereotypes, prejudice, fear or acts of hostility directed towards individual Muslims or followers of Islam in general. In addition to individual acts of intolerance and racial profiling, Islamophobia can lead to viewing and treating Muslims as a greater security threat on an institutional, systemic and societal level.

In order to understand how Islamophobia manifests in society, there are various quantitative and qualitative markers that can provide some level of understanding about the problem we face. Among the quantitative markers, Statistics Canada's most recent data for 2021, as you all have seen, showed hate crimes targeting Muslims rose 71% over the previous year. As for qualitative data, these include the stories that we hear from the ground from Muslims in Canada, be it Canadians, newcomers, permanent residents or refugees.

For instance, as part of my first official visit, I was in London, Ontario, earlier this month to speak with the city's diverse Muslim communities who have been grappling with the painful aftermath of the deadly 2021 Islamophobic attack that took the lives of four members of the Afzaal family. The aftereffects continue to reverberate, underscoring the reality that hate crimes are message crimes that shake the sense of well-being of the targeted community, eroding our social fabric and our democratic values, whether it is the Muslim neighbour of the late Afzaal family who told me she rarely goes out into her backyard now because it still hurts and frightens her to see the garden they used to tend so lovingly or the hijab-wearing woman whose young son pushes her away from the road whenever he sees a speeding car, fearing it may hit her. Highlighting the gendered forms of Islamophobia, I heard from several young girls whose headscarves were ripped from their heads by classmates. I also heard from students who still experience class lessons that embed stereotypes and promote misinformation about Islam and Muslims.

Yet, I will end my remarks by spotlighting the resilience and hope I witnessed from the City of London's first of its kind Action Plan to Combat and Disrupt Islamophobia to a group of

Avant d'aller plus loin, j'aimerais partager la définition de l'islamophobie que le gouvernement fédéral a adoptée dans le cadre de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme pour 2019-2022. Cette définition est la suivante :

L'islamophobie englobe le racisme, les stéréotypes, les préjugés, la peur ou les actes d'hostilité envers les personnes musulmanes ou les adeptes de l'islam en général. En plus, de motiver des actes d'intolérance et de profilage racial, l'islamophobie mène à considérer, aux niveaux institutionnel, systémique et sociétal, que les musulmans constituent une menace accrue pour la sécurité.

Pour comprendre comment l'islamophobie se manifeste dans la société, il existe divers indicateurs quantitatifs et qualitatifs, qui permettent de mieux comprendre le problème qui se présente à nous. Parmi les indicateurs quantitatifs, les données les plus récentes de Statistique Canada pour 2021 montrent que les crimes de haine visant les musulmans ont augmenté de 71 % par rapport à l'année précédente. Quant aux données qualitatives, elles comprennent les récits que nous entendons sur le terrain, de la part des musulmans du Canada, que ce soit des Canadiens, des nouveaux arrivants, des résidents permanents ou des réfugiés.

Par exemple, dans le cadre de ma première visite officielle dans cette fonction, je me suis rendue à London, en Ontario, au début du mois pour m'entretenir avec les diverses communautés musulmanes de la ville, qui sont aux prises avec les douloureuses conséquences de l'attentat islamophobe meurtrier de 2021 qui a coûté la vie à quatre membres de la famille Afzaal. Les conséquences continuent de se faire sentir, ce qui témoigne du fait que les crimes de haine sont des crimes à message qui ébranlent le sentiment de bien-être de la communauté ciblée, érodant notre tissu social et nos valeurs démocratiques. Qu'il s'agisse de la voisine musulmane de la famille de feu Afzaal, qui ne sort plus que rarement dans son jardin de nos jours, parce qu'elle souffre encore de voir le jardin qu'ils avaient l'habitude d'entretenir avec tant d'amour, ou de la femme portant un hidjab que le jeune fils écarte de la route chaque fois qu'il voit une voiture roulant à vive allure, de peur qu'elle ne la percute. Pour ce qui est des formes sexistes de l'islamophobie, j'ai entendu plusieurs jeunes filles dont les foulards ont été arrachés de leur tête par des camarades de classe. J'ai également entendu des élèves qui doivent encore écouter des cours véhiculant des stéréotypes et des informations erronées sur l'islam et les musulmans.

Pour conclure, je veux évoquer la résilience et l'espoir dont j'ai tout de même été témoin, entre autres de la part de la ville de London, qui a mis en place un plan d'action sans précédent pour

Syrian-Canadian teen girls working on a collective artistic project to resist Islamophobia. Let me conclude my remarks with a short excerpt of a poem they wrote together:

The World We Deserve
We deserve a world in which we can walk freely on the streets.
With pride and dignity.
We deserve a world in which we are safe and loved.

A world in which we all belong.

[*Translation*]

Thank you, and I welcome your questions.

[*English*]

The Chair: Thank you for your presentation, Ms. Elghawaby.

We will now proceed to questions from senators. As is our previous practice, I would like to remind each senator that you have five minutes for your question, and that includes the answer. We will start with Senator Bernard, who is the deputy chair.

Senator Bernard: Thank you for being with us today.

I want to thank you for highlighting the multifaceted nature of your role and the complexity of the issues that you are dealing with. I would like to know, what gives you critical hope and inspiration to do this work?

Ms. Elghawaby: Thank you for the question, Madam Chair and Senator Bernard.

I have hope because I am here to be able to share with this committee that has been studying Islamophobia in Canada now for about a year. I have hope because the work of this committee is testament to the type of country that we all aspire to — a nation that is inclusive, that is built on equity and inclusion, that stands for human rights for everyone, that has a Canadian Charter of Rights and Freedoms that makes us all very proud — and the resilience of communities that I have met with, worked with and advocated for who believe in the promise of Canada, the promise that this is a place where people can contribute fully, be who they want to be and be respected and have a life of dignity for themselves and for their families.

Senator Bernard: Thank you.

Could you tell us what your priorities are to fulfill the promise of Canada in addressing Islamophobia?

combattre et atténuer l'islamophobie, qui a été créé à la suite de consultations communautaires et d'un groupe d'adolescentes syro-canadiennes travaillant sur un projet artistique collectif pour résister à l'islamophobie. Si vous le permettez, je vais conclure mon intervention par un court extrait d'un poème qu'elles ont écrit ensemble :

Le monde que nous méritons
Nous méritons un monde dans lequel nous pouvons marcher librement dans les rues.
Avec fierté et dignité.
Nous méritons un monde dans lequel nous sommes aimées et en sécurité.
Un monde dans lequel nous avons tous notre place.

[*Français*]

Je vous remercie et je répondrai volontiers à vos questions.

[*Traduction*]

La présidente : Merci de votre présentation, madame Elghawaby.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Comme nous le faisons habituellement, je voudrais rappeler à chaque sénateur qu'il dispose de cinq minutes pour sa question, ce qui inclut le temps pour y répondre. Nous commencerons par la sénatrice Bernard, qui est la vice-présidente.

La sénatrice Bernard : Je vous remercie de votre présence.

Je tiens à vous remercier d'avoir souligné les multiples facettes de votre rôle et la complexité des questions que vous traitez. J'aimerais savoir ce qui vous donne l'espoir et l'inspiration nécessaires pour faire ce travail.

Mme Elghawaby : Merci, madame la présidente, et merci de votre question, sénatrice Bernard.

J'ai de l'espoir, parce que je suis ici pour collaborer avec ce comité, qui étudie l'islamophobie au Canada depuis près d'un an. J'ai de l'espoir, parce que les travaux de ce comité témoignent du type de pays auquel nous aspirons tous — c'est-à-dire une nation qui est inclusive, qui est fondée sur l'équité et l'inclusion, qui défend les droits de la personne pour tous et qui dispose de la Charte canadienne des droits et libertés, dont nous sommes tous très fiers —, ainsi que de la résilience des communautés que j'ai rencontrées, avec lesquelles j'ai travaillé et que j'ai défendues, qui croient en la promesse du Canada, à savoir que c'est un pays où les gens peuvent contribuer pleinement, être qui ils veulent être, être respectés et avoir une vie digne pour eux-mêmes et pour leur famille.

La sénatrice Bernard : Merci.

Pourriez-vous nous dire quelles sont vos priorités pour tenir la promesse du Canada en matière de lutte contre l'islamophobie?

Ms. Elghawaby: As I mentioned in my opening statement, it has been just about 25 working days. There are so many issues that are impacting our communities. I do not have to tell this committee. There are myriad issues that our communities are expecting this office will address.

I will be working, first and foremost, to look at what has come before me. What are the reports? What are the issues that have been raised? For instance, there was a national summit on Islamophobia. From that summit arose the call for this office. At that summit, there were, again, myriad recommendations made to all orders of government. I will be, of course, looking closely at the recommendations made specifically to the federal government where I have the ability to provide advice and recommendations to ministers in various departments on how to advance issues of concern to our communities. I will start that work in building the capacity of the office, as we speak. I look forward to getting to the work.

As I said, I am also looking forward to the report that will come from this committee. As I mentioned, there have been so many witnesses who have come forward here and shared many of the experiences of Islamophobia that communities have been feeling and talking about.

Senator Bernard: Thank you.

Senator Hartling: Thank you for being here. I appreciate you being here with us. You have presented very well here.

So that I am understanding, is this a job that is for a long time? Is there a certain time frame to the mandate?

Ms. Elghawaby: Yes. There has been the creation of this special office to combat Islamophobia. As well, there is a special office and a Special Envoy on Combatting Antisemitism. I have a four-year term that is renewable.

Senator Hartling: Being on this committee and learning so much about Islamophobia that I did not know and all of the many hateful things that have been done to Muslims, it is overwhelming for me, and I have not experienced it. What kind of support do you have in your office or in your community to go forward? You are going to be dealing with so many things. I see that you are very positive and hopeful, but how will you help yourself deal with some of these things as you go along? I am sure it will get heavy at times.

Ms. Elghawaby: That is an excellent question. I thank Senator Hartling and Madam Chair, for the question.

For minority communities in Canada, racialized communities and Muslim communities among them, unfortunately, discrimination and systemic racism are, all too often, a daily fact

Mme Elghawaby : Comme je l'ai dit dans ma déclaration d'ouverture, je suis en poste depuis environ 25 jours ouvrables. Il y a tellement d'enjeux qui touchent les communautés. Il est d'ailleurs inutile de le rappeler à ce comité. Les communautés s'attendent à ce que notre bureau aborde une myriade d'enjeux.

Je m'efforcerais, avant tout, d'examiner ce qui est mis à ma disposition. Quels sont les rapports? Quels sont les enjeux qui ont été soulevés? Par exemple, il y a eu un sommet national sur l'islamophobie. C'est de ce sommet qu'est née la demande de création de ce bureau. En outre, lors de ce sommet, une myriade de recommandations ont été formulées à l'intention de tous les ordres de gouvernement. Bien entendu, j'examinerai de près les recommandations adressées spécifiquement au gouvernement fédéral, à qui j'ai la possibilité de fournir des conseils de même que des recommandations aux divers ministres sur la manière de faire avancer les questions qui préoccupent les communautés. Je vais commencer par renforcer la capacité du bureau, ce que j'ai déjà entrepris. J'ai hâte d'entamer les travaux.

Comme je l'ai dit, j'attends également avec impatience le rapport qui sera rédigé par ce comité. Comme je l'ai mentionné, de nombreux témoins se sont présentés devant ce comité pour faire part de diverses expériences d'islamophobie que les communautés ont vécues et dont elles ont parlé.

La sénatrice Bernard : Merci.

La sénatrice Hartling : Je vous remercie de votre présence. Je vous en suis reconnaissante. Vous avez fait une très bonne présentation.

Pour que je comprenne bien, s'agit-il d'un travail de longue haleine? Le mandat est-il limité dans le temps?

Mme Elghawaby : Oui. Le bureau spécial a été créé pour lutter contre l'islamophobie. Il y a également un bureau spécial et un envoyé spécial pour la lutte contre l'antisémitisme. Je dispose d'un mandat renouvelable de quatre ans.

La sénatrice Hartling : En faisant partie de ce comité, j'ai appris tant de choses sur l'islamophobie et sur toute la violence haineuse qui a été faite aux musulmans. C'est accablant pour moi, car je n'en ai pas fait l'expérience. De quel type de soutien disposez-vous à votre bureau ou dans la communauté pour aller de l'avant? Vous allez devoir aborder tant d'enjeux. Je constate que vous êtes très positive et pleine d'espoir, mais comment obtiendrez-vous de l'aide pour aborder certains de ces enjeux au fil de votre mandat? Je suis persuadée qu'il y aura des moments difficiles.

Mme Elghawaby : Voilà une excellente question. Je remercie la sénatrice Hartling et madame la présidente pour cette question.

Pour les communautés minoritaires du Canada, notamment les communautés racialisées et les communautés musulmanes, la discrimination et le racisme systémique font malheureusement

of life. As I mentioned, we have a lot of hope that we can eradicate racism, Islamophobia, anti-Semitism, anti-Black racism, anti-Asian racism, anti-Indigenous hate — sadly, the list goes on. Whenever we have a situation where any community is being othered, the chances are that there are many other communities also being othered in that process. When we address and combat hatred against one community, we are essentially combatting it against all communities.

To address hate that I know we'll be aware of and made aware of, we continue to go back to the principles of what it means to be a Canadian. These principles are based on equity, inclusion, democratic principles and ensuring a country that allows everyone to participate fully and benefit.

We all know that, again, an attack or hatred against one is an attack or hatred against all, and that together, united, we can stand together. That is the positive hope that we can all share and carry as we tackle some very difficult issues. Some of these issues, as we heard from the previous session, will not be addressed overnight and, sadly, have not been addressed sometimes quickly enough for communities that are impacted by systemic racism and Islamophobia. That being said, what is important is to see the effort to make progress, the effort to be witness to these experiences and to collectively commit to addressing them.

Senator Hartling: In your office, you are the main person. Do you have other staff or a team that you can share discussions with on things that are going on?

Ms. Elghawaby: I am very much looking forward to building the office and hiring as soon as possible.

Senator Hartling: Thank you.

Senator Arnot: Thank you, Ms. Elghawaby, for coming today and for being with us. You have a very important role to play now in Canada. We wish you well in carrying out your mandate.

My hope is that the study that we're completing here will help you in your work and perhaps help augment your work and lay a foundation for you to be able to fulfill the mandate that you have in a very successful way. I would like to hear about how you think we can help you in your role.

I know that you believe in the power of education, because I happened to see a Tedx talk you did which exactly augments that comment. I know you have a public education mandate. I am hoping you interpret it in a very broad and expansive way.

trop souvent partie du quotidien. Comme je l'ai mentionné, nous avons beaucoup d'espoir de pouvoir éradiquer le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, le racisme anti-Noirs, le racisme envers les Asiatiques, les crimes haineux contre des Autochtones; malheureusement, la liste est longue. Chaque fois qu'une communauté est victime d'exclusion, il y a de fortes chances que de nombreuses autres communautés le soient aussi par le fait même. Lorsque nous luttons contre la haine envers une communauté, nous luttons essentiellement contre la haine envers toutes les communautés.

Pour lutter contre la haine à laquelle nous sommes exposés, nous revenons aux principes de la signification d'être Canadien. Ces principes sont fondés sur l'équité, l'inclusion, les principes démocratiques et la garantie d'un pays qui permet à chacun de participer pleinement et d'en tirer profit.

Comme je l'ai déjà dit, nous savons tous qu'une attaque ou un crime haineux commis contre l'un d'entre nous correspond à une attaque ou à un crime haineux commis contre nous tous, et qu'ensemble, en nous unissant, nous pouvons rester solidaires. Voilà l'espoir que nous pouvons tous partager alors que nous abordons des questions très difficiles. Comme nous l'avons entendu lors de la réunion précédente, certaines de ces questions ne seront pas réglées du jour au lendemain et, malheureusement, elles n'ont pas toujours été abordées assez rapidement pour les communautés touchées par le racisme systémique et l'islamophobie. Cela étant dit, ce qui compte, c'est de voir les efforts déployés pour progresser, pour témoigner de ces expériences et pour s'engager collectivement à y mettre fin.

La sénatrice Hartling : Vous êtes la représentante principale de votre bureau. Y a-t-il des employés ou une équipe avec qui vous pouvez discuter de vos travaux?

Mme Elghawaby : J'ai très hâte de former une équipe pour le bureau et d'embaucher du personnel dès que possible.

La sénatrice Hartling : Merci.

Le sénateur Arnot : Merci, madame Elghawaby, de venir témoigner devant le comité. Vous avez un rôle très important à jouer au Canada. Nous vous souhaitons bonne chance dans l'accomplissement de votre mandat.

J'espère que l'étude que nous réalisons ici vous aidera dans vos travaux, voire qu'elle les étoffera et qu'elle jettera les bases qui vous permettront de remplir votre mandat avec succès. J'aimerais savoir comment vous pensez que nous pouvons vous aider à jouer votre rôle.

Je sais que vous croyez au pouvoir de l'éducation, parce qu'il se trouve que j'ai regardé une conférence TEDx que vous avez faite et qui le confirme. Je sais que vous avez un mandat d'éducation du public. J'espère que vous l'interprétez de manière très étendue.

I say that, because I have asked many witnesses who have come before this committee since I joined it in September of 2022 to reflect on the need to teach Canadian students at a very young age, from Grades K-12, about the rights of citizenship and, more importantly, the responsibility that comes with those rights and how you build and maintain respect for every citizen.

I know that there is an Environics poll, I believe in 2019, that found that in the cohort over the age of 40, only 38% of those adults support multiculturalism as part of our Constitution. I believe that Heritage Canada has a major role to play in reinforcing our multicultural, multi-theist, multi-ethnic state, and, really, Canada has failed to make an investment in those very areas the way that we need to.

The Aga Khan came to Canada and said that Canada is the most successful experiment in pluralism that the world has ever seen, but there is a fragility attached to that. It's directly related to the commitment that all Canadians have to our multicultural country.

Do you see a need for education in the K-12 system? My personal belief is that if you want to change the culture and the community, you should change the culture in the schools and focus on five essential competencies of Canadian citizenship. All students should be enlightened, engaged, empowered, empathetic. Those are the five essential competencies. I would like you to comment on that need, your support for that type of education and the role of Canadian Heritage in fulfilling it.

The Chair: Senators, I have promised our witness that she would be out of here by 6:00. I know that you are fasting; I should have said Ramadan Kareem to you. We have to be tight with our questions in order to give her enough time to answer.

Ms. Elghawaby: Madam Chair, I am grateful for the question about education within the mandate and supporting efforts to address systemic racism and Islamophobia through public education and awareness. I read that directly from the mandate. I look forward to finding opportunities to fulfill that. Of course, my role is at the federal level. I will be looking for how we make recommendations around the types of education that young people can benefit from across Canada, specifically to the heritage department. The next witnesses on the next panel will be able to speak more specifically to that.

The role of education is very critical. While I was in London, Ontario, 10 days ago, I met with a group of young Muslim students, many of whom were friends with Yumna Afzaal, the young girl who was killed in the Afzaal attack. They are part of a group called Youth Coalition Combatting Islamophobia. They have created resources for schools on what happened to their

Je vous le dis, parce que j'ai demandé à de nombreux témoins qui se sont présentés devant ce comité depuis que je m'y suis joint en septembre 2022 de réfléchir à la nécessité d'enseigner aux élèves canadiens à un très jeune âge, de la maternelle à la fin des études secondaires, les droits liés à la citoyenneté et, par-dessus tout, la responsabilité qui va de pair avec ces droits et la manière d'établir et de maintenir le respect pour chaque citoyen.

Je sais qu'un sondage d'Environics, qui date de 2019, il me semble, a révélé que, dans la cohorte des plus de 40 ans, seuls 38 % de ces adultes soutiennent le multiculturalisme dans le cadre de notre Constitution. Je pense que Patrimoine Canada doit jouer un rôle majeur dans le renforcement de notre État multiculturel, multithéiste et multiethnique, mais, en réalité, le Canada n'a pas investi dans ces domaines comme il le devrait.

Quand l'Aga Khan est venu au Canada, il a dit que le Canada était l'expérience de pluralisme la plus réussie que le monde ait jamais connue. Cette expérience est toutefois associée à une certaine fragilité, qui est directement liée à l'engagement de tous les Canadiens envers notre pays multiculturel.

Pensez-vous qu'il soit nécessaire d'éduquer les enfants de la maternelle à la fin des études secondaires? Pour ma part, je crois que si l'on veut changer la culture et la communauté, il faut changer la culture dans les écoles et se concentrer sur les cinq compétences essentielles de la citoyenneté canadienne. Tous les élèves devraient être éclairés, engagés, responsabilisés et empathiques. Voilà qui englobe les cinq compétences essentielles. J'aimerais que vous nous parliez de ce besoin, de votre soutien à ce type d'éducation et du rôle de Patrimoine canadien dans sa réalisation.

La présidente : Sénateurs, j'ai promis à notre témoin qu'elle aurait terminé à 18 heures. Je sais que vous jeûnez; j'aurais dû vous dire Ramadan Kareem. Nous devons limiter nos questions, afin de lui laisser suffisamment de temps pour répondre.

Mme Elghawaby : Madame la présidente, je suis reconnaissante de la question qui porte sur l'éducation dans le cadre de mon mandat et sur le soutien des efforts visant à lutter contre le racisme systémique et l'islamophobie par la voie de l'éducation et de la sensibilisation du public. C'est ce qui figure dans le mandat. Je me réjouis à l'idée de trouver des occasions de remplir cette mission. Bien entendu, mon rôle se situe à l'échelle fédérale. Je chercherai à formuler des recommandations sur les types d'éducation dont les jeunes peuvent bénéficier dans l'ensemble du Canada, en particulier pour le ministère du Patrimoine. Les témoins du prochain groupe pourront en parler plus précisément.

Le rôle de l'éducation est essentiel. Lors de ma visite à London, en Ontario, il y a 10 jours, j'ai rencontré un groupe de jeunes étudiants musulmans, dont beaucoup étaient des amis de Yumna Afzaal, la jeune fille qui a été tuée lors de l'attaque de la famille Afzaal. Ces jeunes font partie d'un groupe appelé Youth Coalition Combatting Islamophobia. Ils ont créé des ressources

friend and what Islamophobia has done to their sense of safety and well-being in Canada. Those resources, for instance, are available to teachers right across Canada.

One of the things they asked me was: Can you help bring awareness to these types of resources? Can you help to share this on a national stage? Hopefully, they are watching. I don't know if teenagers watch committee hearings, but I certainly will send them the link to let them know that there is work like theirs under way that helps to amplify, again, the experiences of young people in this country and to help them educate one another.

Senator Manning: Thank you to our witness for being with us this evening. I wish you all of the success in the world as you build the world that we deserve. A couple of my questions have been asked already but, as always, there are others.

You touched on the fact that you are building your office in the near future. I understand that you have been only 25 working days on the job, so we will not rush you into making rash decisions. I wonder about the budget for your office on an annual basis and how you envision the office being set up. Is it going to be concentrated here, in central Canada, or will some people be working in other provinces? You have a big job. We live in a large, geographically challenged country with issues from one end of the country to the other. What is your budget, how do you envision the office to be set, and what do you see as the greatest challenge that you face as you begin your new position?

Ms. Elghawaby: I thank the senator for the question. It is an excellent one.

The budget is \$5.6 million over the next four years.

In terms of building the office, as the senator has acknowledged, I am in the process at the moment of staffing it. I am committed to getting out to various parts of the country and to meeting with members of Canada's diverse Muslim communities to hear about the ways that Islamophobia may be impacting folks in different parts of Canada. We know that while we have nearly 1.8 million Muslims in Canada, they are right across this country. Many of them, of course, reside in Ontario, Quebec, Alberta and B.C., but there are communities everywhere.

It will be important, as I mentioned at the outset, to centre community experiences in the work of this office to be sure that what this office recommends to the federal government and to the various ministers is rooted in the needs and experiences of communities right across this country.

pour les écoles sur ce qui est arrivé à leur amie et sur les conséquences de l'islamophobie sur leur sentiment de sécurité et de bien-être au Canada. Ces ressources, entre autres, sont à la disposition des enseignants de tout le Canada.

L'une des questions qu'ils m'ont posées est la suivante : « Pouvez-vous contribuer à faire connaître ces types de ressources et à les diffuser sur la scène nationale? » J'espère qu'ils regardent. Je ne sais pas si les adolescents regardent les séances des comités, mais je leur enverrai certainement le lien pour leur faire savoir qu'un travail comme le leur est en cours, un travail qui contribue à renforcer, encore une fois, les expériences des jeunes au pays et à les aider à s'éduquer les uns les autres.

Le sénateur Manning : Je remercie notre témoin d'être avec nous ce soir. Je vous souhaite tout le succès du monde alors que vous bâtissez la société que nous méritons. Certaines de mes questions ont déjà été posées, mais, comme toujours, il y en a d'autres.

Vous avez évoqué l'établissement sous peu de votre bureau. Je comprends que vous n'avez travaillé que 25 jours, nous ne vous pousserons donc pas à prendre des décisions hâtives. Je m'interroge sur le budget annuel de votre bureau et la manière dont vous envisagez sa mise en place. Le personnel sera-t-il concentré ici, dans le centre du Canada, ou certaines personnes travailleront-elles dans d'autres provinces? Votre tâche est immense. Nous vivons dans un pays vaste et géographiquement difficile, avec des problèmes d'un bout à l'autre du pays. Quel est votre budget, comment envisagez-vous la mise en place du bureau et quel est, selon vous, le plus grand défi auquel vous êtes confrontée au moment d'assumer vos nouvelles fonctions?

Mme Elghawaby : Je remercie le sénateur de sa question. Elle est excellente.

Le budget est de 5,6 millions de dollars pour les quatre prochaines années.

En ce qui concerne l'établissement du bureau, comme le sénateur l'a reconnu, je suis actuellement en train de le doter en personnel. Je m'engage à me rendre dans différentes régions du pays et à rencontrer des membres des diverses communautés musulmanes du Canada afin de connaître les effets de l'islamophobie sur ces personnes. Nous savons que le Canada compte près de 1,8 million de musulmans, répartis dans tout le pays. Beaucoup d'entre eux résident bien sûr en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique, mais il y a des communautés partout.

Il sera important, comme je l'ai mentionné au début de mes observations, de placer les expériences communautaires au centre du travail de ce bureau pour s'assurer que ce qu'il recommande au gouvernement fédéral et aux différents ministres est enraciné dans les besoins et les expériences des communautés de partout au pays.

Senator Manning: Thank you.

When you mentioned your guidance to responsible ministers, who would be the main ministers that you will be dealing with?

Ms. Elghawaby: I report directly to the Minister of Housing and Diversity and Inclusion, Minister Ahmed Hussen. I am able to provide recommendations to all other ministers as well, and I look forward, again, to building relationships across government, with officials and bureaucrats, to help address some of the policy concerns that have been raised by communities.

Senator Manning: You mentioned earlier about eradicating all the different concerns across the country, and Senator Arnot touched upon the education theme. When you talk about the K-12 system, we all know that the younger people are more accepting of things than what an older generation may be. Across the country now, are you aware of anything that is being taught in that system from K-12 to address those concerns of Islamophobia? If not, where should we begin? As a committee, we may end up with a recommendation to address that. I am wondering about the status of where it is now.

Ms. Elghawaby: Well, I can speak to simply that there are many community organizations that have been providing resources and training to educators across Canada. As to specific examples, I have not yet been able to find that, having just started.

Again, the challenge, of course, is that my area of focus is at the federal level, and education is provincial, as you know. I am looking for opportunities to highlight and spotlight examples of educational curricula that help to speak to the issues that this committee is looking at, whether it is Islamophobia or, more broadly, inclusion equity. It is important to look at all of the different jurisdictions and see what is working well.

Senator Manning: Thank you.

I know we may not have a large Muslim population in Newfoundland and Labrador, but we have some fine people there who are contributing to our society in a wonderful way. I extend to you an invitation to visit “The Rock” whenever you have the time to do so. I’m sure you’ll be pleased.

Ms. Elghawaby: It would be my pleasure.

Senator Omidvar: Thank you, Ms. Elghawaby, for being with us today. You have an important and yet a very difficult job, with what I can only conclude is a tiny budget.

Le sénateur Manning : Merci.

Vous avez parlé de formuler des conseils aux ministres responsables. Quels seraient les principaux ministres avec lesquels vous traiteriez?

Mme Elghawaby : Je relève directement du ministre du Logement et de la Diversité et de l’Inclusion, le ministre Ahmed Hussen. Je suis en mesure de fournir des recommandations à tous les autres ministres et je me réjouis, une fois de plus, d’établir des relations au sein du gouvernement, avec des représentants et des fonctionnaires, pour aider à répondre à certaines des préoccupations politiques soulevées par les communautés.

Le sénateur Manning : Vous avez parlé tout à l’heure de l’éradication des différentes préoccupations à travers le pays, et le sénateur Arnot a abordé le thème de l’éducation. Nous savons tous que les jeunes acceptent mieux les changements que les générations plus âgées. Dans tout le pays, savez-vous si quelque chose est enseigné dans le système de la maternelle à la 12^e année pour répondre aux craintes d’islamophobie? Si ce n’est pas le cas, par où devrions-nous commencer? En tant que comité, nous pourrions aboutir à une recommandation sur ce sujet. Je me demande ce qu’il en est aujourd’hui.

Mme Elghawaby : Eh bien, je peux simplement dire qu’il existe de nombreux organismes communautaires qui fournissent des ressources et des formations aux éducateurs à travers le Canada. Pour ce qui est des exemples précis, je n’ai pas encore été en mesure de les trouver, car je viens tout juste de commencer.

Encore une fois, le défi, bien sûr, est que mon travail relève du fédéral, et que l’éducation est de compétence provinciale, comme vous le savez. Je cherche des occasions de mettre en lumière des exemples de programmes d’enseignement qui contribuent à aborder les questions examinées par ce comité, qu’il s’agisse de l’islamophobie ou, plus généralement, de l’équité en matière d’inclusion. Il est important d’examiner les programmes des différents territoires de compétence et de déterminer ce qui fonctionne bien.

Le sénateur Manning : Merci.

Je sais que la population musulmane n’est pas très nombreuse à Terre-Neuve-et-Labrador, mais il y a dans cette province des gens très bien qui contribuent merveilleusement à notre société. Je vous invite à visiter « le Rocher » chaque fois que vous en aurez le temps. Je suis sûr que vous aimerez cet endroit.

Mme Elghawaby : Ce serait avec plaisir.

La sénatrice Omidvar : Merci, madame Elghawaby, d’être avec nous aujourd’hui. Vous avez un travail important et pourtant très difficile, et vous ne disposez, je ne peux que conclure, que d’un très petit budget.

I would like to shift my question to the issue of expressions of Islamophobia that are hard to see and detect but beset the lives of community members throughout our country, specifically with reference to Canada's anti-terrorism laws. The machinery of government — the CBSA, RCMP, CSIS, IRCC, CRA — all coordinate and function under a national security regime, and the National Council of Canadian Muslims has recommended that you review these frameworks. Even at this early stage, without any staff, can I ask you whether that particular point of view is part of your agenda?

Ms. Elghawaby: Thank you for this very good question, Senator Omidvar.

Within the mandate already, I am committed to offering guidance to responsible ministers to contribute to training in support of national security agencies. I have that to begin with, immediately. That will be an important priority. As I said, I will be exploring what other ways I can work with the different departments and agencies who are responsible for national security. Out of the 2021 National Summit on Islamophobia, we saw many recommendations related to training and to the oversight of these different bodies.

I look forward to having strong staff in place to help me review what currently is going on, what recommendations have been made and what efforts have been taken already and are under way. I'm part of what's called the National Security Transparency Advisory Group. I had joined this group before taking on this role, in fact, due to my interest in human rights and specifically in the area of national security, so I had already begun to build relationships with various partners within the government. I absolutely see this as an important and critical priority for the office.

Senator Omidvar: I wish you luck.

I want to refer to a recent poll by Angus Reid that has just come out. On the one hand, at least half of Canada believes that Islamophobia is a problem — that anti-Muslim discrimination is a problem — and yet they don't seem to agree that your role is necessary. We agree that there is a problem, but there is disagreement about your role. What would you say to these Canadians about your role?

Ms. Elghawaby: I would say to Canadians who are wondering what the purpose of this office that, unfortunately and very sadly, we have seen Islamophobic attacks take the lives of 11 Canadians over the course of a short span between 2017 and

J'aimerais poser une question sur les manifestations d'islamophobie qui sont difficiles à voir et à détecter, mais qui guettent les membres des communautés musulmanes dans tout le pays, en particulier en ce qui a trait aux lois antiterroristes du Canada. L'appareil gouvernemental — l'Agence des services frontaliers du Canada, la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, l'Agence du revenu du Canada — est coordonné et fonctionne dans le cadre d'un régime de sécurité nationale, et le Conseil national des musulmans canadiens vous a recommandé d'examiner ce cadre. Même si vous êtes au début du processus, alors que vous n'avez pas encore de personnel, puis-je vous demander si cet élément particulier fait partie de votre programme?

Mme Elghawaby : Je vous remercie de cette très bonne question, sénatrice Omidvar.

Dans le cadre du mandat qu'on m'a confié, je me suis engagée à fournir des conseils aux ministres responsables afin qu'ils contribuent à la formation du personnel des agences de sécurité nationale. Je peux commencer cela dès maintenant. Il s'agira d'une priorité importante. Comme je l'ai dit, j'étudierai les autres moyens de collaborer avec les différents ministères et les différentes agences responsables de la sécurité nationale. Le Sommet national sur l'islamophobie de 2021 a débouché sur de nombreuses recommandations relatives à la formation et à la surveillance de ces organismes.

Je me réjouis de disposer d'un personnel solide pour m'aider à examiner ce qui se passe actuellement, les recommandations qui ont déjà été formulées et les efforts qui ont déjà été déployés et qui sont en cours. Je fais partie de ce que l'on appelle le Groupe consultatif sur la transparence de la sécurité nationale. Je m'étais jointe à ce groupe avant d'assumer ce rôle, en fait, en raison de mon intérêt pour les droits de la personne, plus particulièrement dans le cadre de la sécurité nationale, de sorte que j'avais déjà commencé à établir des relations avec divers partenaires au sein du gouvernement. Je considère qu'il s'agit là d'une priorité fondamentale pour le bureau.

La sénatrice Omidvar : Je vous souhaite bonne chance.

Je voudrais faire référence à un sondage d'Angus Reid qui vient d'être publié. D'une part, au moins la moitié des Canadiens pensent que l'islamophobie est un problème — que la discrimination envers les musulmans est un problème —, mais pourtant, ils ne semblent pas être d'accord sur la nécessité de votre rôle. Ils disent qu'ils sont d'accord pour dire qu'il y a un problème, mais qu'ils ne sont pas d'accord pour ce qui est de votre rôle. Que diriez-vous à ces Canadiens au sujet de vos fonctions?

Mme Elghawaby : Je dirais aux Canadiens qui se demandent à quoi sert ce bureau que, malheureusement et très tristement, nous avons été témoins d'attaques islamophobes qui ont coûté la vie à 11 Canadiens sur une courte période allant de 2017 à 2021.

2021. I would tell them that Canada has the highest number of Canadian Muslims killed of any other G7 country. Already, Islamophobia has had deadly impacts here in this country.

Also, along that spectrum of Islamophobia where the very worst example is the type of deadly attack that we have seen, there is concern about the systemic Islamophobia that impacts the ways people can participate in society, whether it's the racial profiling that national security agencies have put our communities under, systemic barriers to employment, systemic barriers in housing and other aspects of everyday life or hate crimes — again, the list can go on.

I would further tell them that we have to look for solutions to address these issues because not only does this impact Canadian Muslims and Muslim communities in this country, it impacts all of us. When we have our social fabric and democratic values being undermined and we have division within our society, that, in fact, can influence and harm our entire country. Standing up for one community is standing up for all communities, and we must be allies to one another to stand up for human rights for all.

Senator Omidvar: Ms. Elghawaby, at this early stage of your role, we are winding up our study. Whether that's good or bad, I'm not able to say because our study could inform your work, but your thoughts should inform our work. What recommendations — maybe two — would you have us include in our report?

Ms. Elghawaby: The importance of training for national security bodies is absolutely critical. Senator Arnot mentioned the report from the tax ombudsperson today where he identified the need for anti-bias training for certain members of the Canada Revenue Agency — in the Review and Analysis Division particularly. As well, I'm very cognizant of the call from communities to suspend the RAD while the National Security and Intelligence Review Agency is doing its review. Given that, training is critical. Ensuring there is anti-bias and anti-Islamophobia training is one area that's critical. Also critical is the recommendation to support education and the campaign's awareness around how Islamophobia impacts people's lives.

As well, it's important to also look at the contributions of Muslim Canadians to Canada — not just Canadian Muslims but also newcomers and immigrants. It's very important that people understand that Canadian Muslims have been in this country since before Confederation. There is a long, rich, diverse history that many people don't know. If we can celebrate these stories, hopefully that will allow more and more people to acknowledge, understand and appreciate that history.

Je leur dirais que le Canada affiche le plus grand nombre de musulmans canadiens tués parmi tous les pays du G7. Déjà, l'islamophobie a eu des répercussions mortelles au pays.

En outre, dans le spectre de l'islamophobie, où le pire exemple est le type d'attaque mortelle que je viens de mentionner, on s'inquiète de l'islamophobie systémique qui a une incidence sur la façon dont les gens peuvent participer à la société, qu'il s'agisse du profilage racial auquel les agences de sécurité nationale soumettent nos communautés, des obstacles systémiques à l'emploi, des obstacles systémiques à l'accès au logement et à d'autres aspects de la vie quotidienne, ou des crimes haineux — là encore, la liste est longue.

Je leur dirais également que nous devons chercher des solutions pour résoudre ces problèmes, car ils n'ont pas seulement une incidence sur les musulmans canadiens et les communautés musulmanes de ce pays, mais sur nous tous. Lorsque notre tissu social et nos valeurs démocratiques sont mis à mal et que notre société est divisée, cette situation peut en fait influencer l'ensemble du pays et nuire à celui-ci. Défendre une communauté, c'est défendre toutes les communautés, et nous devons être les alliés les uns des autres pour défendre les droits de toutes les personnes.

La sénatrice Omidvar : Madame Elghawaby, nous mettons un terme à notre étude au début de votre mandat. Je ne saurais dire si c'est une bonne ou une mauvaise chose, car notre étude pourrait étayer votre travail, mais vos réflexions devraient étayer le nôtre. Quelles recommandations — peut-être deux — voudriez-vous que nous incluions dans notre rapport?

Mme Elghawaby : La formation est d'une importance capitale pour les organismes de sécurité nationale. Le sénateur Arnot a parlé du rapport de l'ombudsman des contribuables, aujourd'hui, qui souligne la nécessité d'offrir de la formation sur les préjugés à certains membres de l'Agence du revenu du Canada, et en particulier à ceux de la Division de la revue et de l'analyse. De plus, je sais très bien que des communautés ont demandé la suspension de cette division pendant que l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement effectue son examen. Cela dit, la formation est essentielle. La formation anti-préjugés et anti-islamophobie est primordiale, tout comme la recommandation de soutenir l'éducation et la sensibilisation aux répercussions de l'islamophobie sur la vie des gens.

Il importe également de tenir compte des contributions des Canadiens musulmans au Canada — pas seulement les musulmans canadiens, mais aussi les nouveaux arrivants et les immigrants. Il est très important que les gens comprennent que les musulmans canadiens étaient déjà dans ce pays avant la Confédération. Il y a une longue histoire, riche et diversifiée, que beaucoup de gens ne connaissent pas. Si nous pouvons célébrer cette histoire, cela permettra peut-être à un nombre croissant de personnes de la reconnaître, de la comprendre et de l'apprécier.

Senator Omidvar: Thank you.

Senator Jaffer: Thank you very much for being here. Ramadan Kareem.

The summit recommended that there be someone appointed in your position, so I'm glad the government has done that, but I'm really concerned that over the three years you have such a small budget. Also, where are you housed?

Ms. Elghawaby: I'm housed out of the Department of Canadian Heritage.

Senator Jaffer: Do you get any support, or none at the moment?

Ms. Elghawaby: I have been getting incredible support from the Department of Canadian Heritage as they help me find my feet in the federal service. Actually, it's been wonderful. As well, I am getting all the guidance required to help set up the office. Of course, within Heritage, you'll be hearing shortly from the director of the Anti-Racism Secretariat. I'll be working closely with him and his team on addressing Islamophobia and, as I mentioned, building on the work that's come before me. It's so critical that we utilize the incredible efforts to date on addressing racism in Canada, including addressing Islamophobia.

Senator Jaffer: Heritage is doing extremely good work on education on racism. I'm not sure about Islamophobia, but they are doing the work on racism and have programs.

My concern is that there can be all kinds of training — and I know you are very new — but people have to take the training too, right? It's not mandatory. I just put that to you, because it's too soon.

At the beginning of our study, we had many, many discussions on the definition of Islamophobia. I see you have set out this definition of Islamophobia here in the paper you presented. However, many people — others can confirm if I'm wrong — asked why we couldn't just call it anti-racism against the Muslim community rather than Islamophobia. Do you have any views on that? To me, the meaning of "phobia" is not as strong as "racism."

Ms. Elghawaby: Thank you so much, Senator Jaffer, for the question.

The definition of Islamophobia currently being utilized by the federal government through the anti-racism strategy does include racism, stereotypes, prejudice, fear or acts of hostility directed toward individual Muslims or followers of Islam, and then

La sénatrice Omidvar : Merci.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie beaucoup d'être parmi nous. Ramadan Kareem.

Lors du sommet, on a recommandé qu'une personne soit nommée au poste que vous occupez; je suis heureuse que le gouvernement s'en soit occupé, mais ce qui m'inquiète, c'est que pour trois ans, vous disposiez d'un budget aussi modeste. De plus, où êtes-vous installée?

Mme Elghawaby : Au ministère du Patrimoine canadien.

La sénatrice Jaffer : Bénéficiez-vous d'un soutien, ou n'en avez-vous aucun en ce moment?

Mme Elghawaby : Je reçois un soutien incroyable de la part du ministère du Patrimoine canadien, qui m'aide à trouver mes marques dans la fonction publique fédérale. C'est merveilleux. De plus, je reçois tous les conseils dont j'ai besoin pour la mise en place du bureau. Évidemment, vous allez entendre sous peu le directeur du Secrétariat de lutte contre le racisme, du ministère du Patrimoine canadien. Je vais travailler en étroite collaboration avec lui et son équipe pour lutter contre l'islamophobie et, comme je l'ai mentionné, pour poursuivre le travail accompli avant mon arrivée. Il est essentiel que nous missions sur les efforts incroyables qui ont été déployés jusqu'ici pour lutter contre le racisme au Canada, notamment contre l'islamophobie.

La sénatrice Jaffer : Le ministère du Patrimoine canadien fait de l'excellent travail pour ce qui est de l'éducation sur le racisme. Je ne suis pas sûre quant à l'islamophobie, mais il fait du bon travail et il a des programmes concernant le racisme.

Or, il peut bien y avoir toutes sortes de formations — et je sais que vous venez tout juste d'être nommée à ce poste —, mais les gens doivent aussi les suivre, n'est-ce pas? Elles ne sont pas obligatoires. Je vous mentionne simplement ce fait, car il est encore trop tôt.

Au début de notre étude, nous avons eu de très nombreuses discussions concernant la définition de l'islamophobie. Je vois que vous en avez donné une définition ici, dans le document que vous avez présenté. Toutefois, bien des gens — et on pourra me dire si je me trompe — ont demandé pourquoi nous ne pouvions pas parler simplement de racisme contre la communauté musulmane au lieu de parler d'islamophobie. Qu'en pensez-vous? À mon sens, le mot « phobie » n'est pas aussi fort que le mot « racisme ».

Mme Elghawaby : Je vous remercie beaucoup de votre question, sénatrice Jaffer.

La définition de l'islamophobie qu'utilise actuellement le gouvernement fédéral dans le cadre de la stratégie de lutte contre le racisme englobe le racisme, les stéréotypes, les préjugés, la peur ou les actes d'hostilité envers les personnes musulmanes ou

there's more to the definition, as I read. I do believe this encapsulates all that we're trying to address while also being very specific. Islamophobia is not meant to limit the critique of Islam. That's really important to emphasize. People can criticize Islam — the religion itself. When we talk about Islamophobia, we are talking about the racism, stereotypes and prejudice that lead people to act in hostility toward individual Muslims or followers of Islam. So this is extremely important.

This definition is also very effective in that it goes on to say that not only are we talking about individual acts of intolerance and racial profiling but also the way that Islamophobia can lead to viewing and treating Muslims as a greater security threat on an institutional, systemic and societal level. That is really critical because, as mentioned earlier, when we have had this focus on Muslim communities, what we have seen, historically, is a lack of attention on the rise of right-wing extremism. For instance, when we had the tragic killing of six worshippers at the Quebec City mosque, it came to light that the Canadian Security Intelligence Service had actually closed the desk that looked at right-wing extremism just a few months prior to that attack. Why are we missing the fact that right-wing extremism is rising in this country and also has deadly consequences? That's really important to highlight in this definition. I do think it encapsulates it. I hope it can put to rest the debate around the definition and we can move forward, because as the committee appreciates, Madam Chair, there is so much work to do, and I do believe this definition encapsulates what we are talking about.

Senator Jaffer: Every time there has been a tragedy, politicians from all walks of life have shown up and said that it's terrible and all that. Then they go home, and it's, in my opinion, forgotten. It happened yesterday, they've done their bit, and all kinds of things have been promised. I'm frustrated that people say all those wonderful things. I remember so clearly with the Quebec murders that there were all kinds of promises, all kinds of things, and when I went to see the families, there was a lot of help. But, of course, now it disappears. It's only natural. So what I am asking is, is it part of your work to even train politicians?

Ms. Elghawaby: I can say that I have already begun meeting with politicians from all political parties, and I am hearing commitment to addressing Islamophobia.

I also want to point to the fact that we have a nationally designated day, January 29, the National Day of Remembrance of the Quebec City Mosque Attack and Action against Islamophobia, which is a permanent moment in our calendar to ensure that we come together to remember what happened that day. There are similar efforts to have June 6 commemorated in the city of London, for instance, so that communities there can

les adeptes de l'islam, et encore plus. Je crois que la définition englobe tout ce que nous tentons de corriger, tout en étant très précise. La lutte contre l'islamophobie ne vise pas à limiter les critiques contre l'islam. Il est très important de le souligner. Les gens peuvent critiquer l'islam — la religion en tant que telle. Quand nous parlons d'islamophobie, nous parlons du racisme, des stéréotypes et des préjugés qui mènent les gens à des actes d'hostilité envers les personnes musulmanes ou les adeptes de l'islam. C'est donc extrêmement important.

Cette définition est également très efficace, en ce sens qu'elle précise qu'en plus de motiver des actes individuels d'intolérance et de profilage racial, l'islamophobie mène à considérer, du point de vue institutionnel, systémique et sociétal, que les musulmans constituent une menace accrue pour la sécurité. Il s'agit là d'un point essentiel, car comme je l'ai mentionné tout à l'heure, lorsque nous nous sommes concentrés sur les communautés musulmanes, dans le passé, nous n'avons pas porté suffisamment attention à la montée de l'extrémisme de droite. À titre d'exemple, après le meurtre tragique de six fidèles à la mosquée de Québec, on a appris que le Service canadien du renseignement de sécurité avait, quelques mois seulement avant l'attaque, fermé le service qui se penchait sur l'extrémisme de droite au pays. Pourquoi ne comprenons-nous pas que l'extrémisme de droite est en hausse dans ce pays et qu'il a des conséquences mortelles? Il est très important de le souligner dans cette définition. Je crois qu'elle englobe cet élément. J'espère que cela pourra mettre un terme au débat concernant la définition et que nous pourrions aller de l'avant, car il y a énormément de travail à faire, madame la présidente, comme le comité le sait. Je crois donc que cette définition englobe ce dont nous parlons ici.

La sénatrice Jaffer : Chaque fois qu'il se produit une tragédie, les politiciens de tous les horizons déclarent que c'est terrible, puis s'en vont chez eux et, selon moi, oublient tout cela. C'est arrivé hier, ils ont fourni leur part d'efforts et ont promis toutes sortes de choses. Je trouve frustrant que les gens disent toutes ces choses. Je me rappelle clairement que, après les meurtres de Québec, il y a eu toutes sortes de promesses. Lorsque je suis allée rencontrer les familles, on leur avait offert beaucoup d'aide. Évidemment, cette aide disparaît. C'est normal. Ma question est la suivante : est-ce que cela fait partie de votre travail de donner de la formation aux politiciens?

Mme Elghawaby : Je peux dire que j'ai déjà commencé à rencontrer des politiciens de tous les partis et qu'il y a des engagements de leur part à lutter contre l'islamophobie.

Je veux aussi souligner que nous avons une journée désignée à l'échelle nationale, le 29 janvier, soit la Journée nationale de commémoration de l'attentat à la mosquée de Québec et d'action contre l'islamophobie, qui revient chaque année pour que nous puissions nous souvenir de ce qui s'est passé ce jour-là. On tente également d'instaurer une journée commémorative le 6 juin dans la ville de London, par exemple, afin que les communautés

mourn every year together and commit to addressing Islamophobia.

I think that there is a recognition that Islamophobia is a phenomenon that is damaging to our democracy and damaging to our values of human rights and equity, and I think that together we can find those who are willing to do the work, to support the work, to make positive change.

Senator Jaffer: Will you be doing training of senators as well?

Ms. Elghawaby: Well, send me the invitation.

Senator Jaffer: I want to thank you and I wish you well in your job. It's a big job, but I believe you can do it. Thank you for being here.

The Chair: I wanted to ask you about your priorities. During the course of this study, we have heard about many forms that Islamophobia takes. In Edmonton, we heard about the young Black women who wear the hijab and how difficult their lives were. In Mississauga, the children opened up and talked about their lives and how difficult their lives were. So what will be your priorities? Like you said, Muslims are everywhere. I was in Iqaluit and was surprised to see the number of Muslims there who, every Saturday and Sunday now, are getting together for the opening of the fast. We're everywhere. I, too, like Senator Jaffer, feel that the budget that you have been given — for four years — is not enough.

Ms. Elghawaby: Thank you, Madam Chair.

As I mentioned, still going to work on a work plan to identify those priorities for the next four years, looking at short-, medium- and long-term goals to determine what's possible and what's most urgent to our communities. So I'll be working on that.

Thank you so much, Madam Chair, for also raising the intersectional identities of Muslims. I know this committee has heard from a range of witnesses, and I want to congratulate this committee for having brought forward Muslims from across Canada, explaining how Islamophobia manifests in so many different ways, including, as you mentioned, in Alberta, where we had a spate of attacks against Black Muslim women. Some of the cases, as I'm sure you have read, were horrific. A woman and her daughter were threatened at knife point, et cetera. Certainly, the experiences range across communities, and there are many intersectional identities within our communities. I will continue to, as I say, centre communities and make sure that as I'm forming this work plan, as I'm forming and determining the priorities, that I am also engaging with communities and

puissent se recueillir chaque année et s'engager ensemble à lutter contre l'islamophobie.

Je crois que l'on reconnaît que l'islamophobie est un phénomène qui nuit à notre démocratie et aux valeurs que sont les droits de la personne et l'équité, et je pense qu'ensemble nous pouvons trouver les personnes qui sont prêtes à faire le travail, à appuyer le travail, et à apporter des changements positifs.

La sénatrice Jaffer : Est-ce que vous offrirez de la formation aux sénateurs également?

Mme Elghawaby : Eh bien, envoyez-moi une invitation.

La sénatrice Jaffer : Je tiens à vous remercier et à vous souhaiter du succès dans vos fonctions. C'est toute une tâche, mais je crois que vous pouvez le faire. Je vous remercie d'être venue.

La présidente : Je voulais vous poser une question au sujet de vos priorités. Dans le cadre de cette étude, nous avons entendu parler des nombreuses formes que peut prendre l'islamophobie. À Edmonton, on nous a parlé des jeunes femmes noires qui portent le hidjab et des problèmes qu'elles connaissent. À Mississauga, les enfants nous ont dit à quel point leur vie est difficile. Alors, quelles seront vos priorités? Comme vous l'avez dit, il y a des musulmans partout. Je suis allée à Iqaluit et j'ai été surprise de voir le nombre de musulmans qui s'y trouvent et qui, tous les samedis et les dimanches, présentement, se rassemblent pour le début du jeûne. Nous sommes partout. Comme la sénatrice Jaffer, je trouve moi aussi que le budget qu'on vous a alloué, pour quatre ans, n'est pas suffisant.

Mme Elghawaby : Merci, madame la présidente.

Comme je l'ai mentionné, je dois mettre la dernière main à un plan de travail afin d'établir ces priorités pour les quatre prochaines années, fixer des objectifs à court, moyen et long terme pour déterminer ce qu'il est possible de faire et ce qui est le plus urgent pour nos communautés. Je vais travailler là-dessus.

Je vous remercie beaucoup, madame la présidente, d'avoir aussi soulevé la question des identités intersectionnelles des musulmans. Je sais que votre comité a entendu une série de témoins, et je tiens à féliciter les membres du comité d'avoir invité des musulmans de partout au Canada afin qu'ils parlent des nombreuses façons dont l'islamophobie se manifeste, notamment en Alberta, comme vous l'avez dit, où il y a eu une vague d'attaques contre des femmes noires musulmanes. Certaines de ces femmes, comme vous l'avez sans doute lu, ont vécu une situation horrible. Une femme et sa fille ont été menacées à la pointe d'un couteau, par exemple. Il est certain que les expériences varient d'une communauté à l'autre et qu'il existe de nombreuses identités intersectionnelles au sein de nos communautés. Je continuerai, comme je l'ai dit, à me concentrer

ensuring that the way I see the office proceed with its work is in clear alignment with how Muslim communities across Canada hope to see this office advance these priorities.

The Chair: I know you have just started. You went to London, Ont. I find that the Muslim community, when I speak to them, is more forthcoming with me, because they perceive me as being from the same faith, than they would be others. We say a 71% increase in hate incidents against Muslims. I feel it's much higher because I personally know people who have had incidents and are unwilling to report them. How are we going to encourage the community to come out and report the incidents they face? Most people just sort of say, "Okay, let's just keep quiet about it. Let's not rock the boat."

Ms. Elghawaby: Madam Chair, it's an excellent question.

Certainly, again, reading directly from my mandate: providing guidance and advice to ministers to inform and improve efforts to track and monitor incidences of anti-Muslim hatred and violence across Canada. Much of my work over the past few years has been with communities that are targeted by hate crimes, not only Muslim communities but others, including the Black community, et cetera. One of the things that had been identified was the need for third-party reporting, so a way for people who are targeted and victims of hate not necessarily to have to go to police to report what they have gone through but perhaps to go to community organizations in order to have somewhere to go, somewhere to report, and that report could therefore be sent by that third party to the police, if the victim chooses. These are some of the creative ways that communities themselves have been advocating for ensuring that their safety and well-being are central to our communities, because if we are only relying on police-reported hate crime, you are absolutely right that it's not giving us the full story. Up to two thirds of hate crimes are not reported to police, according to Statistics Canada. We only see the tip of the iceberg, and that's quite concerning.

It is not only finding ways for people to report what they are going through, but also to make sure that victims of hate have supports. For instance, in London, after the tragic killing of the Afzaal family, there was a charity that provided counselling for the community there for just about one year, and then it was finished. For example, one young girl, who over the course of the year was busy helping with the commemoration of the anniversary of the killing, needed counselling after that year of funding had run out. She didn't have anywhere to go. Making

sur ces communautés et, en élaborant le plan de travail et en établissant les priorités, je veillerai à consulter les communautés et à faire en sorte que ma vision du travail que doit accomplir mon bureau corresponde clairement à la façon dont les communautés musulmanes du Canada espèrent voir ce bureau mettre en œuvre ces priorités.

La présidente : Je sais que vous venez à peine de commencer. Vous êtes allée à London, en Ontario. Je constate que, lorsque je discute avec les membres de la communauté musulmane, ils sont plus ouverts avec moi qu'avec d'autres personnes parce qu'ils me considèrent comme étant de la même confession. Nous disons qu'il y a eu une augmentation de 71 % des incidents haineux visant les musulmans, mais je pense que c'est beaucoup plus que cela, car je connais des gens qui ont vécu de tels incidents et qui ne veulent pas les signaler. Comment pouvons-nous encourager les membres de la communauté à signaler les incidents dont ils sont victimes? La plupart des gens décident simplement de se taire et de ne pas faire de vagues.

Mme Elghawaby : C'est une excellente question, madame la présidente.

Encore une fois, je vais lire directement ce qui se trouve dans mon mandat : fournir aux ministres des conseils et des avis visant à orienter et à améliorer les efforts de suivi et de surveillance des incidences de la haine et de la violence envers les musulmans partout au Canada. Une grande partie de mon travail, au cours des dernières années, a porté sur les communautés qui sont la cible de crimes haineux, et pas seulement les communautés musulmanes, mais aussi la communauté noire, entre autres. L'un des besoins qui ont été définis est celui du signalement par un tiers; il s'agit d'une façon, pour les gens qui sont ciblés et victimes d'actes haineux, de ne pas nécessairement avoir à signaler à la police ce qu'ils ont vécu, mais plutôt de le signaler à un organisme communautaire qui pourrait le signaler lui-même à la police en tant que tiers, si la victime le veut. C'est l'une des solutions créatives que préconisent les communautés elles-mêmes pour que leur sécurité et leur bien-être soient prioritaires, car si nous ne nous appuyons que sur les crimes de haine déclarés par la police, cela ne nous donne pas une image complète de la situation, comme vous le dites avec raison. Selon Statistique Canada, jusqu'aux deux tiers des crimes haineux ne sont pas signalés à la police. Nous ne voyons que la pointe de l'iceberg, et c'est très inquiétant.

L'objectif n'est pas seulement de trouver des moyens pour les gens de signaler ce qu'ils subissent, mais aussi de veiller à ce qu'un soutien soit offert aux victimes de crimes haineux. Par exemple, à London, après le tragique meurtre de la famille Afzaal, un organisme de bienfaisance a offert à la communauté des services de counselling durant près d'un an, mais ensuite, c'était terminé. Une jeune fille qui, durant l'année, était occupée à préparer la commémoration de l'attentat a ensuite eu besoin de counselling, mais il n'y avait plus de financement, et elle n'avait

sure that there are victim supports, victim counselling that's also culturally responsive, is so important. There are community agencies that are trying to fill that void. For example, I met with one organization called the Muslim Resource Centre, in London. They were the ones facilitating that counselling for the community. They are willing to do more work, but, again, funding is often a challenge.

The Chair: Thank you for that.

Would you be interacting with the National Council of the Canadian Muslims, the NCCM, at all? I applaud them. They keep a record of every incident of Islamophobia that happens. They are reporting it. They are talking about it. They are tweeting about it. Would you be having any interactions with them?

Ms. Elghawaby: Absolutely. I will be working with all civil society organizations dedicated to addressing Islamophobia and civil liberties of Muslims, as well as other organizations that are working writ large around civil liberties and human rights. It's so important that we work in allyship. Often we find potential solutions to addressing human rights violations for one community can be applied for other communities. I do really feel it's important to work across civil society to address these issues, across communities.

The Chair: Thank you.

Senator Arnot: Ms. Elghawaby, I just want to go back to a couple of points. In my experience recently, international educators like Pasi Sahlberg from Finland and Simon Breakspear from Australia have identified that, in school systems, we need to focus on literacy and numeracy but also a third pathway, a concept that in the schools, students need to be educated about being a citizen. It's about making the whole student. We fundamentally need to get students the tools they need to create the society in which they wish to live. I'm going to ask you a couple of questions. Do you think it's important when these resources are constructed that they fit into the actual curriculum in every province and territory and the education outcomes expected in every grade from K to 12? What do you say about the need to promote the professional development of teachers on these very types of new curriculum resources to ensure that they are actually implemented in the classroom?

Ms. Elghawaby: Thank you for the question, Madam Chair and Senator Arnot.

personne vers qui se tourner. Il est très important de veiller à ce que les victimes reçoivent du soutien et du counselling également adapté à la culture. Il y a des organismes communautaires qui essaient de combler ce vide. Par exemple, j'ai rencontré les représentants d'un organisme appelé le Muslim Resource Centre, à London. C'est grâce à eux qu'on pouvait offrir le counselling à la communauté. Ils sont prêts à en faire davantage, mais comme je l'ai dit, c'est souvent le financement qui pose problème.

La présidente : Je vous remercie.

Collaborerez-vous avec les responsables du Conseil national des musulmans canadiens, le CNMC? J'approuve leurs initiatives. Ils tiennent un registre de tous les incidents islamophobes qui se produisent. Ils les signalent. Ils en parlent, notamment sur Twitter. Aurez-vous des interactions avec eux?

Mme Elghawaby : Absolument. Je vais travailler avec toutes les organisations de la société civile qui se consacrent à la lutte contre l'islamophobie et à la protection des libertés civiles des musulmans, ainsi qu'avec d'autres organisations qui œuvrent de façon plus générale dans les domaines des libertés civiles et des droits de la personne. Il est très important que nous travaillions de concert. Nous constatons souvent que les solutions potentielles visant à lutter contre les violations des droits de la personne dans une communauté peuvent s'appliquer aussi à d'autres communautés. Je crois vraiment que c'est important de travailler avec l'ensemble de la société civile pour régler ces problèmes dans toutes les communautés.

La présidente : Merci.

Le sénateur Arnot : Madame Elghawaby, je voudrais revenir sur quelques points. J'ai vu récemment que des professionnels de l'éducation comme Pasi Sahlberg de la Finlande et Simon Breakspear de l'Australie ont déterminé que, dans les systèmes scolaires, nous devons miser sur la littératie et la numératie, mais également sur une troisième voie, un concept selon lequel dans les écoles, les élèves doivent apprendre à être des citoyens. Il s'agit d'adopter une approche globale à l'égard de l'élève. Nous devons fondamentalement fournir aux élèves les outils dont ils ont besoin pour créer la société dans laquelle ils souhaitent vivre. Je vais vous poser quelques questions. Selon vous, est-il important, lorsque ces ressources sont mises en place, qu'elles cadrent avec le programme de chaque province et territoire et les résultats scolaires attendus pour chaque niveau, de la maternelle à la 12^e année? Que pensez-vous de la nécessité de promouvoir le perfectionnement professionnel des enseignants concernant ce type même de nouvelles ressources pédagogiques, afin qu'elles soient mises en œuvre en classe?

Mme Elghawaby : Je vous remercie de la question, madame la présidente et sénateur Arnot.

Again, being quite new to the role, I have yet to sort of explore all the opportunities to advance educational resources. However, what I can say is that I was always impressed with different efforts to, for example, educate on Remembrance Day. Veterans Affairs Canada provides resources available to teachers for free every year that can be ordered online, can be mailed, posters, and that's at the federal level but it's to the teachers across Canada about a very important national day. Is it possible that there will be resources available at a national level to any teacher anywhere in Canada that looks at either Islamophobia, anti-racism efforts or citizenship? That is certainly an interesting question to explore. As I mentioned, I know that I will be looking at what other tools are available to advance education and awareness on Islamophobia and the contributions of Muslims in Canada.

Senator Arnot: I have some good news. Such a set of resources does exist. It's in the Centurus Citizenship Education Foundation materials, and I commend that to you for your consideration. Thank you.

Senator Bernard: I would like to ask a follow-up question around intersectionality. I'm wondering if you could give us a sense of how you uptake those issues around intersectionality in your work and how you envision that going forward.

The Chair: Can I add to that about intersectionality? To what extent has GBA Plus been successful at integrating intersection analysis in the development of federal policies, programs and legislation?

Ms. Elghawaby: Thank you, Madam Chair and Senator Bernard, for both questions.

Intersectionality is critical in the sense of understanding that people can hold multiple identities, whether it's being a religious minority, having a disability, a different ethnicity or a different race. There are so many different identities there. Part of my commitment in this work is to ensure that I am cognizant and aware of intersectional identities and that, when I am engaging with communities, that I am looking at the richness and the diversity of our communities to ensure that the input that I am receiving on how Canada can do better on the issue of Islamophobia is rooted in the different experiences that people have across Canada, ensuring I am very mindful of these identities.

I'll give an example of the way that not being mindful or not being able to be mindful of these identities can actually limit our understanding —

The Chair: I apologize.

Comme je le disais, puisqu'il s'agit pour moi d'un nouveau rôle, je n'ai pas encore exploré toutes les possibilités d'améliorer les ressources pédagogiques. Cependant, ce que je peux dire, c'est que j'ai toujours été impressionnée par les divers efforts pour éduquer les gens, par exemple lors du jour du Souvenir. Anciens Combattants Canada offre des ressources que les enseignants peuvent utiliser gratuitement chaque année et qui peuvent être commandées en ligne ou postées, comme des affiches, et c'est offert par le fédéral, mais à l'intention des enseignants de tout le Canada au sujet d'un jour national très important. Est-il possible de mettre à la disposition des enseignants de tout le pays des ressources qui portent sur l'islamophobie, la citoyenneté ou les efforts de lutte contre le racisme? Il serait certainement intéressant d'explorer cette question. Comme je l'ai mentionné, je sais que je vais me pencher sur les autres outils qui sont accessibles pour améliorer l'éducation et la sensibilisation sur l'islamophobie et les contributions des musulmans au Canada.

Le sénateur Arnot : J'ai une bonne nouvelle. Ces ressources existent déjà. Ce sont celles de la fondation d'éducation à la citoyenneté Centurus, et je vous recommande de les examiner. Merci.

La sénatrice Bernard : J'aimerais poser une question complémentaire à propos de l'intersectionnalité. Je me demande si vous pourriez nous donner une idée de la manière dont vous abordez ces questions d'intersectionnalité dans votre travail et comment vous envisagez l'avenir par rapport à ces questions.

La présidente : Puis-je ajouter une question au sujet de l'intersectionnalité? Dans quelle mesure l'analyse comparative entre les sexes plus a-t-elle réussi à intégrer l'analyse intersectionnelle dans l'élaboration des politiques, de la législation et des programmes fédéraux?

Mme Elghawaby : Merci, madame la présidente et sénatrice Bernard, pour les deux questions.

La notion d'intersectionnalité est essentielle pour comprendre que les gens peuvent avoir des identités multiples, qu'il s'agisse d'une minorité religieuse, d'un handicap, d'une ethnie ou d'une race différente. Il y a tellement d'identités différentes. Mon engagement dans ce travail consiste en partie à veiller à être consciente des identités intersectionnelles et, lorsque je vais rencontrer les communautés, de tenir compte de leur richesse et de leur diversité pour m'assurer que les commentaires que je reçois quant à la façon dont le Canada peut faire mieux sur la question de l'islamophobie reposent sur les différentes expériences des gens partout au Canada. Je dois veiller à être très consciente de ces identités.

Je vais donner un exemple de la façon dont le fait de ne pas être attentif ou de ne pas pouvoir être attentif à ces identités peut en fait limiter notre compréhension...

La présidente : Veuillez m'excuser.

Ms. Elghawaby: For instance, when we look at what we were mentioning earlier, police-reported hate crimes. Police-reported hate crimes are actually only based on one identity marker. For instance, we mentioned the Black Muslim women in Alberta. When they reported the victimization they experienced, the police could only mark one identity as to how they were targeted. The police cannot mark whether they were targeted both for being Black as well as being Muslim. There is a limit in the data, and that really reflects where we need to do more work to ensure that we're able to capture the intersectional identities because, of course, that will feed into the evidence that we're using to base our interventions on. Thank you.

Senator Bernard: The GBA Plus?

Ms. Elghawaby: The GBA Plus is a question, I think, for the officials that will come after me. I'm not versed in it at the moment yet, so I will leave it to their capable hands.

The Chair: Thank you.

I wanted to ask you, when you set up your office, how many people are hoping you to hire? What is the budget allowing for?

Ms. Elghawaby: Well, I'm hoping to at least have four to five staff that will be working with me in the areas of policy and programs. We're still working it all out, but certainly as was identified by pretty much every honourable senator, the work is a lot and it would be nice to have an even larger team. We certainly all have to work within the constraints that we have, and I'm looking forward to really working very hard and getting the most for the money that we're putting into these efforts.

The Chair: Finally, I want to thank you for the work that you have done and that you will continue to do. Just in conversations with young women, you are a very powerful role model for them. I wanted to bring that message to you, because sometimes when you are in the trenches and you are doing the work that you do, you wonder whether it's making a difference. You are a very positive role model, and thank you for that. We have kept our promise. We are letting you go five minutes before 6:00. If there is anything that you feel you missed or you would like us to take notice of, feel free to give us a written submission. Senator Omidvar did ask about the recommendations, and if there is anything else that you feel we should have at the end of the study as recommendations for the government, please send them to us. Your help will go a long way as we write this report. Thank you so much.

Mme Elghawaby : Par exemple, les crimes de haine déclarés par la police, que nous avons mentionnés plus tôt, ne sont fondés que sur un seul marqueur identitaire. Nous avons notamment parlé des musulmanes noires de l'Alberta. Lorsqu'elles ont signalé avoir été victimes d'un acte criminel, la police n'a pu établir qu'un seul marqueur identitaire par rapport à la manière dont elles ont été ciblées. La police ne peut pas indiquer si elles ont été ciblées à la fois parce qu'elles sont noires et parce qu'elles sont musulmanes. Il y a une limite dans les données, et cela montre vraiment que nous devons faire plus d'efforts pour être en mesure de saisir les identités intersectionnelles parce que, bien sûr, cela alimentera les preuves sur lesquelles nous fondons nos interventions. Je vous remercie.

La sénatrice Bernard : L'analyse comparative entre les sexes plus?

Mme Elghawaby : Je pense que la question de l'ACS Plus s'adresse davantage aux fonctionnaires qui témoigneront après moi. Je ne m'y connais pas encore assez dans ce domaine, alors je vais laisser cette question entre leurs mains expertes.

La présidente : Merci.

Je voulais vous demander, quand vous mettrez sur pied votre bureau, combien de personnes espérez-vous embaucher? Qu'est-il prévu dans le budget à cet effet?

Mme Elghawaby : Eh bien, j'espère avoir au moins quatre ou cinq employés pour travailler avec moi sur les politiques et les programmes. Nous sommes encore en train de planifier tout cela, mais comme presque tous les honorables sénateurs l'ont mentionné, il y a beaucoup de travail à faire, et il serait bien d'avoir une équipe encore plus grande. Nous devons tous travailler avec les contraintes qui sont les nôtres, et j'ai hâte de travailler très fort et de tirer le meilleur parti des fonds que nous investissons dans ces efforts.

La présidente : Enfin, je veux vous remercier pour le travail que vous accomplissez et que vous continuerez d'accomplir. Dans mes conversations avec les jeunes femmes, je constate que vous êtes un modèle très puissant pour elles. Je tenais à vous transmettre ce message, car parfois, lorsqu'on est sur le terrain et qu'on fait le travail que vous faites, on se demande si cela améliore les choses. Vous êtes un modèle très positif, et je vous en remercie. Nous avons tenu notre promesse. Nous vous laissons partir cinq minutes avant 18 heures. Si vous pensez avoir oublié quelque chose ou si vous souhaitez que nous tenions compte de certains éléments, n'hésitez pas à nous envoyer un mémoire. La sénatrice Omidvar a posé une question au sujet des recommandations, et si, selon vous, à la fin de notre étude, il y a d'autres recommandations que nous devrions formuler à l'intention du gouvernement, veuillez nous les faire parvenir. Votre aide nous sera très utile pour la rédaction de ce rapport. Merci beaucoup.

Ms. Elghawaby: Thank you, Madam Chair and honourable senators, for your time.

The Chair: Honourable senators, I shall now introduce our third and last panel of the day. Our witnesses have been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from the witnesses and then turn to questions from the senators.

I welcome witnesses from Canadian Heritage who are in person with us at the table: Mala Khanna, Associate Deputy Minister; and Gaveen Cadotte, Assistant Deputy Minister, Anti-Racism Strategy and Action Plan on Combatting Hate Sector. I want to take this opportunity to welcome back Peter Flegel, Executive Director of the Federal Anti-Racism Secretariat. I now invite Ms. Khanna to make her presentation.

Mala Khanna, Associate Deputy Minister, Canadian Heritage: Thank you, Madam Chair and honourable senators. It is an honour for us to be joining you today on the traditional unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people. Allow me to also express a warm Ramadan Kareem to those of you who are observing this holy month.

[Translation]

Just as you have been over the course of your study, we are deeply troubled by the persistent reports of Muslim communities being targeted by Islamophobic violence and hatred and of systemic racism and discrimination, which create barriers limiting the ability of members of Muslim communities from thriving and prospering in our country.

Our department is working tirelessly to support the federal government's efforts to build an open, welcoming, and inclusive Canada, where no one is discriminated against simply because they are Muslim, Black, Indigenous or a member of another community that is the target of discrimination.

If we consider all of the many testimonies you have heard in your study of Islamophobia in Canada, it's clear that words are not enough. We are determined to build on the progress already made and to continue taking concrete action.

[English]

It was four years ago that the government launched an Anti-Racism Strategy, a first in Canada. Close to \$100 million has been invested through this strategy since 2019. The strategy was designed to lay a foundation to tackle systemic racism, including Islamophobia, through immediate action.

Mme Elghawaby : Je vous remercie, madame la présidente et honorables sénateurs, du temps que vous m'avez accordé.

La présidente : Honorables sénateurs, je vais maintenant présenter notre troisième et dernier groupe de témoins d'aujourd'hui. Nous avons demandé aux témoins de préparer une déclaration préliminaire de cinq minutes. Nous allons entendre les témoins, après quoi nous passerons aux questions des sénateurs.

Je souhaite la bienvenue aux représentants de Patrimoine canadien qui sont avec nous en personne : Mala Khanna, sous-ministre déléguée, et Gaveen Cadotte, sous-ministre adjointe, Secteur de la stratégie antiracisme et du plan d'action de lutte contre la haine. Je tiens à profiter de l'occasion pour souhaiter un bon retour à Peter Flegel, directeur général, Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme. J'invite maintenant Mme Khanna à faire sa déclaration.

Mala Khanna, sous-ministre déléguée, Patrimoine canadien : Merci, madame la présidente et honorables sénateurs. C'est un honneur pour nous d'être avec vous aujourd'hui sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe. Permettez-moi également d'exprimer un chaleureux Ramadan Kareem à ceux d'entre vous qui observent ce mois sacré.

[Français]

Tout comme vous au cours de votre étude, nous avons été très consternés par les témoignages de communautés musulmanes ciblées par la violence, la haine, et le racisme systémique islamophobes, qui créent des barrières empêchant bien trop de membres des communautés musulmanes de s'épanouir et de prospérer dans notre pays.

Notre ministère travaille sans relâche pour soutenir les efforts du gouvernement fédéral visant à construire un Canada ouvert, accueillant et inclusif, dans lequel aucune personne n'est discriminée simplement parce qu'elle est musulmane, noire, autochtone ou membre d'une autre communauté qui fait l'objet de discrimination.

Comme nous l'avons vu dans l'ensemble des nombreux témoignages que vous avez entendus dans le cadre de votre étude sur l'islamophobie au Canada, les mots ne suffisent pas. Nous sommes déterminés à nous appuyer sur les progrès déjà accomplis et à poursuivre notre action concrète.

[Traduction]

Il y a quatre ans, le gouvernement lançait une stratégie de lutte contre le racisme, une première au Canada. Près de 100 millions de dollars ont été investis dans le cadre de cette stratégie depuis 2019. La stratégie a été conçue pour jeter les bases de la lutte contre le racisme systémique, y compris l'islamophobie, par des actions immédiates.

As part of the Anti-Racism Strategy, the Anti-Racism Action Program was created. Through this funding program, we are now supporting over 85 projects worth about \$15 million. Thirteen of those projects support Muslim communities or specifically combat Islamophobia. These include initiatives like a hackathon to end Islamophobia online and a digital campaign to empower Muslim women to fully participate in Canadian society.

Two years ago, the government declared January 29 a national day to commemorate the attack on the Quebec City mosque and to act against Islamophobia. We also convened an unprecedented national summit on Islamophobia organized by the Federal Anti-Racism Secretariat at Canadian Heritage.

[*Translation*]

I would be remiss if I did not mention, as you know, the appointment this year of Amira Elghawaby as Canada's first Special Representative on Combatting Islamophobia, who just spoke. We look forward to continuing to support her in her important new responsibilities.

Building on the foundation of the current Anti-Racism Strategy, the Government of Canada committed \$85 million over four years in Budget 2022 to support a new anti-racism strategy for Canada and to create a new action plan on combatting hate, an action plan that will focus on the realities and lived experiences of communities to address the troubling rise in hate crime and violence, as well as hate groups and their supporters. These two initiatives are top priorities for Minister Hussen.

However, a critical part of our work in developing the new strategy and action plan is to be informed by the advice we have gathered from thousands of stakeholders, including Muslim communities, across Canada.

[*English*]

The government is also working on legislation related to online safety, which has been informed by extensive engagement with people across Canada, including victims of online harm, industry stakeholders and civil society groups.

As we move forward with our work, we will continue to look to your report and recommendations. We know there is still more hard work to be done. We know this because, too often, Muslims everywhere in Canada continue to face barriers, intolerance and

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre le racisme, le programme d'action contre le racisme a été créé. Grâce à ce programme de financement, nous soutenons maintenant plus de 85 projets, d'une valeur d'environ 15 millions de dollars. Treize de ces projets soutiennent les communautés musulmanes ou combattent spécifiquement l'islamophobie. Cela comprend des initiatives comme un marathon de programmation pour mettre fin à l'islamophobie en ligne et une campagne numérique pour permettre aux femmes musulmanes de participer pleinement à la société canadienne.

Il y a deux ans, le gouvernement a fait du 29 janvier la Journée nationale de commémoration de l'attentat à la mosquée de Québec et d'action contre l'islamophobie. Nous avons également convoqué un sommet national sans précédent sur l'islamophobie, organisé par le Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme, de Patrimoine canadien.

[*Français*]

Je m'en voudrais de ne pas mentionner, comme vous le savez, la nomination cette année d'Amira Elghawaby à titre de première représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie, que vous venez d'entendre. Nous sommes impatients de continuer à la soutenir dans ses nouvelles fonctions importantes.

S'appuyant sur les fondements de la Stratégie de lutte contre le racisme, le gouvernement du Canada s'est engagé à verser 85 millions de dollars sur quatre ans dans le budget de 2022 pour appuyer la nouvelle stratégie canadienne de lutte contre le racisme et pour créer un nouveau Plan d'action national de lutte contre la haine, qui mettra l'accent sur les réalités des communautés et les expériences vécues pour faire face à l'augmentation troublante des crimes haineux, ainsi que les groupes haineux et leurs sympathisants. Ces deux initiatives sont de grandes priorités pour le ministre Hussen.

Cependant, une partie essentielle de notre travail en ce qui concerne l'élaboration de la nouvelle stratégie et du plan d'action consiste à être éclairés par les conseils que nous avons recueillis auprès de milliers d'intervenants, y compris des communautés musulmanes, partout au Canada.

[*Traduction*]

Le gouvernement travaille également à l'élaboration d'un projet de loi relatif à la sécurité en ligne qui s'appuie sur de vastes consultations auprès de Canadiens de partout au pays, notamment de victimes de préjudices en ligne, d'intervenants de l'industrie et de groupes de la société civile.

À mesure que nous avancerons dans notre travail, nous attendons avec impatience votre rapport et vos recommandations. Nous savons qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. Nous le savons parce que, trop souvent, partout au

hatred. This is not the Canada we want. It is not the Canada we know we can be.

Once again, I thank you for inviting us. We are happy to answer any questions that you may have.

The Chair: Thank you for your presentation.

We will now proceed to questions from the senators. As with our previous practice, I would like to remind each senator that you have five minutes for the question and the answer. I will start with the deputy chair, Senator Bernard.

Senator Bernard: Thank you all for being with us today. We appreciate hearing from you.

In your previous testimony to the committee in June 2022, you stated that the Federal Anti-Racism Secretariat would be working with several departments and stakeholders on renewing Canada's Anti-Racism Strategy and releasing Canada's first ever National Action Plan on Combatting Hate, and you have highlighted that again today. Could you please update our committee on the specific progress in these efforts to date? Are you able to give us more specifics around where things are with regard to the new strategy and action plan and what differences we might see from the previous strategy? Also — I am adding on to the questions, and I know that I shouldn't do that, but I will say it now that I'm halfway into it — when can we expect to see this new strategy and action plan? Thank you.

Ms. Khanna: Thank you for the questions, Senator Bernard.

Yes, we have been working on the Anti-Racism Strategy, and we continue to work on it. We have made progress. Really, it has been around a high degree of community engagement, and I would say externally with community but also internally within the public service.

In terms of precise timing, I can't give you a precise date that it will be ready, but I can tell you that it is absolutely a priority for the government and for Minister Hussen. We do hope to be able to launch the strategy soon.

In terms of the content of the strategy, it very much will be based on the first strategy, which was around building a foundation for anti-racism and combatting systemic discrimination.

In terms of the action plan on hate, again, a high degree of engagement with community, particularly in an area like this, is really fundamental to the success of the action plan and the Anti-Racism Strategy. There have been a number of round tables and

Canada, les musulmans continuent d'être confrontés à des obstacles, à l'intolérance et à la haine. Ce n'est pas le Canada que nous voulons. Ce n'est pas le Canada auquel nous savons pouvoir aspirer.

Je vous remercie encore une fois de nous avoir invités. Nous serons heureux de répondre à vos questions.

La présidente : Je vous remercie de votre exposé.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. J'aimerais rappeler aux sénateurs que, comme d'habitude, vous disposerez de cinq minutes pour la question et la réponse. Je vais commencer par la vice-présidente, la sénatrice Bernard.

La sénatrice Bernard : Merci à tous d'être avec nous aujourd'hui. Nous sommes heureux de vous entendre.

Lors de votre dernier témoignage devant le comité, en juin 2022, vous avez déclaré que le Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme travaillerait avec plusieurs ministères et parties prenantes au renouvellement de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme et à la publication du tout premier Plan d'action national de lutte contre la haine. Vous l'avez encore souligné aujourd'hui. Pourriez-vous informer le comité des progrès réalisés à ce jour dans le cadre de ces efforts? Êtes-vous en mesure de nous donner plus de détails sur l'état d'avancement de la nouvelle stratégie et du nouveau plan d'action, et de nous dire ce qu'il pourrait y avoir de différent par rapport à la stratégie précédente? Aussi — j'ajoute encore une question et je sais que je ne devrais pas le faire, mais puisque j'ai déjà commencé, je vais continuer —, quand pouvons-nous espérer voir cette nouvelle stratégie et ce nouveau plan d'action? Merci.

Mme Khanna : Je vous remercie de ces questions, sénatrice Bernard.

Oui, nous avons travaillé au renouvellement de la stratégie de lutte contre le racisme, et nous continuons de le faire. Nous faisons des progrès. Il s'agit vraiment d'un degré élevé d'engagement communautaire, et je dirais à l'externe avec la communauté, mais aussi à l'interne, au sein de la fonction publique.

Sur le plan de l'échéance, je ne peux pas vous donner de date précise, mais je peux vous dire qu'il s'agit assurément d'une priorité pour le gouvernement et pour le ministre Hussen. Nous espérons vraiment pouvoir lancer la stratégie sous peu.

Quant à la teneur de la stratégie, elle sera très largement fondée sur la première stratégie, qui visait à jeter les bases de la lutte contre le racisme et la discrimination systémique.

En ce qui concerne le plan d'action de lutte contre la haine, encore là, un degré élevé d'engagement avec la communauté, en particulier dans un domaine comme celui-ci, est fondamental pour le succès du plan d'action et de la stratégie de lutte contre le

a questionnaire, but we also look to research that has been done, important research that, for example, the Canadian Race Relations Foundation has done around the need to provide support to victims, which the Special Representative on Combatting Islamophobia also spoke to, as well as the task force that the Canadian Race Relations Foundation launched with the RCMP.

Together with Public Safety and Justice and other departments, we are assessing the content that we have heard and working to develop an action plan. Again, in terms of precise timing for the action plan, I cannot provide that today because we don't have a precise date, but we are working to develop and release it soon and will be pleased to do so.

What I can say is that the work of this committee in the study you have done on Islamophobia, which you are wrapping up tonight, will very much inform the work that we are doing as well.

Senator Hartling: Thank you to the witnesses for being here.

I will read my question. In your previous testimony to the committee in June 2022, you stated that there was an opportunity to enhance coherence and impact federal laws to prosecute hate crimes and hate groups. Could you please expand on this statement? How can federal laws be amended or utilized to better prosecute hate crimes and hate groups? Are some efforts already under way to achieve this?

Ms. Khanna: Thank you, senator, for the question.

We have heard about the need for legislative reform from community. We have heard about the need for better data. We have heard about the need to reinforce security infrastructure and support to victims or people who have been impacted by hate.

In terms of concrete legislative proposals, certainly we have heard that they are very much part of what we are looking towards. In terms of online safety, Minister Rodriguez has definitely committed to bringing forward legislative proposals that would protect marginalized communities that experience hate online. That is a concrete measure that I think we can expect. There may be other legislative proposals that come forward in the course of the action plan, which will come to pass, but right now, that is where we are.

racisme. Il y a eu un certain nombre de tables rondes et de questionnaires, mais nous nous appuyons également sur les recherches qui ont été effectuées, des recherches importantes que la Fondation canadienne des relations raciales, par exemple, a menées sur la nécessité de fournir un soutien aux victimes, dont le représentant spécial pour la lutte contre l'islamophobie a aussi parlé, ainsi que sur le groupe de travail que la Fondation canadienne des relations raciales a mis sur pied avec la GRC.

En collaboration avec les ministères de la Sécurité publique et de la Justice et d'autres ministères, nous évaluons ce que nous avons entendu et nous travaillons à élaborer un plan d'action. Comme je le disais, je ne peux vous donner de date précise aujourd'hui, car nous n'en avons pas encore fixé une, mais nous travaillons à l'élaboration du plan, nous le lancerons bientôt et nous serons heureux de le faire.

Je peux dire que le travail de votre comité, dans le cadre de l'étude sur l'islamophobie que vous avez effectuée et que vous complétez ce soir, contribuera grandement au travail que nous faisons également.

La sénatrice Hartling : Je tiens à remercier les témoins de leur présence.

Je vais lire ma question. Dans votre témoignage au comité en juin 2022, vous avez dit qu'il est possible d'améliorer la cohérence et l'incidence des lois fédérales pour tenter des poursuites contre des auteurs de crimes haineux et des groupes haineux. Pourriez-vous préciser votre pensée? Comment les lois fédérales peuvent-elles être modifiées ou utilisées pour mieux engager des poursuites contre des auteurs de crimes haineux et des groupes haineux? Quels sont les efforts déjà en cours pour y parvenir?

Mme Khanna : Je vous remercie de la question, madame la sénatrice.

La communauté nous a parlé de la nécessité d'une réforme législative. On nous a parlé de la nécessité de disposer de meilleures données. On nous a parlé de la nécessité de renforcer l'infrastructure de sécurité et le soutien aux victimes ou aux personnes qui ont été touchées par la haine.

En ce qui concerne les propositions législatives concrètes, nous avons certainement entendu qu'elles font partie intégrante de ce que nous envisageons. Pour ce qui est de la sécurité en ligne, le ministre Rodriguez s'est fermement engagé à présenter des propositions législatives visant à protéger les communautés marginalisées victimes de la haine en ligne. Je pense que nous pouvons nous attendre à une mesure concrète. Il se peut que d'autres propositions législatives soient présentées au cours du plan d'action et qu'elles soient adoptées, mais pour l'instant, c'est là où nous en sommes.

Gaveen Cadotte, Assistant Deputy Minister, Anti-Racism Strategy and Action Plan on Combatting Hate Sector, Canadian Heritage: That is absolutely correct. Part of what we are looking at in the development of the action plan is all the available tools that we can leverage across and what would make sense. We have definitely heard this from communities, as Mala has said. This is something that we are reflecting on in terms of what we have heard from communities and what we have seen in other jurisdictions. We are keeping an eye on all the different tools that could be leveraged in an action plan. It will definitely be informed by the consultations that we have done to date.

Senator Hartling: Thank you.

Senator Manning: Thank you to our witnesses.

We have the opportunity to travel throughout the world. Canada is the envy of the world when we travel to other places. But we have a serious issue here, Islamophobia. What do you see as the greatest challenge that your department is dealing with in addressing this issue? Money can't solve it. We cannot legislate people to accept things that they do not want to accept. How do we change attitude? How do we get people to open their eyes and hearts to people who may not look like them or whatever the case may be? I'm just trying to find a way —

Ms. Khanna: Thank you, senator and, thank you, Madam Chair.

I think the greatest challenge that we face in this kind of work — and I include the work on Islamophobia as well as the work that we are doing on combatting anti-Semitism and anti-racism — is really around the fact that these are not problems that can be fixed overnight. These are very complex, entrenched issues that affect every part of our society, many of which, I think, we are only beginning to understand root causes of and beginning to understand the depth of the systemic barriers which exist.

I do believe that we have made tremendous progress. I think a focus on awareness and understanding and the work that we have done and continue to do around working with Statistics Canada to have better disaggregated data is helpful. I really believe that we have made progress, but I think the challenge is just the nature of the complexity of the issues that we are facing. Again, I would point to intersectionality as being a critical, conceptual lens that we have understood and applied in a much better way in the last few years than we have. But even with all of that progress — as has been very clear through the study that you have done — that these problems are persistent.

Gaveen Cadotte, sous-ministre adjointe, Secteur de la stratégie antiracisme et du plan d'action de lutte contre la haine, Patrimoine canadien : C'est tout à fait exact. Dans le cadre de l'élaboration du plan d'action, nous nous intéressons notamment à tous les outils dont nous pouvons tirer parti et à ce qui serait judicieux. Comme l'a dit Mme Khanna, c'est ce que les communautés nous ont dit. C'est une chose à laquelle nous réfléchissons en fonction de ce que nous ont dit les communautés et de ce que nous avons vu ailleurs. Nous gardons un œil sur les différents outils qui pourraient être utilisés dans le cadre d'un plan d'action. Il sera certainement fondé sur les consultations que nous avons menées jusqu'à présent.

La sénatrice Hartling : Merci.

Le sénateur Manning : Je remercie les témoins d'être avec nous.

Nous avons la possibilité de voyager dans le monde entier. Le Canada fait l'envie du monde entier lorsque nous voyageons à l'étranger. Or, nous sommes confrontés à un grave problème : l'islamophobie. Selon vous, quel est le plus grand défi auquel votre ministère doit faire face pour régler ce problème? L'argent ne peut pas le régler. Nous ne pouvons pas légiférer pour que les gens acceptent des choses qu'ils ne veulent pas accepter. Comment pouvons-nous changer l'attitude des gens? Comment pouvons-nous faire en sorte que les gens ouvrent leurs yeux et qu'ils ouvrent leur cœur à des personnes qui ne leur ressemblent peut-être pas, par exemple? J'essaie simplement de trouver un moyen...

Mme Khanna : Merci, sénateur, et merci, madame la présidente.

Je pense que le plus grand défi qui se pose à nous, dans ce genre de travail — et j'inclus le travail sur l'islamophobie ainsi que le travail que nous effectuons pour lutter contre l'antisémitisme et le racisme —, c'est le fait que ce sont des problèmes qui ne peuvent être résolus du jour au lendemain. Ce sont des problèmes très complexes et profondément enracinés, qui touchent tous les segments de notre société, des problèmes dont nous commençons à peine à comprendre les causes profondes et la gravité des obstacles systémiques qui y sont associés.

Je crois vraiment que nous avons fait des progrès considérables. Je pense qu'il est utile de mettre l'accent sur la sensibilisation et la compréhension, ainsi que sur le travail que nous avons effectué et que nous continuons de faire en collaboration avec Statistique Canada afin d'obtenir de meilleures données ventilées. Je crois vraiment que nous avons fait des progrès, mais je pense que le défi réside simplement dans la complexité des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Encore une fois, je dirais que l'intersectionnalité est une perspective conceptuelle essentielle que nous avons comprise et appliquée beaucoup mieux que nous ne l'avons fait ces dernières années. Toutefois, même avec tous ces progrès — comme l'a

It is a very good question. I would love to have Peter, if I could, reflect on it as well, because he has worked quite closely with communities and I think would have a very good sense of it.

Peter Flegel, Executive Director, Federal Anti-Racism Secretariat, Canadian Heritage: Thank you, Madam Chair.

One of the things that we heard from Special Representative Amira and we have heard from our stakeholders across the country is the systemic dimension of Islamophobia. Yes, there is the attitudinal piece, so people who are Islamophobic in their attitudes, but also how the government system may reinforce Islamophobic outcomes and consequences. I think one of the biggest challenges for us as a federal government is having the right institutional, systemic and structural tools at our disposal to eradicate systemic Islamophobia. That's one of the things we're working on in developing the new Anti-Racism Strategy and the new National Action Plan on Combatting Hate. We are very lucky, of course, to have Special Representative Amira who will be helping us walk through what those institutional set-ups and tools can be so that we can reach the Canada that we all want that is free from Islamophobia.

Senator Manning: Do I have time for another question?

The Chair: Really brief, and a brief answer, please.

Senator Manning: It is hard to be brief.

You mentioned in your opening remarks the funding program supporting 85 projects. You touched on a couple of your projects. A solution to this problem is not going to come from the top down. In my view, it is going to come from the bottom up. I am thinking that's the purpose of these projects, to get out into the communities and try to build the foundation that we need to build. I wonder if you could elaborate a little on the process of the projects for people who may not be aware of the availability of funding to assist them in their efforts.

Ms. Khanna: That is a great question, senator. Madam Chair, I will turn to my colleague, Gaveen.

Ms. Cadotte: Madam Chair, thank you for the question.

montré très clairement l'étude que vous avez réalisée —, ces problèmes sont persistants.

C'est une très bonne question. J'aimerais beaucoup que Peter nous dise ce qu'il en pense également, si possible, car il a travaillé en étroite collaboration avec les communautés, et je pense qu'il a une très bonne idée de la situation.

Peter Flegel, directeur général, Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme, Patrimoine canadien : Merci, madame la présidente.

L'une des choses dont nous a parlé la représentante spéciale, Mme Elghawaby, ainsi que les parties concernées partout au pays, c'est la dimension systémique de l'islamophobie. Certes, il y a l'aspect lié aux attitudes, c'est-à-dire les personnes islamophobes dans leurs attitudes, mais il y a aussi la manière dont le système gouvernemental peut accentuer l'impact, les conséquences de l'islamophobie. Je pense que l'un des plus grands défis pour le gouvernement fédéral, c'est de disposer des bons outils, sur le plan institutionnel, systémique et structurel, pour éradiquer l'islamophobie systémique. C'est notamment là-dessus que nous travaillons dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle stratégie de lutte contre le racisme et du plan d'action national de lutte contre la haine. Nous avons beaucoup de chance, bien sûr, d'avoir Mme Elghawaby, la représentante spéciale, pour nous aider à définir les structures et les outils institutionnels qui nous permettront de faire du Canada le pays exempt d'islamophobie auquel nous aspirons tous.

Le sénateur Manning : Ai-je le temps de poser une autre question?

La présidente : Une très brève question, et une brève réponse, s'il vous plaît.

Le sénateur Manning : C'est difficile d'être bref.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné le programme de financement qui soutient 85 projets. Vous avez évoqué quelques-uns de vos projets. La solution à ce problème ne viendra pas d'en haut; à mon avis, elle viendra de la base. Je pense que c'est l'objectif de ces projets, soit d'aller dans les communautés et de tenter de bâtir les fondations dont nous avons besoin. J'aimerais que vous nous expliquiez un peu plus en détail le processus relatif aux projets pour les personnes qui ne sont peut-être pas au courant de la disponibilité du financement qui les aiderait dans leurs efforts.

Mme Khanna : C'est une excellente question, sénateur. Madame la présidente, je vais laisser la parole à ma collègue, Mme Cadotte.

Mme Cadotte : Madame la présidente, merci pour cette question.

Through Canada's Anti-Racism Strategy, or CARS, the government has provided funding — over \$100 million since 2019 — to invest in actions through CARS, including \$70 million in program funding. Through the Anti-Racism Strategy, a new program was set up, the Anti-Racism Action Program, which provides funding to community levels in addition to our existing program the Community Support, Multiculturalism and Anti-Racism Initiatives Program. Both of those programs are used to help leverage and build capacity within communities to combat racism, including Islamophobia. We have been able to fund a number of projects, as Mala mentioned in her remarks, specifically to support Muslim communities as well as combatting Islamophobia.

Mr. Flegel: To add to that, just to be clear, under Canada's Anti-Racism Strategy, there are four priority areas for funding: One was access to justice; two was access to employment; three was social participation, so access to the arts and sports; the fourth one was combatting online hate. With that — and this ties into the point about education — projects that focused on enhancing young people's ability to detect Islamophobic and racist disinformation online were the types of projects that were funded. That is a focus point for the funding programs.

Senator Arnot: Thank you to the witnesses for being here tonight. You were here for some of my questions to the previous panel. They set you up to answer all of the questions, so here we go.

I want to make a comment. In Canadian Heritage, your raison d'être is to deal with our multicultural, multi-theist, multi-ethnic Canada and really support that the best way you can. The Aga Khan has said that Canada is the most successful experiment in pluralism the world had seen, and he is right, but there is a fragility attached to that, and it is directly related to the knowledge, understanding and commitment all Canadians have to our multicultural Canada, our Constitution and our democratic values.

I am saying to you the best investment you can make through your resources and your expertise, the best chance for success, is to bet on education. You heard what Ms. Elghawaby said about the K-12 education system and what we can do. Educators are change agents. We definitely need change in this country.

Au moyen de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme, le gouvernement a investi plus de 100 millions de dollars depuis 2019, y compris 70 millions de dollars en financement de programmes, pour mettre en œuvre des mesures concrètes. La Stratégie canadienne de lutte contre le racisme a notamment mené à la mise sur pied du Programme d'action et de lutte contre le racisme, qui accorde du financement à l'échelle communautaire, en plus d'appuyer un autre programme existant, en l'occurrence le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme. Ces deux programmes visent à mobiliser les collectivités et à développer leurs capacités en matière de lutte au racisme, y compris l'islamophobie. Comme Mme Khanna l'a souligné dans ses observations, nous avons réussi à financer un certain nombre de projets qui procurent des appuis aux communautés musulmanes tout en combattant l'islamophobie.

M. Flegel : J'aimerais ajouter quelque chose, à des fins de clarté, quatre secteurs ont été désignés en priorité pour recevoir du financement par l'entremise de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme : premièrement, améliorer l'accès à la justice; deuxièmement, améliorer l'accès à l'emploi; troisièmement, promouvoir la participation sociale, y compris l'accès aux sports et aux arts; quatrièmement, lutter contre la haine en ligne. Donc — et cela fait le lien avec l'éducation —, les projets qui aident les jeunes à mieux reconnaître la désinformation sur l'islamophobie et le racisme véhiculée en ligne sont des exemples de projets ayant obtenu du financement. C'est un élément considéré en priorité dans le cadre des programmes de financement.

Le sénateur Arnot : Je remercie les témoins de leur présence parmi nous ce soir. Comme vous étiez aussi dans le groupe d'experts précédent, vous avez déjà répondu à certaines de mes questions. À titre de témoin, vous avez la possibilité de répondre à toutes les questions, alors allons-y.

J'aimerais commencer par un commentaire. En tant que ministre, la raison d'être de Patrimoine canadien est de reconnaître la diversité du Canada en ce qui a trait au multiculturalisme, aux croyances et aux origines ethniques de notre population et de soutenir cette diversité du mieux possible. L'Aga Khan a déclaré que le Canada est l'expérience la plus réussie en matière de pluralisme que le monde ait connue. Il a raison, mais cette réussite a une certaine fragilité qui est directement liée aux connaissances, à la compréhension et à l'engagement de tous les Canadiens par rapport au caractère multiculturel, à la Constitution et aux valeurs démocratiques de notre pays.

Ce que je veux vous dire, c'est que le meilleur investissement que vous pouvez faire avec vos ressources et votre savoir-faire, votre meilleure chance de succès, c'est de miser sur l'éducation. Vous avez entendu ce que Mme Elghawaby a affirmé à propos du système d'éducation de la maternelle à la 12^e année et ce que nous pouvons faire. Les enseignants sont des joueurs clés pour

Islamophobia is closely connected to a lot of other things: racism, anti-Semitism. There is a relationship there.

What I am saying here is this: You are developing the new strategy and the action plan. I am hoping there is enough flexibility in the strategy and the plans to support the professional development of teachers and the building of resources. Ms. Elghawaby talked about when she was a teacher she used resources from — I cannot remember the name of the ministry right now, but it's on Remembrance Day. They were free. You do not have to have anything that is mandatory. But if you have professional development resources that are optional that deal with these issues, that would be a good bet.

One other point: We visited the Clarkson Secondary School in Mississauga, Ontario. It was a really great experience, and the students there were frank and forthright. They were talking about inclusion and belonging and what the teachers and the school could do to make students feel welcome and to have the opportunity to succeed in the best way they can.

So I say you should be betting on education. That is a good place to put your money. I understand there are some existing programs, like CSMARI and the Youth Take Charge Program, that can fit some of these ideas. I am hoping there is enough flexibility in the contemplative programs in the new strategy, new action plan, to accommodate that need or desire of teachers to help shape the students to create a better Canada.

Ms. Khanna: Thank you for that, Senator Arnot.

My response to you, sir, my own background. I am the child of immigrants who came here from East Africa in 1970 and certainly have benefitted from the multicultural Canada that we have. I agree that it is fragile. I agree that we must protect it. I'm very proud and honoured to have the role that I have.

I also agree with you about the power of education, and, certainly, your committee has heard powerful testimony about the importance of education in correcting stereotypes and countering negative images, particularly of Muslims, as they exist in our institutions and in the media.

concrétiser le changement. Il ne fait aucun doute que des choses doivent changer dans notre pays. L'islamophobie est liée de près à de nombreuses autres problématiques, comme le racisme et l'antisémitisme. Les liens entre tous ces éléments sont indéniables.

Que l'on me comprenne bien : vous avez la responsabilité de développer la nouvelle stratégie et le nouveau plan d'action. J'espère que votre stratégie et votre plan seront suffisamment souples pour soutenir le perfectionnement professionnel des enseignants et la création des outils. Mme Elghawaby a mentionné qu'à l'époque où elle était enseignante, elle utilisait des ressources d'un ministère — j'ai oublié lequel — au sujet du jour du Souvenir. Ces ressources étaient gratuites. Il n'est pas nécessaire de rendre obligatoire quoi que ce soit. Toutefois, si des ressources de perfectionnement professionnel étaient optionnelles, ce serait un pas dans la bonne direction.

Il y a un autre point que j'aimerais soulever. Nous avons visité l'école secondaire Clarkson, à Mississauga, en Ontario et ce fut une expérience extraordinaire. Les étudiants étaient honnêtes et sincères. Ils ont parlé de l'inclusion, du sentiment d'appartenance et de ce que les enseignants et l'école pouvaient faire pour que les élèves se sentent bienvenus et qu'ils aient la possibilité de réussir au meilleur de leurs capacités.

C'est pourquoi je pense que vous devriez miser sur l'éducation. C'est un bon secteur où investir les fonds à votre disposition. Je comprends qu'un certain nombre de programmes sont déjà en place, par exemple le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme et le programme Les jeunes s'engagent, et qu'ils pourraient intégrer certaines des idées proposées. J'espère que les programmes qui seront élaborés dans le cadre de la nouvelle stratégie et du nouveau plan d'action seront suffisamment souples pour répondre au besoin — ou au souhait — des enseignants qui aident les élèves à bâtir un meilleur Canada.

Mme Khanna : Je vous remercie pour vos observations, sénateur Arnot.

À titre de réponse, monsieur le sénateur, j'aimerais vous parler de mes origines. Mes parents sont des immigrants originaires de l'Afrique de l'Est. Ils sont arrivés ici en 1970 et il est évident qu'ils ont bénéficié du multiculturalisme du Canada. Je suis d'accord avec vous que cette valeur canadienne est fragile et que nous devons la protéger. Je suis très fière et honorée du rôle qui m'a été confié.

En outre, je suis d'accord avec vous par rapport au pouvoir de l'éducation. Je suis convaincue que votre comité a entendu des témoignages percutants sur l'importance de l'éducation pour défaire les stéréotypes et lutter contre les perceptions négatives que l'on constate dans nos institutions et nos médias, surtout à l'égard des musulmans.

Also, I think Special Representative Elghawaby also mentioned about the importance of learning our history and learning the contributions of Muslims in Canada. There, I think, the education of young people, absolutely. I just look at my children and how much more they understand about reconciliation than I did growing up in the education system here in Canada, but I think educating university students and adults is very important.

As has been mentioned, of course, education is provincial jurisdiction, but Canadian Heritage can and does work with community to develop projects that do relate to the curriculum, so I think there is scope there.

Thank you.

Senator Arnot: Anybody else? Mr. Flegel, you are working on the anti-hate strategy?

Mr. Flegel: Thank you.

Absolutely. Across the board in every single engagement session we had across the country or even online, the power of education to shape citizenship and to change hearts and minds was emphasized. Obviously, as you know, there is the jurisdictional dimension or difficulty that we have, but, nonetheless, as you pointed out — and this is what we have heard, and this is what we're trying to do as a government — you can fund the creation of tools that teachers, instructors and community leaders can then use and pass on to their children. Whether it's the Community Support, Multiculturalism, and Anti-Racism Initiatives Program — CSMARI — or the Anti-Racism Action Plan that are being funded, we anticipate that this will likely continue moving forward, but we definitely take your point as we develop the strategy.

Senator Arnot: Thank you.

I wonder if Ms. Cadotte has something that she would like to add.

Ms. Cadotte: I completely agree. We have heard from communities, as Peter mentioned, around just how important this element is in terms of education and awareness on anti-racism and on combatting Islamophobia. As mentioned, senator, we do have two funding programs, Community Support, Multiculturalism, and Anti-Racism Initiatives — CSMARI — and the Anti-Racism Action Plan — ARAP — which are open to school boards, to schools and to communities and organizations to submit for funding requests. We have seen those requests come in, and they have been received from many.

Je pense que la représentante spéciale, Mme Elghawaby, a aussi souligné l'importance de connaître notre histoire et d'apprendre ce que les musulmans ont apporté au Canada. Oui, l'éducation des jeunes, absolument. Je n'ai qu'à penser à mes propres enfants qui, dans le système scolaire d'aujourd'hui, en apprennent plus que moi à leur âge sur la réconciliation au Canada. Je pense qu'il est tout aussi important d'éduquer les étudiants à l'université et les adultes.

Comme il a été mentionné, l'éducation est évidemment un champ de compétence provinciale. Toutefois, Patrimoine canadien peut et doit collaborer avec les collectivités pour mettre en œuvre des projets en lien avec les programmes scolaires. Je pense que l'on dispose d'une certaine marge de manœuvre pour agir.

Merci.

Le sénateur Arnot : Quelqu'un d'autre aimerait prendre la parole? Monsieur Flegel, vous préparez une stratégie de lutte contre la haine, n'est-ce pas?

M. Flegel : Merci.

Absolument. Sans exception, dans chacune des séances de mobilisation que nous avons tenues d'un bout à l'autre du pays, et même en ligne, les participants ont souligné le pouvoir de l'éducation pour forger le sentiment de citoyenneté et pour changer le cœur et l'esprit. Évidemment, comme vous le savez, il faut tenir compte des champs de compétence et des complexités qui y sont liées. Néanmoins, comme vous l'avez souligné, — c'est ce que les participants nous ont dit, mais c'est aussi ce que nous essayons de faire en tant que gouvernement — il faut financer la création d'outils que les enseignants, les moniteurs et les leaders au sein des communautés peuvent utiliser et transmettre aux enfants. Que ce soit le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme ou le Programme d'action et de lutte contre le racisme qui obtiennent du financement, nous nous attendons à ce que les efforts perdurent. Nous allons absolument prendre en considération votre point de vue pour concevoir la stratégie.

Le sénateur Arnot : Merci.

Je suis curieux de savoir ce que Mme Cadotte aimerait ajouter à ce sujet.

Mme Cadotte : Je suis entièrement d'accord. Comme l'a mentionné M. Flegel, lors de nos rencontres dans les collectivités, nous avons entendu à quel point cet élément est important au chapitre de l'éducation et de la sensibilisation pour lutter contre le racisme et l'islamophobie. Comme il a été souligné, monsieur le sénateur, nous avons deux programmes de financement, le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme, ou PSCMLR, et le Programme d'action et de lutte contre le racisme, ou PALR, acceptent les demandes de financement des conseils scolaires,

As Peter also mentioned, there are community groups that do make their resources available. We have the example of the Black family FreedomSchool in Toronto that's creating resources for those to participate in activism and promoting anti-racism education in their schools. There are many fronts in which we're supporting this focus on education at the community level through our funding programs.

Senator Jaffer: Thank you very much to all of you, and welcome.

I have a lot of questions. When I hear you say you are working on, working on, working on the anti-racism policy, it worries me, to be frank with you, because the longer you work on it, the longer this is festering in the community and the longer our children have challenges without the proper education. How much longer? I know you didn't commit, but how much longer?

Ms. Khanna: Thank you for the question, Senator Jaffer.

I can't give a precise date, as I said to Senator Bernard, but I really can say that there is a high degree of commitment and work that has been done, and I believe it won't be years.

Senator Jaffer: Thank you.

I'm sure you deal with this issue of White supremacists. You know what happened in Quebec and what happened in London. Do you have a policy? Are you working on it, and what kind of education are you giving?

Ms. Khanna: Thank you for the question.

Certainly, we are working with other departments and altogether really trying to get an understanding and develop responses that can really deal with root causes. I would say that it is, as you say, really around awareness and support and training that Canadian Heritage would have a role, but certainly security agencies and the police would be very much also involved in really getting — because they are crimes, and so the investigation and prosecution of them as crimes —

Senator Jaffer: Are you doing any training in communities generally on this issue, or are you planning to?

des écoles, des collectivités et des organismes. Nous recevons déjà des demandes de ces diverses entités et un grand nombre d'entre elles ont obtenu une réponse.

Comme l'a également mentionné M. Flegel, certains groupes communautaires rendent leurs ressources accessibles. Je peux donner l'exemple de la Freedom School pour les familles noires, à Toronto, qui crée des ressources pour participer à des activités d'activisme et de promotion de l'éducation sur la lutte contre le racisme dans les écoles. Au moyen de nos programmes de financement, les efforts que nous déployons pour mettre l'accent sur l'éducation à l'échelon communautaire touchent à de nombreux aspects.

La sénatrice Jaffer : Je vous souhaite tous la bienvenue et vous remercie de votre présence aujourd'hui.

J'ai beaucoup de questions. Quand je vous entends dire que vous travaillez, travaillez, travaillez sur la stratégie de lutte contre le racisme, cela m'inquiète, pour être honnête avec vous. En effet, plus il vous faut du temps pour travailler sur cette stratégie, plus nos enfants sont aux prises avec les défis sans les outils éducatifs adéquats. Combien de temps de plus vous faut-il? Je sais que vous n'aviez pas pris d'engagement, mais pendant encore combien de temps devons-nous attendre?

Mme Khanna : Je vous remercie pour la question, sénatrice Jaffer.

Je ne peux pas vous donner une date précise, comme je l'ai mentionné à la sénatrice Bernard. Toutefois, je peux vous assurer que les personnes concernées sont très engagées et que les travaux progressent. Je ne pense pas que cela prendra des années.

La sénatrice Jaffer : Merci.

Je suis certaine que vous êtes confrontés au problème des suprémacistes blancs. Vous savez ce qui est arrivé au Québec et à London. Avez-vous une stratégie? Travaillez-vous à régler ce problème et quels outils éducatifs offrez-vous?

Mme Khanna : Merci pour la question.

Effectivement, nous travaillons en collaboration avec d'autres ministères pour essayer, ensemble, de vraiment comprendre la problématique et d'élaborer des réponses pour aller à la source du problème. Je dirais que, comme vous l'avez dit, le rôle que peut jouer Patrimoine canadien touche vraiment la sensibilisation, le soutien et la formation. Toutefois, il est évident que les organismes de sécurité et les corps policiers doivent aussi jouer un rôle pour vraiment obtenir — parce que ce sont des crimes, alors il faut mener des enquêtes et des poursuites sur ces crimes...

La sénatrice Jaffer : Faites-vous habituellement de la formation au sein des collectivités sur ce problème ou planifiez-vous de le faire?

Ms. Khanna: On the issue of Islamophobia?

Senator Jaffer: No, White supremacists.

Ms. Khanna: I will ask Peter to maybe respond to you.

Mr. Flegel: Thank you, Madam Chair, for that very important question.

The first thing I want to say is that Minister Hussen has publicly acknowledged the existence and reality of White supremacy and White supremacist groups, as have other ministers within the government. In our engagements with community across the country, the danger of White supremacy, which we have seen in our streets, has been raised. While we're working on the anti-racism strategy and the National Action Plan on Combatting Hate, please rest assured that action is still happening.

One of the ways that we're able to help address the issue of White supremacists operating in the streets is through funding projects led by community organizations on the ground that have the capacity, that have the knowledge and the know-how of who the actors are and are working with law enforcement and local government to advance community-based, community-tailored strategies to combat White supremacy groups.

That's helping to inform the new strategy that, as Mala Khanna said, we're hoping to launch soon. I think one of the important messages that we would like you to understand is that even though the strategy has not been launched yet, the work continues. We're still engaged with community, and we are still working hand in hand with community to advance the change.

Senator Jaffer: Thank you. That's very useful.

I was thinking of something when I was listening to the special representative speak. Of course, the summit asked for that special representative, and then I guess the government agreed to do that, so I get that part. With the budget she has been given — and I know you will say this is not something that's in your hands — but looking at your budget and what she has been given, aren't you worried that she is set up to fail?

Ms. Khanna: Thank you, senator and Madam Chair.

What I would say is, again, going back to — and I think the special representative said it herself — the tremendous amount of work that there is for us all to do. All of us have a role to play

Mme Khanna : Sur le problème de l'islamophobie?

La sénatrice Jaffer : Non, sur le problème des suprémacistes blancs.

Mme Khanna : Je vais demander à M. Flegel s'il peut vous fournir une réponse.

M. Flegel : Je vous remercie de cette question très importante, madame la présidente.

Premièrement, j'aimerais dire que le ministre Hussen a reconnu publiquement l'existence et la réalité de la suprématie blanche et des groupes de suprémacistes blancs, comme l'ont fait d'autres ministres du gouvernement. Lors de nos rencontres avec les dirigeants des collectivités d'un bout à l'autre du pays, le danger de la suprématie blanche — que l'on constate dans nos rues — a été soulevé. Pendant que nous travaillons sur la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme et le Plan d'action de lutte contre la haine, soyez assurés que des mesures concrètes sont prises.

Un des moyens qui nous permet de lutter contre le problème des suprémacistes blancs à l'œuvre dans nos rues est de financer des projets dirigés par les organismes communautaires sur le terrain. En effet, ces organismes ont la capacité, les connaissances et le savoir-faire pour identifier les individus et pour collaborer avec les autorités et les instances gouvernementales locales pour mettre en œuvre des stratégies conçues par et pour les collectivités pour combattre les groupes de suprémacistes blancs.

Comme l'a indiqué Mala Khanna, ces efforts contribuent à préparer la nouvelle stratégie, que nous espérons lancer bientôt. Selon moi, l'un des messages importants que nous aimerions vous faire comprendre est que même si la stratégie n'a pas encore été lancée, les efforts se poursuivent. Nous demeurons engagés envers les collectivités et nous collaborons étroitement avec ces dernières pour faire progresser le changement.

La sénatrice Jaffer : Merci. C'est de l'information très utile.

En écoutant la représentante spéciale parler, je n'ai pu m'empêcher de penser à quelque chose. Bien entendu, le sommet a demandé la création du poste de la représentante spéciale, puis j'imagine que le gouvernement a accepté cette recommandation. Je comprends tout cela. Pourtant, si je compare le budget qui lui a été accordé au vôtre — je sais que vous me direz que c'est hors de votre contrôle — et si l'on tient compte du mandat qui lui a été confié, ne craignez-vous pas qu'elle soit vouée à l'échec?

Mme Khanna : Merci, sénatrice et madame la présidente.

Encore une fois, je dirais que — la représentante spéciale l'a dit elle-même — si l'on tient compte du travail colossal à faire, c'est une tâche collective. Nous avons tous un rôle à jouer pour

in combatting Islamophobia, working in partnership. If solving Islamophobia was her job alone, I would be very worried.

Senator Jaffer: No, no, I don't expect that.

Ms. Khanna: We do want to support her. We want to work with her, we want to work with community, we want to work with this committee, we want to work with research institutions, we want to work with provinces and we want to work with civil society in order to be able to collectively combat Islamophobia.

Senator Jaffer: To have \$5 million over three years is very little to get her work done, but I guess that will be a question I ask somewhere else. It makes me worry about how serious the government will be on wanting the special representative to succeed.

I understand she is sitting in your office, and she has no staff as yet. What kind of support are you giving to her?

Ms. Khanna: Thank you, Madam Chair and Senator Jaffer.

We are working with her to help her set up her office and identify possible candidates. We are helping her with all of the public service requirements that go into staffing an office and also getting her briefed in terms of the system of government and the public service. It will be for her to determine how and who and what she does with her office, but we definitely want to play a facilitative role and have been up to now.

Senator Jaffer: There is no other special representative except for Islamophobia; right?

Ms. Khanna: There is a Special Envoy on Preserving Holocaust Remembrance and Combatting Antisemitism, Professor Irwin Cotler, but there is no other special representative.

Senator Jaffer: Professor Cotler does not sit in your office?

Ms. Khanna: They are sort of parallel offices, but he is also supported by the Department of Canadian Heritage.

Senator Jaffer: What is his budget?

Ms. Khanna: I think it is the same. I want to make sure.

Ms. Cadotte: It is the same.

Senator Jaffer: Thank you.

combattre l'islamophobie, en unissant nos efforts. Si la responsabilité de régler le problème de l'islamophobie lui incombait à elle seule, je serais très inquiète.

La sénatrice Jaffer : Non, non, ce n'est pas ce à quoi je m'attends.

Mme Khanna : Nous voulons l'appuyer. Nous voulons collaborer avec elle. Nous voulons travailler avec les collectivités, ce comité, les institutions de recherche, les provinces et la société civile afin de combattre collectivement l'islamophobie.

La sénatrice Jaffer : Un budget de 5 millions de dollars sur trois ans est très peu pour qu'elle accomplisse son travail, mais je pense que je devrais poser cette question dans un autre lieu. Je m'inquiète de savoir à quel point le gouvernement accorde du sérieux à la réussite de la représentante spéciale.

Si j'ai bien compris, elle est affiliée à votre bureau et elle n'a pas encore d'équipe. Quels types d'appuis lui procurez-vous?

Mme Khanna : Merci, madame la présidente et sénatrice Jaffer.

Nous l'aidons à s'installer dans son lieu de travail et à bâtir son équipe, notamment en identifiant des candidats potentiels. Nous l'aidons à connaître toutes les exigences de la fonction publique en matière de dotation, en plus de l'informer sur les rouages du gouvernement et de la fonction publique. C'est elle qui décidera le comment, le qui et le quoi de son bureau. Toutefois, nous sommes entièrement disposés à lui offrir du soutien pour faciliter le processus. D'ailleurs, c'est ce que nous faisons depuis le début.

La sénatrice Jaffer : Sauf pour le dossier de l'islamophobie, aucun autre représentant spécial n'a été nommé, est-ce exact?

Mme Khanna : Le professeur Irwin Cotler a été nommé envoyé spécial pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme, mais il n'existe aucun autre représentant spécial.

La sénatrice Jaffer : Le professeur Cotler n'est pas affilié à votre bureau?

Mme Khanna : Ce sont en quelque sorte des bureaux parallèles, mais il bénéficie aussi du soutien de Patrimoine canadien.

La sénatrice Jaffer : Quel est le budget?

Mme Khanna : Je pense que c'est identique. Je dois vérifier pour être certain.

Mme Cadotte : C'est identique.

La sénatrice Jaffer : Merci.

The Chair: I have a couple of questions before we go to second round.

You spoke of advice that you have gathered from thousands of stakeholders, including Muslim communities across Canada. Would you be able to give me more details about that? In what region? How many Muslims, groups, community members and community leaders did you speak to? If you don't have that information, you can always send it to us in writing.

Ms. Khanna: I will start with an answer, and we can follow up with further information. I know that Peter will also want to speak to this.

Engaging with community groups is at the core of the work we do at Canadian Heritage. We do this so that we can ensure that the needs of equity-seeking communities are identified and understood. The engagement happens across all levels, and it happens in different ways. I can talk about the consultation and engagement I have done in my capacity thus far, by way of illustration. All of us are involved in this.

The Chair: Let me stop you for a second. When you say, "by illustration," I'm not understanding. Can you give me a specific example?

Ms. Khanna: I will be specific in terms of my experience, and we can get back to you with a more fulsome answer.

By way of example, I visited our regional office in Vancouver. The regional offices have well-established relationships with communities. While I was there, I met with Yusuf Siraj and Tariq Tyab from Foundation for a Path Forward. I know that Tariq also participated in your study.

I also attend events. I had the fortune of attending an event for Muslim women leaders at Massey College earlier in the fall and met some exceptional women from the Muslim community in Toronto.

The department has also organized formal round tables on specific topics. There were dedicated round tables on Islamophobia in connection with the Action Plan on Hate. As well, MP Virani had a round table specifically on Islamophobia in relation to the online safety proposals.

As I say, these are just examples of the community engagement I have done or have been aware of. It really is the work that Peter does, so he would be able to give you a further sense of it, and we can get back to you as well.

La présidente : J'aimerais poser quelques questions avant de passer à la deuxième ronde.

Vous avez parlé des conseils que vous avez obtenus en consultant des milliers d'intervenants, y compris les communautés musulmanes d'un bout à l'autre du Canada. Pourriez-vous me donner de plus amples détails à ce sujet? Dans quelle région? À combien de musulmans, de groupes, de citoyens et de leaders communautaires avez-vous parlé? Si vous n'avez pas cette information, vous pouvez nous faire parvenir votre réponse par écrit.

Mme Khanna : Je peux commencer par une réponse et vous envoyer plus de détails par la suite. Je sais que M. Flegel voudra aussi ajouter sa réponse.

Dialoguer avec les groupes communautaires est au cœur de notre travail à Patrimoine canadien. C'est la méthode que nous employons pour veiller à bien identifier et comprendre les besoins des communautés en quête d'équité. Le dialogue se déroule à tous les échelons et de différentes manières. À titre d'exemple, je pourrais vous parler des consultations et des activités de mobilisation que j'ai menées à ce jour. Toute notre équipe participe à ce processus.

La présidente : Permettez-moi de vous interrompre un instant. Quand vous dites « à titre d'exemple », ce n'est pas clair. Pouvez-vous me donner un exemple concret?

Mme Khanna : Je peux vous donner des précisions par rapport à mon expérience. Nous pourrions vous faire parvenir une réponse plus exhaustive par la suite.

À titre d'exemple, j'ai visité le bureau régional de Vancouver. Les bureaux régionaux ont tissé des liens profonds avec les collectivités. Quand j'y étais, j'ai rencontré Yusuf Siraj et Tariq Tyab de la Foundation for a Path Forward. Je sais que Tariq a aussi participé à votre étude.

J'ai aussi participé à divers événements. À l'automne dernier, j'ai eu le privilège de participer à une activité organisée par le Massey College en l'honneur des femmes musulmanes dans un rôle de leader. J'y ai rencontré des femmes exceptionnelles de la communauté musulmane de Toronto.

Le ministère a aussi organisé des tables rondes officielles sur des sujets précis, notamment sur l'islamophobie, dans le contexte du Plan d'action de lutte contre la haine. De plus, le député Virani a organisé une table ronde sur l'islamophobie en lien avec les propositions de mesures de sécurité en ligne.

Comme je l'ai dit, ce ne sont que des exemples tirés de mon expérience de mobilisation de la collectivité ou des informations que j'ai obtenues. C'est exactement le travail de M. Flegel, alors il serait en mesure de vous en parler plus abondamment. Nous pourrions aussi vous faire parvenir une réponse par écrit par la suite.

The Chair: Before you answer the question, Peter, can you tell me: When you are having a meeting with stakeholders or community members, how do you decide who to invite to those meetings? Who takes that decision?

Mr. Flegel: Thank you, Madam Chair, for your question.

As Mala Khanna mentioned, the department has regional offices across the country that have close relationships with grassroots organizations, including Muslim grassroots organizations. Based on that, they have provided us with a list. We use that list to reach out further to organizations that we may not be aware of or that are not within our orbit but that they have connections to, so they can bring them into the process.

What is very important to us — and Special Representative Elghawaby mentioned this — is the reality of intersectionality. We can't simply invite one Muslim group or one type of Muslim group; we need to make sure that the full diversity of Muslim communities is represented.

At the National Summit on Islamophobia, we had approximately 400 Muslim representatives from across the country — whether from Iqaluit in the North or from Vancouver, Halifax or P.E.I. We had that full range. Every day I was looking to make sure that we were reaching a greater number of people because we recognize that more needs to be done in order to be as inclusive as possible in terms of engagement.

The Chair: Have you heard from any young Black Muslim women who wear the hijab in terms of their experiences?

Mr. Flegel: Not only was that raised, but it was a priority for us to make sure that Muslim women who wear a hijab, whether in Alberta, Quebec or anywhere else —

The Chair: Young Black women?

Mr. Flegel: Young Black women, yes.

The Chair: From our study, we found that they have the worst experiences. If you are a Black woman wearing a hijab, your experiences are far worse.

Ms. Khanna: Could I add something? That was one piece that I also wanted to mention, particularly your experiences when you met with those young Black women in Alberta wearing the

La présidente : Monsieur Flegel, avant que vous ne répondiez à la question, dites-moi ceci : quand vous rencontrez les intervenants ou les membres d'une collectivité, comment déterminez-vous les personnes invitées? Qui prend cette décision?

M. Flegel : Je vous remercie de votre question, madame la présidente.

Comme Mala Khanna l'a mentionné, le ministère a des bureaux régionaux d'un bout à l'autre du pays. Ces derniers entretiennent une relation étroite avec les organisations locales, y compris celles qui représentent les communautés musulmanes. Les bureaux régionaux nous ont fourni une liste en tenant compte de ces liens avec les collectivités. Notre ministère se fie à cette liste pour joindre d'autres organisations que nous ne connaissons pas ou dont les activités, même si elles ne sont pas dans la portée de notre mandat, ont un lien avec notre rôle. Ainsi, nous pouvons intégrer ces organisations dans le processus.

Ce qui est très important pour nous — et la représentante spéciale Elghawaby l'a mentionné —, c'est la réalité de l'intersectionnalité. On ne peut se contenter d'inviter un groupe musulman ou un seul type de groupe de musulmans. Nous devons veiller à la représentation de tout le spectre des communautés musulmanes.

Au Sommet national sur l'islamophobie, nous avons pu compter sur la participation d'approximativement 400 représentants d'organismes des communautés musulmanes de partout au pays — notamment d'Iqaluit, dans le Nord, de Vancouver, d'Halifax et de l'Île-du-Prince-Édouard. Toutes les sphères de ces populations étaient représentées. Chaque jour, je m'assurais de joindre de plus en plus de personnes parce que nous reconnaissons qu'il faut en faire plus afin que notre engagement soit le plus inclusif possible.

La présidente : Avez-vous entendu le témoignage de jeunes musulmanes noires qui portent le hidjab pour comprendre ce qu'elles vivent?

M. Flegel : Non seulement ce point a été soulevé, mais nous accordions une grande importance à veiller à ce que les musulmanes qui portent le hidjab, peu importe que ce soit en Alberta, au Québec ou ailleurs...

La présidente : Des jeunes femmes noires?

M. Flegel : Des jeunes femmes noires, oui.

La présidente : Selon notre étude, nous savons que ce sont elles qui vivent les plus grandes difficultés. Les obstacles sont beaucoup plus grands pour les femmes noires qui portent le hidjab.

Mme Khanna : Puis-je ajouter quelque chose? C'est un élément que je voulais aussi soulever, surtout en ce qui concerne ce que les jeunes femmes noires portant le hidjab que vous avez

hijab. I read the testimony and thought that it's another way of identifying people who we want to reach out to. I was so moved and troubled by their experiences, and I want to reach out to them as well. There are a number of different ways that we can identify people, and that's one way in which your study has helped.

The Chair: Thank you for that.

I find that within the community, there are certain groups that are presumed to be representative of all people in the community, which is not so. Sometimes we find there are too many leaders. We have to be mindful that we talk to people on the ground who are experiencing this.

The Islamophobia summit was in July of 2021. Of the recommendations that were made, how many have been implemented?

Ms. Khanna: Madam Chair, that's an excellent question.

I would say that the key recommendations have been implemented. Of course, I'm referring to the Special Representative on Combatting Islamophobia.

The Chair: That's one, yes.

Ms. Khanna: As an example, I would point to Budget 2022, which provided \$4 million for the Muslims in Canada Archive. This is run out of the Institute of Islamic Studies at the University of Toronto. It's a community-engaged archive that is working to fill Canada's archival landscape to equip storytellers to tell stories that haven't been told about Muslims in Canada. Changing and countering the narrative is another recommendation that came out of the summit.

Online safety and the importance of protecting vulnerable groups in their online activity is another aspect that came out of the summit. As I say, work is ongoing with respect to online safety.

Another recommendation that was made is around the importance of safety and security in places of worship and community spaces through the Security Infrastructure Program. I know that Public Safety is very much looking to a next call-out for that program.

Systemic investigation into Muslim-led charities was another recommendation that came out of the summit. As we know and as has been the subject of discussion today, the report did come out.

rencontrées en Alberta vous ont raconté. J'ai lu votre témoignage et j'ai pensé que c'est une autre façon d'identifier les personnes à qui nous voulons tendre la main. J'ai été très touchée et bouleversée par leurs récits. Je veux qu'elles soient aussi incluses dans le processus. Il existe diverses manières de cibler les personnes et c'est l'une des manières avec laquelle votre étude a été d'une grande aide.

La présidente : Je vous remercie de le souligner.

Selon mes observations, on considère que certains groupes dans la collectivité peuvent représenter l'ensemble de la population de la collectivité, ce qui est faux. Parfois, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a trop de dirigeants. Nous devons garder à l'esprit qu'il faut parler à des gens sur le terrain qui subissent les conséquences de cette problématique.

Le Sommet national sur l'islamophobie s'est déroulé en juillet 2021. Parmi toutes les recommandations formulées, combien ont été mises en œuvre?

Mme Khanna : Madame la présidente, c'est une excellente question.

Je dirais que les recommandations clés ont été mises en œuvre. Évidemment, je fais référence à la nomination de la représentante spéciale chargée de la lutte contre l'islamophobie.

La présidente : Cela en fait une, effectivement.

Mme Khanna : À titre d'exemple, j'aimerais attirer votre attention sur le budget de 2022, qui prévoyait 4 millions de dollars pour soutenir l'initiative Muslims in Canada Archive, dirigée par l'Institut des études islamiques de l'Université de Toronto. Il s'agit d'archives constituées en collaboration avec la communauté musulmane dans le but d'alimenter les archives nationales sur les récits à propos des musulmans au Canada. Dans la foulée du sommet, on a aussi recommandé de changer le discours et de lutter contre les idées fausses sur les musulmans.

La question de la sécurité en ligne et de l'importance de protéger les groupes vulnérables quand ils utilisent Internet a aussi été soulevée dans le cadre du sommet. Comme je l'ai dit, le travail est déjà commencé en ce qui concerne la sécurité en ligne.

Une autre recommandation porte sur la sûreté et la sécurité des lieux de culte et les installations communautaires par l'entremise du Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour les collectivités à risque. Je sais que le ministère de la Sécurité publique attend très impatiemment le prochain appel d'offres pour ce programme.

À la suite du sommet, on a par ailleurs recommandé la tenue d'enquêtes systémiques sur les organismes de bienfaisance dirigés par des musulmans. Comme nous le savons tous et comme cela a fait l'objet de nos discussions aujourd'hui, le rapport a été publié.

The Chair: I'm forgetting how many recommendations there were. I just want a number. How many were there, and how many were implemented?

Ms. Khanna: I will turn to Peter, and we can come back to you too.

Mr. Flegel: We'll provide you with a fulsome breakdown of what has been asked for.

The Chair: Would you remember offhand how many recommendations there were?

Mr. Flegel: At least 40.

The Chair: Could you give me a figure of how many have been implemented?

Mr. Flegel: I would prefer to send you a fulsome report so that I'm not providing the wrong information.

The Chair: So not too many. Thank you.

Senator Bernard: I have a couple of follow-up questions. Following up on one of the questions that Senator Jaffer asked about the action plan, and she expressed some worry about that, I wondered if you could tell us if there are specific barriers to launching the strategy that you are dealing with. Is that cause for what we perceive as a delay?

Ms. Khanna: Thank you, Senator Bernard and Madam Chair.

I wouldn't say that there are barriers that we are encountering. I would say that we are wanting to ensure that we have the right product and that we are doing the work. As I said to Senator Manning, these are very complex deep-seated problems. It does just take time. Working within the public service and working horizontally — the nature of these issues requires in-depth collaboration. It couldn't be any other way, but that can take time.

Senator Bernard: You mentioned in a response to one of the other questions that there are two funding streams for community-based initiatives. I'm wondering how communities are made aware of those funding opportunities and how often there are invitations for people to participate. As a Nova Scotian, senator, I'm interested in what's happening in Nova Scotia.

Ms. Khanna: Well, I will take a stab and then probably turn it over to Gaveen.

La présidente : J'ai oublié combien de recommandations ont été formulées. Je veux seulement un chiffre. Combien y en a-t-il et combien d'entre elles ont déjà été mises en œuvre?

Mme Khanna : Je crois que M. Flegel est mieux placé que moi pour vous fournir cette réponse. Nous pourrions aussi vous fournir de plus amples détails par la suite.

M. Flegel : Nous vous fournirons une réponse exhaustive détaillée de tout ce qui a été demandé.

La présidente : À brûle-pourpoint, vous souvenez-vous du nombre de recommandations?

M. Flegel : Au moins 40.

La présidente : Pouvez-vous me donner une estimation du nombre de recommandations qui ont déjà été mises en œuvre?

M. Flegel : J'aimerais mieux vous faire parvenir un rapport complet au lieu de vous donner une information erronée.

La présidente : J'en conclus que ce n'est pas beaucoup. Merci.

La sénatrice Bernard : J'ai quelques questions complémentaires. Pour faire suite à l'une des questions de la sénatrice Jaffer à propos du plan d'action, pour lequel elle a exprimé ses préoccupations, pourriez-vous nous dire quels sont les obstacles précis que vous devez franchir afin de lancer la stratégie? Est-ce ce qui explique ce qui nous apparaît comme un délai?

Mme Khanna : Merci, sénatrice Bernard et madame la présidente.

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'il y a des obstacles sur notre route. Je dirais plutôt que nous voulons nous assurer de livrer le bon produit et de faire le nécessaire. Comme je l'ai mentionné au sénateur Manning, nous nous attaquons à des problèmes complexes et très profonds. Cela prend du temps. La nature de ces problèmes nécessite une collaboration étroite dans le contexte où nous travaillons dans la fonction publique et que nos travaux se font de façon horizontale. Il n'y a pas d'autre manière de procéder, mais cela peut prendre du temps.

La sénatrice Bernard : Dans votre réponse à l'une des autres questions, vous avez précisé qu'il y a deux volets de financement pour les initiatives émanant des communautés. J'aimerais savoir comment les communautés sont informées de ces possibilités de financement et à quelle fréquence les invitations sont acheminées aux participants potentiels. En tant que sénatrice originaire de la Nouvelle-Écosse, je m'intéresse particulièrement à ce qui se passe dans ma province.

Mme Khanna : Eh bien, je vais tenter de répondre et passer ensuite la balle à Mme Cadotte.

We have the regions across Canada. We have a regional office in Halifax that does work directly with the community and gets to know the communities. That is, I think, the number one way in which groups find out. I mean, the information is on the website, but certainly in terms of the actual engagement and involvement in the community, that is how the regional offices get to know the communities in the first place.

The one that is continuous intake and which you could certainly put forward a funding proposal for is the CSMARI program, which is our multiculturalism program. It is for events that community groups are looking to organize.

Ms. Cadotte: Thank you, Madam Chair, and thanks for the question.

Indeed, as Mala said, this is one of the programs, and both ARAP and CSMARI have high community engagement. We recognize that we are trying to reach folks at the community level, the grassroots level, so we try, through various means, to make sure that we do the outreach when opportunities are there. It's not just that we put it on the website and hope people come. We are proactive in reaching out through our community groups, through the networks that ARSEC has developed and through other colleagues in other departments as well. We do try to get the word out. This is another opportunity around the CSMARI events.

We'll definitely follow up with programs that have been funded in Nova Scotia.

Senator Arnot: I know about CSMARI, but the ARAP program, I don't know what that is.

Ms. Cadotte: The Anti-Racism Action Program.

Mr. Flegel: One of the messages that we share with communities is that there is more to government funding than those two programs. Historically, if you were racialized or a religious minority, everybody sent you to Multiculturalism. But we know there are billions and billions of dollars of funding across the government, so what we do at the federal secretariat, I think it's every month, we send out to communities funding opportunities from across the government. Historically, access to such information has been very limited, and this is going directly out to more than 12,000 people, and they send it out further — to hundreds if not thousands of people — so that it really reaches as

Il y a les régions d'un bout à l'autre du Canada. Il y a un bureau régional à Halifax qui travaille directement avec les communautés, ce qui lui permet de bien connaître celles-ci. À mon avis, c'est la principale manière d'informer les groupes. Comprenez-moi bien, l'information est sur le site Web, mais en ce qui concerne la participation réelle et la mobilisation de la communauté, c'est la meilleure façon pour les bureaux régionaux de connaître la population.

Toutefois, le programme qui est constamment sollicité et pour lequel vous pourriez certainement présenter une proposition de financement est le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme. C'est notre programme multiculturel. Il cible les événements que les groupes communautaires veulent organiser.

Mme Cadotte : Merci, madame la présidente. Je vous remercie aussi pour la question.

En effet, comme Mme Khanna l'a déclaré, c'est l'un des programmes, et autant le PALR que le PSCMLR suscitent une forte participation des collectivités. Nous reconnaissons qu'il est essentiel de joindre les gens à l'échelon communautaire, à la source. C'est pourquoi nous utilisons une variété de moyens pour nous assurer de saisir toutes les possibilités de sensibilisation. Nous ne nous contentons pas de publier de l'information sur notre site Web dans l'espoir que les gens participent. Nous agissons de manière proactive pour tisser des liens par l'entremise de nos groupes communautaires, des réseaux développés par le Secrétariat de lutte contre le racisme ainsi que nos collègues des autres ministères. Nous essayons de propager l'information. C'est une autre possibilité que nous offrent les événements organisés dans le cadre du Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme.

Nous nous assurerons de vous faire parvenir l'information sur les programmes financés en Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Arnot : Je connais le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme et à la lutte contre le racisme, mais qu'est-ce que le programme PALR?

Mme Cadotte : Le Programme d'action et de lutte contre le racisme.

M. Flegel : Un des messages que nous propageons au sein des collectivités est que ces deux programmes ne sont pas les seules avenues pour obtenir du financement de la part du gouvernement. Historiquement, si vous étiez membre d'un groupe racialisé ou religieux, tout le monde vous dirigeait vers le portefeuille du multiculturalisme. Cependant, nous savons que des milliards et des milliards de dollars sont accessibles par diverses voies de financement à l'échelle du gouvernement. C'est pourquoi l'une de nos tâches au secrétariat fédéral est d'envoyer chaque mois aux collectivités les possibilités de financement dans l'ensemble du gouvernement. Par le passé,

many people as possible. It's one way to share the information with more people so it's more accessible.

The Chair: I presume the information is also available online if anybody wants to access it. Thank you.

Senator Manning: Thank you for the wonderful discussion.

You mentioned in your remarks the unprecedented national summit on Islamophobia. I have been involved in many summits over the years, and many people look for a follow-up so we can measure progress and see where we're going. Is there any plan for a continuation of another national summit on Islamophobia to see exactly how far you have gotten along since you started, since the last one?

Ms. Khanna: Thank you Madam Chair and Senator Manning.

There are no plans right now, but we can definitely take that idea back, having a follow-up summit. Certainly, the work and recommendations, as we had said, have been taken very seriously, and we have made progress on a good number of the really key recommendations, working with other departments because a lot of the recommendations fell under other departments as well, but certainly working with them where we can to ensure progress, and we will get back to you on the specific number.

Senator Manning: That's good. It's an opportunity to showcase the work that you have completed, and it's good for public relations.

I know that in my first slot of questions I mentioned the fact that Canada is the envy of the world. In our work here, we look at other jurisdictions to see what they are doing somewhere else that may work in Canada, like lessons learned in other jurisdictions. I just wonder, in this particular case, do you reach out, where do you reach out, and where have you identified some of the issues that we're facing that they made progress on in other places, something that we can learn from?

Ms. Khanna: Absolutely, yes. Thank you for that question Madame Chair and Senator Manning. I'm going to turn it to Peter because this is what he is doing.

Mr. Flegel: Thank you, Madam Chair.

l'accès à cette information était très limité. L'information que nous acheminons est directement envoyée à plus de 12 000 personnes qui, à leur tour, la transmettent à des centaines voire des milliers de personnes. Nous rejoignons le plus de destinataires possible. C'est une manière parmi tant d'autres de propager l'information pour que ce soit plus accessible.

La présidente : Je tiens pour acquis que l'information est disponible en ligne pour quiconque veut y avoir accès. Merci.

Le sénateur Manning : Merci pour la discussion enrichissante.

Dans vos observations, vous avez mentionné qu'un sommet sans précédent a eu lieu sur le thème de l'islamophobie. J'ai participé à un grand nombre de sommets au fil des années, et de nombreuses personnes attendent les mesures de suivi pour mesurer les progrès accomplis et voir dans quelle direction on se dirige. Un plan a-t-il été mis en place pour poursuivre les efforts avec un autre sommet sur l'islamophobie et savoir exactement le chemin parcouru depuis le début, depuis le premier sommet?

Mme Khanna : Merci madame la présidente et sénateur Manning.

Il n'existe aucun plan à l'heure actuelle, mais nous pouvons certainement vous voler cette idée et organiser un sommet de suivi. Comme nous l'avons souligné, il est évident que les travaux et les recommandations ont été pris très au sérieux. Nous avons accompli des progrès à l'égard d'un bon nombre des recommandations clés, en collaboration avec d'autres ministères. En effet, beaucoup de recommandations rejoignent aussi d'autres ministères, alors nous collaborons avec eux dans la mesure du possible pour réaliser des progrès. Nous vous ferons parvenir le chiffre exact.

Le sénateur Manning : Très bien. Cela vous donne la possibilité de montrer le travail accompli et c'est aussi favorable aux relations publiques.

Je sais que dans ma première série de questions, j'ai mentionné à quel point le Canada fait l'envie des autres pays. Dans le cadre de nos travaux, nous examinons ce que font d'autres instances gouvernementales pour voir ce qui pourrait être appliqué ici, au Canada, par exemple des leçons retenues. J'aimerais savoir si, dans ce cas en particulier, organisez-vous des activités de liaison? Si oui, avec qui? Avez-vous identifié des problèmes communs et des progrès réalisés par d'autres instances, des solutions qui pourraient nous aider?

Mme Khanna : Absolument, oui. Merci de votre question madame la présidente et sénateur Manning. Je vais laisser M. Flegel répondre parce que cela touche à son rôle.

M. Flegel : Merci, madame la présidente.

One of the things that we have heard, and that we know through research and evidence, is that Islamophobia and just racism in general are global. It's not a Canada-specific thing. It's across the globe. It's really important that we're connecting with our like-minded allies to understand what's working in other places, the new practices they developed and what we can learn from each other.

One of the things that the federal anti-racism secretariat spent two years negotiating was the North American Partnership for Equity and Racial Justice with the Mexican and U.S. governments. Just last January, our minister of Foreign Affairs, the Honourable Melaine Joly, the foreign minister of Mexico and U.S. Secretary of State Blinken signed the partnership. It's a historic opportunity to enhance collaboration to share that information and to get to best practices to eradicate, among other things, Islamophobia, because in the U.S., for example, they have set up a special representative on combatting Islamophobia and monitoring Islamophobia. Right there, there is a lot for us to learn, not only for government but also putting civil society — community organizations in Canada — in contact with our counterparts in the U.S. and Mexico so that they can also learn and exchange information.

We're having lots of conversations with like-minded allies around the world for that very purpose so that we can make sure that what we're proposing as the Government of Canada is based on the most effective means out there.

Senator Manning: Thank you.

The Chair: Thank you.

I wanted to ask you a final question. Terrance Carter appeared before us, a charity lawyer, and he spoke about being in the States a few days prior to his appearance before the Senate Human Rights Committee. He mentioned there that he was coming to testify about Muslim charities. He said he got a laugh and they said, "Are you still worried about Muslim terrorism and Muslim charities? We have moved on to the rise of the White Supremacists." Is there recognition here in Canada that we also have a serious problem that needs to be tackled?

Ms. Khanna: Madam Chair, thank you for the question.

Ce que nous avons entendu et qui a été confirmé par la recherche et les données probantes, c'est que l'islamophobie et le racisme sont, en général, une problématique mondiale. Ce n'est pas un problème unique au Canada. C'est répandu à travers la planète. Il est très important de tisser des liens avec nos alliés qui partagent notre point de vue afin de comprendre ce qui fonctionne pour eux, les nouvelles pratiques qu'ils ont développées et les leçons que nous pouvons apprendre de nos expériences respectives.

L'un des dossiers pour lequel le Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme a négocié pendant deux ans avec les gouvernements des États-Unis et du Mexique est le Partenariat nord-américain pour l'équité et la justice raciale. En janvier dernier, notre ministre des Affaires étrangères, l'honorable Mélanie Joly, le secrétaire aux Affaires étrangères du Mexique et le secrétaire d'État américain, M. Blinken, ont signé le partenariat. C'est une possibilité historique d'accroître la collaboration pour partager l'information et les meilleures pratiques qui contribuent, entre autres, à éradiquer l'islamophobie. À titre d'exemple, les États-Unis ont nommé un représentant spécial pour combattre l'islamophobie et en assurer le suivi. Uniquement avec cette initiative, nous pouvons en apprendre beaucoup, non seulement dans la sphère gouvernementale, mais aussi au sein de la société civile. En effet, les organisations communautaires au Canada pourraient elles aussi tisser des liens avec leurs homologues des États-Unis et du Mexique pour partager des leçons retenues et de l'information.

C'est exactement pour cette raison que nous dialoguons abondamment avec nos alliés à travers le monde. Ainsi, nous nous assurons que ce que le gouvernement du Canada offre repose sur les meilleures pratiques actuelles.

Le sénateur Manning : Merci.

La présidente : Merci.

J'aimerais vous poser une dernière question. Terrance Carter, un avocat dans le secteur des organismes de bienfaisance, a témoigné devant le Comité sénatorial des droits de la personne quelques jours après son séjour aux États-Unis. Là-bas, il a mentionné son invitation à témoigner au sujet des organismes de bienfaisance des communautés musulmanes. Il nous a dit que son interlocuteur avait bien ri, en ajoutant : « Vous inquiétez-vous encore du terrorisme des musulmans et des organismes de bienfaisance musulmans? Nous sommes passés à autre chose avec la montée des suprémacistes blancs. » Est-ce que, ici, au Canada, nous reconnaissons l'existence d'un autre problème grave auquel nous devons nous attaquer?

Mme Khanna : Madame la présidente, je vous remercie de votre question.

Yes, I do think that it is being recognized as a serious problem. I'm not able to say more than that, but I do know that it is being treated as a serious issue by our security and by the government.

The Chair: Thank you.

I want to thank all the witnesses for agreeing to participate in this study. Your assistance with our study is greatly appreciated.

Colleagues and guests, this ends the public portion of our meeting.

(The committee continued in camera.)

Oui, je pense que cela est reconnu comme un problème grave. Je ne suis pas en mesure d'en dire plus, mais je sais que nos autorités gouvernementales et nos responsables de la sécurité traitent cette question comme un problème grave.

La présidente : Merci.

Je tiens à remercier tous les témoins qui ont accepté de prendre part à cette étude. Nous sommes très reconnaissants pour votre collaboration à nos travaux.

Chers collègues et chers invités, cela met fin à la portion publique de notre rencontre.

(La séance se poursuit à huis clos.)
